

Directeur : Jacques Fauvet

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

1.60 F

Algérie, 1,20 \$; Maroc, 1,50 \$; Tunisie, 1,30 \$;
Allemagne, 1 \$; Autriche, 12 sch.; Belgique,
13 fr.; Canada, 3, 0,75; Danemark, 3,50 \$;
Espagne, 20 \$; France, 1 \$; Grèce, 200 dr.
Ir.-Ir.-Ir., 50 \$; Italie, 350 L.; Liban, 200 P.
Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 \$; Pays-Bas,
1,20 \$; Portugal, 200 escudo, 2,50 \$; Ir.,
Suisse, 1 \$; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 din.

Tarif des abonnements page 21

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CROIX 69
C.C.P. 4287-21 Paris
Téllex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

En somme, la France ne désespère pas d'amadouer l'ours soviétique en le caressant dans le sens du poil : ses partenaires restent persuadés qu'il n'est sensible qu'aux rapports de forces, dont la détente ne devrait être qu'une forme atténuée.

chouées, elles aussi, par la terreur rouge : Dire-Daoua, Goudara, Bessé, Jimma... Au total, le chiffre de quatre-vingts à cent mille personnes politiques dans toutes les régions de l'empire éthiopien est une sous-estimation. On estime le nombre du chiffre de six millions d'émigrés, en mars 1977, par Amnesty International ou même par l'Organisation mondiale de la Santé. L'ancien secrétaire général de l'Association des enseignants éthiopiens réfugiés au Soudan, les biopliers dénient. Les massacres et les assassinats, couvrant l'ensemble du territoire d'Addis-Abeba ne sont pas, il est vrai, à sens unique. L'initiative de la « guérilla urbaine » revient historiquement au parti révolutionnaire du peuple éthiopien (P.R.P.E.) qui, à l'automne 1976, déclenche la lutte armée et lance une campagne meurtrière « programmée » contre les intellectuels, les syndicalistes, les étudiants, les journalistes, les opposables au régime ou au parti révolutionnaire Meson (Mouvement socialiste pan-éthiopien). Depuis cette date, selon le maître d'œuvre Addis Abeba, cent cinquante mille personnes ont été assassinées par l'opposition clandestine. Le « cimetière révolutionnaire »

A Addis-Abeba, après une brève accalmie, la répression sanglante de toute opposition virtuelle vient de reprendre, comme le rapporte notre envoyé spécial.

devenue folle

réflectifs de la terreur, blanche, inflexible et exotique, paraît évidemment désorienté au regard de la situation, comme lui le répondent aujourd'hui les supérieurs militaires déchaînés par les militaires et brutalement aggravés depuis la fin de l'été dernier, à plus d'un titre, par la violence de la lutte contre le F.R.P.S., puis contre le M.E.S.S., qui, à son tour, a justifié l'instauration d'une «chaine humaine» policière sans aucun de précédents dans le monde, et qui, opposant au régime, puis à l'Union, deux ennemis désormais catalogués comme F.R.P.S. les deux cent quatre-vingt-quatre *chefs de file* de la lutte contre la terreur, dans la longue et longue bataille politique entre factions marxistes-féministes rivales, se sont réunis dans l'ensemble, les uns, en un seul, les autres, en un seul.

J.-C. GUILLERAUD

(Lire la suite page 6.)

De notre correspondant

Washington. « Bien que M. Vance et les autres responsables américains aient assuré sur tous les tons, mardi 14 février, que la décision du président Carter sur la vente d'avions de combat à trois pays du Proche-Orient ne représente aucun changement de politique, la plupart des commentateurs, ici, ont affirmé le contraire. C'est la première fois, relève-t-on, que l'Egypte reçoit des Etats-Unis des avions de combat. Or, auparavant, l'Egypte n'avait reçu que des avions cargo C-130, et, bien que M. Sadate, lors de sa récente visite à Washington, ait demandé aussi des avions F-15 et F-16, beaucoup plus modernes et similaires à ceux dont dispose déjà Israël, la valeur symbolique du geste est importante. Le président égyptien reçoit ainsi le premier des plus importants paquets de novembre, plus que le symbole du rapprochement de vues avec les Etats-Unis ces dernières semaines. Il est probable que si les négociations de paix avaient été en progrès, au lieu de buter sur la rigidité israélienne à propos notamment des colonies juives, M. Carter

surait, et tout le moins, différé sa décision.

Les dirigeants israéliens l'ont entendu bien ainsi, qui avaient manifesté ouvertement leur opposition contre cette. A Los Angeles, où il poursuit sa tournée d'inspection des États-Unis, le général M. Vance a jugé que le geste était « prématuré » et qu'il aura « de mauvaises conséquences sur la sécurité d'Israël ».

« Les choses seraient très différentes dans le cadre d'un traité de paix », a-t-il ajouté.

Les explications données de cette officialité américaine diffèrent selon les trois pays considérés. A propos d'Israël, qui recevra quinze F-15 supplémentaires — en plus des vingt-cinq déjà en cours de livraison — et soixante-quinze F-16, il s'agit, selon M. Vance, de montrer que l'engagement américain vis-à-vis de la sécurité — en France et en Israël — doit notamment « être capable de continuer à moderniser son armée de l'air ».

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 5.)

En troisième lieu a été entreprise l'unification progressive de l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire l'effort d'apaisement de la querelle entre salariés et non-salariés. Cette action a été conduite avec trois moyens qui ont été mis en œuvre simultanément : la lutte contre la fraude, sur laquelle je reviendrai plus loin, la réduction des inégalités juridiques affectant les travailleurs indépendants ; la

mise en place de dispositifs administratifs facilitant aux non-salariés l'accomplissement de leur devoir de sincérité fiscale.

de qu'en France les impôts sur le revenu sont en fait une charge d'imposition des plus-values. La longueur du débat parlementaire et la complexité des amendements ont conduit à ce que les députés ne doivent pas masquer les trois idées-forces de ce dispositif : mettre fin au privilège accordé aux plus-values immobilières, l'exonération de certaines plus-values spéculatives doit s'incorporer dans le système d'imposition sur le revenu ne saurait être contesté ; mettre en place un système de recouvrement automatique des plus-values immobilières, l'évolution des patrimoines : distinguer entre plus-values normales, c'est-à-dire dues à l'érosion du pouvoir d'achat, et plus-values des secondes et même troisièmes, l'imposition généralisée des plus-values doit faire passer à notre époque sur un terrain plus important que le rapproche désormais des systèmes anglo-

(Lire la suite page 9.)

Ainsi, l'administration américaine va ventiler deux catégories de chasse auprès de l'Egypte, d'Israël et de l'Arabie Saoudite, ceci afin de maintenir en paix cette région du globe et de ne pas être en reste avec l'Union soviétique, qui, de son côté, arrose consciencieusement l'Irak, la Libye et la Syrie en quin-quilleries militaires de toutes sortes.

Certains se demanderont peut-être comment ce processus de stockage de la guerre auquel se livrent les grandes puissances peut conduire à la paix. Leur calcul est pourtant simple : l'état de paix sera atteint le jour où tout le Proche-Orient sera entièrement recouvert d'une couche de matériel militaire de 3 mètres d'épaisseur. De quoi blinder définitivement les populations locales.

BERNARD CHAPIUIS.

BERNARD CHAPUIS

Le nouveau Musée de l'Officier s'ouvre, ce mercredi 15 février, au public. L'inauguration officielle a eu lieu le 13 février en présence de M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, et de M. Jacques Chirac, maire de Paris. Ainsi, un grand musée central, minime, négligé, ouquel jusqu'à seule la Pologne a consacré un musée, pourra être étudié dans les meilleures conditions. Ce nouveau musée, situé dans le merveilleux cadre d'un ancien magasin de porcelaines des années 1900, est un musée central, arts décoratifs, avec aides et assistance plurielles, grâce à un statut spécial, identique à celui du Musée des arts décoratifs et du musée Camondo. Il est sous tutelle de l'Etat, mais peut bénéficier de concours privés. Les lieux lui ont été cédés par la Ville de Paris qui les loue à des particuliers. L'aménagement a pu être réalisé avec, notamment, les dons de la Chambre syndicale des afficheurs.

Tout nouveau, le musée ne démarre cependant pas sans rien. Il possède une collection très riche et ancienne, de 1800 à nos jours. Les œuvres, sera démontées, les réserves de la bibliothèque des arts décoratifs, classées, répertoriées. Pour l'instant, seules les salles d'exposition sont ouvertes, qui présentent cent cinquante affiches jalonnant toute la production française depuis ses origines. Les plus belles, les plus célèbres. — G. B.

(Lire nos articles page 15.)

Etoit, mais peut bénéficier de ces avantages.
En outre, les artistes et auteurs qui ont
été cédés par la Ville de Paris
à la l'œuvre à des particuliers
aménagement a pu être réalisée
avec, notamment, les dons de la
chambre syndicale des afficheurs.

Tout nouveau, le musée ne
cessera cependant pas sans rien
de son caractère d'exposition
d'art, lorsque les travaux seront plus
avancés, sera diminué des réserves
de la bibliothèque des arts
et sciences, classée, répertoriée.
Aussi, toutes les salles
exposées sont ouvertes, qu'il y ait
cent cinquante affiches
annonçant toute la production française
depuis ses origines. Les plus
célèbres, les plus célèbres. — G. B.

(Lire nos articles page 15.)

SEUIL

Jacques Lacan

Le Séminaire

LIVRE II

Le moi dans la théorie
de Freud et dans
la technique de la psychanalyse

Texte établi par
JACQUES-ALAIN MILLER

Coll. Le Champ freudien
Un volume 384 pages 59 F

Le Monde
DE L'ÉDUCATION
NUMÉRO DE FÉVRIER
LE VOTE DES
ENSEIGNANTS

(Un sondage exclusif de la SOFRES)

idées

ÉDUCATION

Une didactique pour aujourd'hui

par ANDRÉ REVUZ (*)

La plupart des discussions sur l'enseignement sont viciées dès le départ par une perception erronée de sa vraie nature et des conditions de son efficacité. C'est ainsi qu'on parle souvent à son propos de transmission de connaissances avec des connotations qui font penser que cette transmission est assimilée à une distribution de biens matériels, ou de transmission de savoir-faire dans des termes qui évoquent le dressage des animaux.

L'essentiel est au contraire de faire naître des activités qui ne peuvent se développer que dans la libre adhésion de l'esprit qui va les exercer. On peut contraindre quelqu'un à apprendre par cœur la table de multiplication, on ne peut le contraindre à l'utiliser intelligemment, parce que l'utilisation intelligente suppose un minimum d'activité libre et créatrice ; ce qui ne signifie pas qu'il soit inutile d'apprendre par cœur des résultats importants, mais signifie qu'ils demeurent inutilisables s'ils n'ont pas fait l'objet d'une acquisition intelligente, donc libre. Il ne s'agit pas de nier le rôle considérable de la mémoire ; d'ailleurs, n'est-il pas juste de dire que le rôle de l'enseignement est d'être la mémoire de l'humanité et de transmettre aux générations futures les acquis des générations qui les ont précédées ? Mais, de même qu'il y a une forme inférieure de mémoire qui n'est qu'un rajoutage d'expériences mal comprises, qui s'oppose à la mémoire organisée, de même il y a deux formes opposées d'enseignement, l'un qui se présente comme une accumulation mal coordonnée de recettes éparses, et l'autre qui provoque l'assimilation active et organisée d'idées fécondes.

Être l'animateur d'un tel enseignement est pour le maître une tâche certainement exaltante, mais difficile. Il demeure encore dans l'esprit de beaucoup de nos contemporains l'image fallacieuse et dangereuse du maître comme étant celui qui « sait » de manière absolue et qui indique dogmatiquement à l'élève ce qu'il doit faire, ce dernier n'ayant pas à poser de questions, ni à se poser de questions, ni à exécuter les consignes qui lui sont données. Un tel enseignement peut avoir une efficacité apparente à très court terme : il est l'origine principale des innombrables blocages que l'on constatera ultérieurement.

Former des maîtres

A l'opposé, il existe un type d'enseignement où le maître, dominant très largement ce qu'il enseigne et proposant un sujet d'étude à ses élèves, sait patiemment attendre les réponses et démêler dans leur expression presque toujours maladroite l'idée juste qui est en train de germer. Une telle idée, exploitée par la classe, dégagée de sa gangue et menée jusqu'à son expression correcte, sera pour les élèves « leur » vérité, et le problème de la compréhension ne se posera pas. Cela suppose évidemment que le

maître n'ait pas une classe pléthorique, dispose de suffisamment de temps et enfin ait une connaissance profonde de ce qu'il enseigne.

Faute d'une culture scientifique suffisante chez les maîtres, on obtient ce résultat navrant, et moins rare qu'on ne le voudrait, que la bonne idée d'un élève qui ne cadre pas avec ce que sait le maître est mise de côté, sinon qualifiée d'erreur. Si l'élève en conclut que, décidément, il ne comprend rien aux mathématiques, qu'est-ce qui est responsable ? Pas l'élève, et pas le maître non plus, à qui on a confié une tâche à laquelle il a été mal préparé. C'est une évidence, mais tient-on toujours compte de fait qu'un bon enseignement est d'abord fondé sur une bonne formation des maîtres, tant scientifique que didactique ?

A propos de la formation des maîtres, on retrouve tous les problèmes de l'enseignement de maître à élève, et le même genre d'erreurs. Il est aussi inefficace, et dangereux, de donner des recettes à un maître pour animer ses classes que de donner des recettes à un élève pour résoudre les problèmes qu'il rencontrera dans la vie. Le terme de formation lui-même n'est pas sans danger s'il évoque l'idée de donner une forme en faisant passer dans un moule.

De nombreux faux problèmes naissent de ce qu'on a créé une opposition artificielle entre enseigner et apprendre et de cette idée incroyable que les hommes ne sont capables de faire que ce qu'on leur a appris, aggravée par le fait que, lorsqu'ils ont appris (conséquence des formations), ils n'ont plus rien à apprendre. Or les maîtres ont toujours à apprendre. Sur le plan didactique, le problème est trop complexe pour être maîtrisé par un seul homme ou par une seule catégorie d'hommes : chacun a une vue partielle, assez souvent exacte pour les aspects qu'il prend en compte, mais qui devient tragiquement fautive si il prétend décrire la réalité dans sa totalité.

C'est ici que les mots formation continue et recherche sur l'enseignement prennent tout leur sens. Ils sont au cœur du travail des instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques (IREM). Il y a en effet un grand chemin à parcourir entre l'acquisition personnelle d'un savoir-faire mathématique et son utilisation non dogmatique au profit d'élèves. Il faut une formidable naïveté pour croire que quiconque puisse posséder des règles qu'il suffirait d'appliquer pour bien enseigner ; il n'y a pas de « leçon modèle » qui permette de résoudre une fois pour toutes les difficultés.

Les meilleures « instructions » du monde ne permettent pas de les lever. C'est qu'il s'agit essentiellement d'une question pratique, au sens le plus fort, et que l'amélioration réelle d'un

(*) Professeur à l'université Paris-VII, directeur de l'Institut de recherches sur l'enseignement des mathématiques de Paris-Sud.

comportement ne peut pas venir uniquement d'un agent extérieur, mais se produit au sein du comportement lui-même.

Il faut que les échanges entre la vie de la classe et l'institution de formation continue ne se fassent pas en sens unique, de l'institution vers la vie de la classe, mais aussi dans l'autre sens. C'est dans la vie réelle des classes que l'on détectera les problèmes didactiques, que l'on s'efforcera de les cerner, de les définir et de leur trouver des solutions. Une telle activité est-elle du ressort de la formation continue ou de la recherche en didactique ? Incontestablement des deux.

L'exemple des IREM

Je pense qu'une formation continue qui n'est pas nourrie par une recherche didactique risque de se scléroser très vite, tandis qu'une recherche didactique qui ne cherche pas à s'incarner dans le comportement des classes risque d'être totalement inefficace. Une telle activité ne peut être le fait du professeur isolé dans sa classe, qui ne peut être à la fois le meneur de jeu et l'observateur. Aussi ne peut-il s'agir que d'un travail de groupe entre enseignants de formations différentes.

La France n'est pas le seul pays où l'on ait attaché les problèmes de la formation continue et de la recherche sur l'enseignement mathématique, mais c'est sans doute celui, où, créant les IREM, on s'est donné l'outil le plus original et le plus efficace, très apprécié à l'étranger, où l'on s'inspire de cet exemple.

Une des originalités des IREM, et certainement leur plus grande force, est d'avoir su réunir et faire collaborer des enseignants d'origines très diverses et d'avoir tenté, dans la plupart des cas avec succès, de traverser des cloisons qui compartimentent l'enseignement. Les IREM ont pu traverser les cloisons horizontales en faisant travailler ensemble des maîtres de tous les niveaux d'enseignement, de l'instituteur au professeur d'université ; ils ont pu traverser les cloisons des disciplines en provoquant la concertation de professeurs de mathématiques avec des professeurs de français, de physique, de biologie, de disciplines techniques. Ils représentent pour la recherche de solutions profondes aux problèmes de l'enseignement mathématique un outil qui n'a pas d'équivalent, et qui ferait, loin de l'affaiblir, renforcer et affiner.

La prochaine conquête : le congé-éducation

par CLÉMENT PIEUCHOT (*)

Même ces obligations pourtant faibles. Ajoutons encore que le gouvernement, au mépris de ses propres décisions, impose avant la fin de cette année aux entreprises un détachement autoritaire de 20 % de la base pour la formation des salariés au profit de prétendus stages de jeunes chômeurs qui profiteront en priorité aux marchands de formation. Et cela dans le seul but de dégonfler, pour six à huit mois, les statistiques du chômage, électoralement dangereuses.

Alors, dans ces conditions, qui peut parler de droit reconnu aux travailleurs sans être hypocrite ou inconscient ? Dans la réalité, et pour ceux, trop rares, qui bénéficient sur ces bases d'une formation professionnelle continuée, on ne devrait même pas parler de congé. D'abord pour le grand nombre de ceux et celles qui suivent une formation en dehors des heures de travail. Dans le meilleur des cas, on leur paie des heures en échange. Ils sont des lors payés, c'est vrai, mais n'ont pas de congé.

Mais même pour les formations suivies sur le temps de travail, il ne s'agit pas de congé au vrai sens du terme. Puisque c'est le patron qui décide, il ne propose et n'accorde que des autorisations d'absence pour des formations visant à améliorer la fonctionnement et le rendement de son entreprise, ou à en permettre la modernisation. Est-on en

congé quand on apprend la manœuvre d'une nouvelle machine qui équipera l'atelier ? Est-on en congé quand on améliore sa technique comptable ou sténographique ? Est-on en congé quand on ne refuse pas de s'initier à l'informatique pour pouvoir conserver son poste de travail ?

Ce qu'on appelle formation professionnelle continue et qui, pour l'essentiel, consiste en un entretien, un perfectionnement des connaissances ou une adaptation, voire une reconversion, est une obligation de fait pour tous les travailleurs. Imposée par l'évolution des techniques et des technologies, n'est-il pas par conséquent de l'assimiler à un congé ?

Puisque obligation il y a de faire retourner les adultes à l'école pour satisfaire aux impératifs d'une croissance économique, ne parlons pas de droit. On n'invoque pas le droit de défendre sa patrie, on dit le service militaire. Avec les lois de juillet 1971, c'est de service professionnel dont il faudrait parler.

Puisque obligation il y a, soyons cohérents. En conformité avec le mouvement des lois qui entrent les faits, admettons l'obligation légale. Elle aura pour immense avantage d'en limiter les effets et de préserver, dans ces périodes, les droits des travailleurs. C'est loin d'être le cas aujourd'hui. Elle permettrait aussi de leur assurer la continuité des prestations, et devrait prévoir leur participation à la gestion des centres de formation. On pourrait déjà grandement améliorer ainsi la situation.

Pas de marché de la formation

Resterait, en contrepartie, à reconnaître réellement le droit à l'éducation permanente, qui est tout autre chose. Il faudrait instituer le « congé-éducation », c'est-à-dire accorder à tous les travailleurs un nouveau type de congé payé annuel. Il ne serait pas très compliqué d'en déterminer la durée ni d'en calculer le coût social, qui, rapporté aux bénéfices, ne serait pas très élevé, d'en définir, en concertation avec les modalités de financement par les crédits publics, alors la libre disposition de ce « congé-éducation » pour répondre à ses désirs de développement personnel, comme formé ou comme formateur, ou les deux à la fois, et satisfaire ainsi des besoins d'éducation scientifique ou artistique, politique ou syndicale, culturelle ou sociale.

Mais il faudrait, bien sûr, prévoir.

(*) Secrétaire national de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente.

Fonds publics et liberté

par LOUIS TOURANCHEAU (*)

Les adversaires de la liberté d'enseignement n'hésitent pas — du moins les politiciens — à lasser l'entendre qu'il n'y a pas à l'enseigner. « On ne nationalise pas les esprits », « Pas question de troubler les consciences », « On négociera avec l'épiscopat ». « Comment rendre la main aux ouvriers chrétiens et en même temps fermer les écoles », etc. Que ne dit-on, pas en période électorale ? Pourtant leurs positions sont claires. Pas un mot du programme commun n'a été changé à ce sujet. La nationalisation (intégration dans l'enseignement d'Etat) y figure toujours ; ensemble ou séparément, ils veulent l'école unique.

Les fonds publics ne sont pas autre chose que des fonds privés mis à la disposition de l'Etat. Ces fonds ne peuvent donc pas être utilisés par les hommes au pouvoir pour imposer à tous leur propre idéologie, au mépris de la liberté de conscience des familles, de la responsabilité des parents vis-à-vis de l'éducation de leurs enfants. Le budget de l'Etat ne peut servir de moyen de pression pour favoriser tel courant philosophique de la vie — et la laïcité en est un — sans violer la Constitution et la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Pourquoi et au nom de quel contrat les Français à subir l'éducation voulue par le Comité national d'action laïque et la Fédération de l'éducation nationale ? Notre Constitution (article 2) précise : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. » Par conséquent lorsque l'Etat in-

tervient, comme c'est son rôle, pour aider les familles à instruire leurs enfants, il doit le faire sans aucune discrimination à cause de leurs opinions ou croyances. L'argent de tous appartient à tous. N'est-il pas scandaleux de voir des municipalités refuser à des enfants dont les parents sont citoyens et dont les parents sont citoyens et dont les parents sont citoyens, le matériel scolaire, le chauffage, l'aide pour la cantine, etc., parce qu'ils ne choisissent pas l'école que préfèrent ces écoles ?

Loin de nous financer aux écoles de l'Etat, les écoles privées dont les parents supportent une partie des frais, permettent des économies dont peut profiter le secteur laïc. Les écoles catholiques, qui accablent 16 % des élèves, ne perçoivent en effet, que 10 % du budget.

La justice consiste à accorder à chaque famille, au moins pour les frais de fonctionnement, une somme équivalente : un élève dans l'enseignement privé coûte, donc reçoit, par an, en moyenne 3 200 F, dans l'enseignement public sous contrat, un élève reçoit 2 600 F (et ces élèves sont plus d'un million huit cent mille). Voilà l'injustice.

Depuis la loi du 31 décembre 1965, les écoles privées sous contrat doivent obligatoirement recevoir tous les élèves que les parents présentent et respecter la liberté de conscience. Une école ouverte à tous, dont les maîtres possèdent les diplômes exigés dans l'enseignement public, pratiquant programmes et horaires du secteur public, contrôlée par l'administration, n'est-

venir d'embêter les erreurs de 1968, qui ont pu à peu près perdre aux vacances des travailleurs leur signification de conquête sociale. Il faudrait empêcher les activités éducatives de devenir des marchandises vendues avec bénéfice par des commerçants. Il suffit pour éviter cela de ne pas mettre l'éducation sur le marché. Il faut donc en réserver l'essentiel à la production aux services publics et à des groupements reconnus, sans but lucratif, et remplissant les conditions requises.

On imagine la portée progressiste d'une telle conquête. A l'intersection du travail et du loisir, le « congé-éducation » sera un moment de reconstruction de la personne, le moyen retrouvé de la synthèse d'une vie en milieu, où l'individu morcelé, sur la base de ses libres choix, pourra reconstruire son unité et mieux se situer dans le monde. Ce sera le moment du plaisir fondamental qu'on trouve à son propre développement. Ce que ne procurent plus que rarement les vacances, pour ceux qui peuvent partir.

Bien au-delà de modifications fragmentaires du système d'enseignement telles que nous les impose la réforme Haby, bien au-delà des simulacres de politiques d'apprentissage et de formation professionnelle, bien au-delà des apparences des politiques de la culture, de la jeunesse, des sports, de l'éducation populaire, dont le vague n'a d'égal que la malgrure des crédits, un tel choix supposerait pour la nation la volonté du Parlement, et du gouvernement, de conduire une véritable politique de l'éducation permanente pour tous.

Le premier acte d'une telle politique serait une loi d'orientation qui, en affirmant des principes élémentaires, servirait de cadre et de référence à la réforme de tous les textes qui, en France, régissent l'éducation, la formation, la culture, l'information et la recherche.

C'est une des revendications de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, qui réclame pour cela : — l'affirmation du droit à l'éducation permanente pour tous par la création du « congé-éducation » pour les travailleurs ; — l'élaboration démocratique des objectifs et de l'orientation de l'éducation permanente pour tous dans le cadre de nouvelles procédures de planification ; — la déconcentration des pouvoirs par le renforcement du pouvoir consultatif des usagers sur les actions publiques d'éducation permanente ; — la mise en œuvre des actions publiques d'éducation permanente par un service public national et laïque de type nouveau, car il associerait dans une gestion décentralisée les pouvoirs publics, les personnels, les usagers.

E.F. SCHUMACHER

Small is beautiful

Une société à la mesure de l'homme

Après tout, la petite dimension peut aussi être une forme de la grandeur. L'utopie ? Peut-être, mais les doutes sur l'efficacité des grandes unités ne sont pas seulement le fait d'universitaires rêveurs ou de doux poètes. Jean-Pierre Sereni / Le Nouvel Economiste

"L'avenir est au petit." Maurice Roy / Le Point

Traduit de l'anglais, 320 pages 50 F

CONTRETEMPS SEUIL

L'assassinat d'un magistrat Les syndicats

Le 14 février 1978, à 14 heures, un magistrat, M. Jean-Pierre Sereni, a été assassiné par un jeune homme, M. Jean-Pierre Sereni, âgé de 21 ans, originaire de la région de Marseille. Le meurtrier a été arrêté sur le lieu même de l'assassinat, dans le hall d'entrée de la Cour d'Appel de Marseille. Il a été placé en garde à vue et a été interrogé par les autorités judiciaires. Les syndicats ont exprimé leur profond chagrin et ont appelé à la tenue d'une manifestation pour le 16 février, jour de la mort de M. Sereni.

Le 14 février 1978, à 14 heures, un magistrat, M. Jean-Pierre Sereni, a été assassiné par un jeune homme, M. Jean-Pierre Sereni, âgé de 21 ans, originaire de la région de Marseille. Le meurtrier a été arrêté sur le lieu même de l'assassinat, dans le hall d'entrée de la Cour d'Appel de Marseille. Il a été placé en garde à vue et a été interrogé par les autorités judiciaires. Les syndicats ont exprimé leur profond chagrin et ont appelé à la tenue d'une manifestation pour le 16 février, jour de la mort de M. Sereni.

A TRAVERS L'EUROPE

Etats-Unis

Le 14 février 1978, à 14 heures, un magistrat, M. Jean-Pierre Sereni, a été assassiné par un jeune homme, M. Jean-Pierre Sereni, âgé de 21 ans, originaire de la région de Marseille. Le meurtrier a été arrêté sur le lieu même de l'assassinat, dans le hall d'entrée de la Cour d'Appel de Marseille. Il a été placé en garde à vue et a été interrogé par les autorités judiciaires. Les syndicats ont exprimé leur profond chagrin et ont appelé à la tenue d'une manifestation pour le 16 février, jour de la mort de M. Sereni.

Pologne

Le 14 février 1978, à 14 heures, un magistrat, M. Jean-Pierre Sereni, a été assassiné par un jeune homme, M. Jean-Pierre Sereni, âgé de 21 ans, originaire de la région de Marseille. Le meurtrier a été arrêté sur le lieu même de l'assassinat, dans le hall d'entrée de la Cour d'Appel de Marseille. Il a été placé en garde à vue et a été interrogé par les autorités judiciaires. Les syndicats ont exprimé leur profond chagrin et ont appelé à la tenue d'une manifestation pour le 16 février, jour de la mort de M. Sereni.

République fédérale d'Allemagne

Le 14 février 1978, à 14 heures, un magistrat, M. Jean-Pierre Sereni, a été assassiné par un jeune homme, M. Jean-Pierre Sereni, âgé de 21 ans, originaire de la région de Marseille. Le meurtrier a été arrêté sur le lieu même de l'assassinat, dans le hall d'entrée de la Cour d'Appel de Marseille. Il a été placé en garde à vue et a été interrogé par les autorités judiciaires. Les syndicats ont exprimé leur profond chagrin et ont appelé à la tenue d'une manifestation pour le 16 février, jour de la mort de M. Sereni.

مَكَدَا مِنَ الْأَمَلِ

Le Monde

étranger

LES CRISES EN EUROPE DU SUD

Italie

L'assassinat d'un magistrat à Rome aura une influence sur l'issue de la crise

Les syndicats ont accepté le programme d'austérité

De notre correspondant

Rome. — Un événement était très attendu en Italie mardi 14 février : l'approbation officielle par la base syndicale d'un programme économique d'austérité. Il a bien eu lieu, mais s'est trouvé un peu éclipsé par l'assassinat de M. Riccardo Palma, conseiller de cassation, dans une rue de Rome (le Monde du 15 février). Cet attentat, qui revendique les Brigades rouges, provoque une grande émotion. On se demande s'il n'annonce pas un regain de violence après une période de relative accalmie.

Malgré leur nature très diverse, ces deux faits influenceront ensemble l'issue de la crise gouvernementale ouverte le 16 janvier dernier par la démission de M. Andreotti. Ni l'un ni l'autre ne sont d'ailleurs étrangers à l'impasse politique actuelle. S'il est établi depuis longtemps que le terrorisme vise à peser sur les négociations en cours, nombre de commentateurs — de droite et d'extrême gauche — accusent directement le P.C.I. d'avoir patronné un pacte social pour favoriser son entrée dans la majorité parlementaire.

M. Riccardo Palma est le cinquième magistrat assassiné en Italie depuis 1971. Le dernier attentat de ce genre remonte à juillet 1976, c'est-à-dire pendant que les communistes négociaient leur sortie de l'opposition. Depuis, les terroristes s'étaient « contentés » de tirer dans les jambes de plusieurs membres de la magistrature dans un but d'intimidation. En « haussant le tir », selon leur expression consacrée, ils participent au débat politique. Décharner son revolver est devenu en Italie un moyen d'expression.

On se demande à Rome pourquoi les terroristes ont choisi un magistrat aussi éminent. Qualifier M. Palma d'agent de la contre-révolution impériale est peut-être un peu exagéré, mais on sait que ce fonctionnaire de soixante-trois ans ne s'occupait que de la construction des prisons italiennes. Il maniait des devis, non des dossiers politiques. Soit les terroristes veulent mal informer des dossiers d'erreur se répète, soit ils voulaient simplement atteindre un homme peu connu, pour troubler davantage la population.

Après avoir observé une minute de silence à la mémoire du magistrat assassiné, l'assemblée des syndicats a conclu ses travaux par un vote. Le programme économique commun des trois confédérations (C.G.I.L., C.I.S.I. et U.I.L.) a été adopté par 1 342 oui, 12 non et 103 abstentions. La base syndicale a donc accepté le ralliement de ses dirigeants à la « sacrée » pour réaliser à moyen terme le plein emploi en échange d'une politique de reconversion d'investissements.

Ce feu vert n'a été obtenu qu'avec réticence et après bien des débats. Une soixantaine d'amendements ont été intégrés au document initial qui conserve

pendant ses grandes lignes. Les « sacrifices » sont de trois sortes : une modération de la progression salariale pendant trois ans ; une accentuation de la mobilité de l'emploi ; et un relèvement de certains tarifs publics. Les syndicats soulignent que, par son ampleur et son contenu, leur programme économique constitue un « tournant ». Mais ils contestent avec force la notion de « pacte social ». Celui-ci impliquerait une « centralisation du système contractuel, une dérogation au gouvernement et au patronat de la définition et de la réalisation des orientations économiques » alors que le syndicalisme italien veut conserver à tous les niveaux de la société. L'application de ce programme va dépendre évidemment du gouvernement et du patronat. Mais aussi des travailleurs, car certaines ambiguïtés ont été renforcées par les amendements. Laissera-t-on chaque catégorie négocier librement le renouvellement de ses contrats de travail ? Ou faudra-t-il que chacune s'en tienne aux décisions prises le 14 février ? « Ce tournant engage tout le monde. Autonomie ne signifie pas anarchie », a déclaré M. Luciano Lama, secrétaire général de la C.G.I.L.

L'autre incertitude pèse sur la mobilité de l'emploi. Acceptera-t-on que le déplacement des décisions s'en tienne à une autre ou d'un secteur à un autre comporte dans certains cas une période de chômage ? M. Lama avait récemment accepté le principe des licenciements en cas de main-d'œuvre excessive dans une entreprise en difficulté.

Il a dû faire machine arrière et résister le tout. Les dirigeants syndicaux se sont dépensés sans compter pour faire approuver cette ligne. Ils ont tenu bon face aux critiques très vives de l'extrême gauche, qui leur faisait parfois des procès d'intention. On peut accuser leur programme d'être une tentative de démagogie, mais certainement pas de démagogie.

L'attitude constructive des syndicats et le risque d'une nouvelle flambée de violence devraient logiquement accélérer le dénouement de la crise gouvernementale. Les partenaires de la démocratie chrétienne réclament avec impatience le projet de programme annoncé par M. Andreotti et la convocation d'une réunion des six partis constituant le gouvernement. Si les socialistes et les républicains finiraient par être convaincus, les communistes afficheront une préoccupation croissante qu'on ne peut attribuer seulement à la tactique ou au pessimisme naturel de M. Berlinguer.

Le P.C.I. affronte cette crise dans un isolement international apparent. Les Soviétiques ne multiplient pas les éloges à son égard ; les Américains le montent du doigt, tandis que les partis frères espagnol et français se montrent éloignés de ses positions.

Mais, à Rome, on ne fait pas de tout cette analyse. Contrairement aux apparences, dit-on, il n'existe aucune offensive du Kremlin contre l'eurocommunisme. C'est une attitude purement défensive qu'adopte Moscou en attendant beaucoup de temps à la fois initiatives prises par lui-même et par d'autres, par exemple, pour répondre au livre de M. Carrillo. Les dirigeants soviétiques ne réagissent d'ailleurs que

lorsqu'ils constatent des répétitions dans leur propre pays. Les démocrates populaires, elles, commencent à comprendre la ligne du P.C.I. patiemment expliquée depuis des années.

Certes, les communistes italiens reprochent aux Espagnols des prises de position inutiles qui peuvent renforcer les forces conservatrices à l'Est. Et ils n'ont ni approuvé ni compris la nouvelle ligne du parti communiste français. Mais l'eurocommunisme n'est pas mort pour autant, souligne-t-on. Au contraire : si, malheureusement, une désapprobation à l'égard du socialisme et la soviétique se maintiennent, c'est que véritablement l'eurocommunisme a de solides fondements.

Le communiqué du département d'Etat américain doit-il être considéré comme un veto de la Maison Blanche à l'entrée des communistes au gouvernement ? Le P.C.I. veut y voir plutôt un feu vert à son entrée dans la majorité parlementaire. La preuve en est que, depuis lors, la droite chrétienne s'est orientée dans ce sens. Les dirigeants communistes ont noté avec satisfaction l'attitude très réservée des gouvernements d'Europe occidentale. M. Helmut Schmidt, en particulier, ne brandit plus les menaces d'autant. Bref, les dirigeants communistes italiens sont portés à croire que les vetos extérieurs n'existent pas. Ils notent que la démocratie chrétienne ne s'est pas servie, par exemple, du communiqué d'Etat comme elle l'aurait certainement fait si y avait quelques années.

En fait, une grande évolution culturelle en ajoutant avec satisfaction : « On a nationalisé la crise italienne ».

ROBERT SOLE.

Chypre

« Le problème chypriote ne peut faire l'objet de négociations entre la Grèce et la Turquie »

nous déclare le président Spyros Kyprianou

De notre correspondant

Nicosie. — M. Spyros Kyprianou, président de la République de Chypre, s'est rendu à Athènes le 14 février pour s'entretenir avec M. Caranfilis. Considéré d'abord comme une visite de routine, ce voyage de quatre jours a pris de l'importance en raison de l'actualité d'une rencontre entre Caranfilis et les prochains semaines et de l'annonce de propositions turques à M. Waldheim pour le règlement de l'affaire chypriote.

Tout en posant le principe d'une « stratégie commune et d'une coordination de l'action future », le gouvernement de Nicosie n'a pas été écarté d'éventuelles négociations.

« Un rapprochement grec-turc et l'amélioration des relations entre Athènes et Ankara nous a déclaré le président Kyprianou, pourraient contribuer aux efforts déployés pour résoudre le problème. » Il a cependant ajouté : « Le problème chypriote n'est pas un différend entre la Grèce et la Turquie et ne peut donc faire l'objet de négociations entre ces deux pays. Une tentative de négociation entre la Grèce et la Turquie au sujet de l'affaire de Chypre, »

Ces propos du chef de l'Etat chypriote constituent une sorte d'avertissement courtisé, adressé au gouvernement hellénique, dont le rôle est sans aucun doute beaucoup plus actif à Chypre depuis la mort du président Makarios, en août 1977. En clair, Nicosie veut à tout prix éviter que le problème chypriote ne soit traité comme un problème grec-turc, car les aspects régionaux du problème de Chypre (question territoriale et organisation institutionnelle) doivent faire l'objet d'une négociation entre les deux communautés de l'île.

En ce qui concerne les terroristes, les dirigeants chypriotes

grecs maintiennent les propositions qu'ils avaient faites en avril 1977 à Vienne, lors de la dernière série de pourparlers intercommunautaires. Ils avaient alors suggéré que les Chypriotes turcs administreront 20 % du territoire de l'île, ce qui correspond à peu près au pourcentage de leur population (18 %), alors que les troupes turques contrôlent actuellement 40 % de l'île.

Quant à l'aspect constitutionnel, la partie chypriote grecque demande que le gouvernement qui sera constitué dans le cadre d'un Etat fédéral dispose de pouvoirs effectifs garantissant l'unité de l'Etat. Elle persiste par ailleurs à réclamer une solution fondée sur les résolutions votées au sujet du problème par les Nations unies et qui prévoient notamment le retrait de l'île de toutes les troupes étrangères et le retour des deux cent mille réfugiés grecs dans leurs foyers.

Dans ces conditions, on estime à Nicosie que les positions définitives par M. Royall, représentant de M. Rorvit, lors de son récent voyage en zone turque, « ne diffèrent d'aucune manière de celles soutenues par le représentant chypriote turc aux derniers pourparlers intercommunautaires de Vienne ». Ses thèses avaient été rejetées par la partie chypriote grecque.

Les dirigeants chypriotes grecs sont convaincus que les prochaines propositions turques, même si elles sont concrètes, ne marqueront pas un changement réel de la politique d'Athènes, mais seront plutôt « une manœuvre bien orchestrée visant à créer des impressions favorables en vue de la levée de l'embargo sur la Turquie » décidé par le Congrès des Etats-Unis en 1975 à la suite de l'invasion de l'île par la Turquie.

DIMITRI ANDREOU.

Grande-Bretagne

Mme Thatcher refuse de rencontrer dans l'immédiat M. Callaghan pour discuter du problème racial

De notre correspondant

Londres. — Mme Thatcher a répondu négativement à l'invitation de M. Callaghan de se réunir avec M. Steel, leader du parti libéral, et leurs principaux conseillers, pour définir une solution « nationale » au problème racial. Le leader conservateur n'a toutefois pas rejeté définitivement cette proposition, indiquant seulement qu'il serait préférable de discuter de ce problème après la publication de son livre sur la question territoriale et organisation institutionnelle de l'île.

Le premier ministre a déclaré que les leaders des partis se réunissent le plus tôt possible pour échanger leurs vues sur l'application de la loi de 1971 sur l'immigration. Il a également souligné la nécessité d'une attitude commune sur les problèmes de l'immigration et des relations inter-raciales afin d'éviter d'exacerber les tensions et la haine au sein de notre société.

Le problème racial est, depuis 1971, adopté sous son égard, le plus important des problèmes de quelques jours, au sein des préoccupations des partis. La proposition de M. Callaghan vise à embarrasser Mme Thatcher qui, dans ses déclarations à la télévision (le Monde du 2 février), avait rompu la consigne du silence tacitement acceptée par les deux partis sur la question raciale.

En acceptant la suggestion de M. Callaghan, Mme Thatcher perdrait l'avantage de son initiative, apparemment « payante » sur le plan électoral. A s'en tenir à l'abandon courtier qu'elle a reçu, et surtout à un sondage récent, elle se positionne sur ce problème redonnant au parti conservateur l'avantage sur les travaillistes. Mme Thatcher a réitéré son refus de donner la priorité à des considérations de purement national. C'est pourquoi sa réponse nuancée n'exclut pas, à plus long terme, la possibilité d'une rencontre.

M. Callaghan s'exprime également sur les divisions chez les conservateurs mises en évidence par les déclarations inattendues de M. Heath. Sans la promesse d'un leader à critiquer vigoureusement Mme Thatcher pour avoir pris l'initiative de ouvrir un débat à son avis inutile.

considère, en effet, que la loi de 1971 répond toujours aux nécessités du moment et qu'il n'y a pas lieu de la modifier. Sur divers points, M. Heath adopte une position beaucoup plus libérale, notamment en ce qui concerne les « flanciers » des immigrants, l'interdiction de venir se marier en Grande-Bretagne, a-t-il dit en substance, aboutirait à adopter une attitude aussi condamnable que celle des Soviétiques. Cette assimilation ainsi que le ton général des propos de M. Heath ont évidemment provoqué des remous au sein du parti et rendu encore plus aléatoire la possibilité d'une coopération entre Mme Thatcher et son successeur.

HENRI PIERRE.

Union soviétique

Selon des sources dignes de foi

LE CINÉASTE SERGE PARADJANOV SE TROUVE A KIEV

Moscou (A.F.P.). — Le cinéaste soviétique Serge Paradjanov, libéré d'un camp par anticipation le 30 décembre dernier, se trouve actuellement à Kiev, en Ukraine, après avoir passé plus d'un mois à Tbilissi, en Géorgie, affirmant, de source digne de foi, que ses nouvelles idées démentent les craintes exprimées par le « collectif Serge-Paradjanov », qui avait déclaré, lundi, à Marseille, que, selon des sources arméniennes, le cinéaste était mort au camp et qu'il allait « bientôt succomber à une crise cardiaque, ce qui expliquerait la mise en scène de sa prétendue libération » (le Monde du 5 février, première édition).

M. Paradjanov est arrivé il y a six jours à Kiev, où il a raconté, selon ses sources arméniennes, qu'il était venu le rejoindre à Tbilissi, chez la sœur aînée du cinéaste. Ce dernier était arrivé le 17 janvier dans cette ville, pour se reposer de quatre ans de camp à régime sévère. Il est attendu ces prochains jours à Moscou, où vit sa sœur cadette. D'autres amis macédoines du cinéaste lui ont d'ailleurs parlé au téléphone.

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

• M. JIMMY CARTER a demandé, mardi 14 février, aux mineurs de charbon, en grève depuis le 6 décembre, de reprendre, à la Maison Blanche même, les négociations avec le patronat interrompues depuis la fin du mois de janvier. — (A.F.P.)

Pologne

• L'HISTORIEN POLONAIS, Adam Michnik, l'un des animateurs du Comité d'auto-défense sociale (KOR), a été empêché de nouveau de donner un cours à l'Université « libre » de Varsovie (le Monde du 14 février). Il a été intercepté, mardi 14 février, à son arrivée à Poznan, gardé à la police jusqu'à la nuit, mais traité aimablement. Il a été mis, dans la nuit, dans un train pour la capitale et a regagné son domicile ce mercredi matin, nous indique-t-on à Varsovie.

République fédérale d'Allemagne

• M. DIETER HUBER, conseiller pour les affaires étrangères du président de la C.S.U. bavaroise, M. Franz Josef Strauss, qui avait mystérieusement disparu lundi 13 février (le Monde du 15 février) est réapparu ce mercredi matin

sur une autoroute dans les environs de Munich. Il a lui-même appelé la police d'une cabine téléphonique, en indiquant qu'il avait été éjecté d'une camionnette. Souffrant d'un choc, il a été admis à l'hôpital. La police attend des explications plus complètes de l'intéressé. Mardi, le bureau munichois de l'Agence d'information D.P.A. avait reçu une lettre postée lundi après-midi avant que la disparition de M. Huber fut connue. Annonçant « l'enlèvement », le texte de ce message déclarait : « Franz Josef Strauss peut montrer maintenant le prix qu'il a payé à la liberté et à une vie humaine. » La signature, « E.G.S. », n'avait aucune signification évidente pour la police.

Tunisie

• MALGRE LA MISE EN GARDE DU MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE menaçant de supprimer leurs bourses et de les expulser des lycées et restaurants universitaires (le Monde du 8 février), un certain nombre d'étudiants, principalement dans les facultés de droit, de lettres, des sciences et de théologie, continuent à observer la grève des cours déclenchée voici dix jours. L'agitation a gagné les lycées de Tunis et de la banlieue, et les cours des classes terminales ont été suspendus dans plusieurs établissements. — (Corresp.)

PRIX HISTORIA

EDGAR FAURE

La banqueroute de Law

17 juillet 1720



GALLIMARD

PROCHE-ORIENT

AFRIQUE

Israël s'inquiète des promesses faites par M. Carter

(Suite de la première page.)

L'armée de l'air israélienne continue de recevoir, à raison de deux par mois, les vingt-cinq F-15 déjà promis. La livraison de ce premier contingent devant être achevée à la fin de cette année ou au début de l'an prochain. Le second contingent commencera d'être livré à une date relativement tardive — pas avant la fin de 1980 — et est inférieur aux vingt-cinq avions de ce type que demandait Israël. Il en va de même pour les F-16, dont 14. Enfin, Israël doit cent cinquante exemplaires, dont qu'il n'en obtient que soixante-quinze. Tout cela constitue un nouveau sujet d'irritation pour le premier ministre israélien, qui reste un client privilégié certes, mais qui perd sa situation de quasi-monopole auprès de son fournisseur américain.

Les « besoins légitimes » du Gaire

L'Egypte, selon M. Vance, « doit avoir l'assurance raisonnable qu'elle sera capable de se défendre si elle doit poursuivre les négociations de paix ». En outre, sa rupture avec l'Union soviétique lui a fait perdre sa principale source de matériel militaire — et il est de l'intérêt des Etats-Unis de « répondre à ses besoins légitimes ». Parmi ces besoins, les milieux officiels mentionnent celui de répondre à une « menace libyenne » et de « protéger les sources du Nil », autrement dit de faire face à la situation instable qui prévaut à sa frontière sud. On ne pas toutefois ici jusqu'à rétablir la possibilité d'un engagement égyptien contre l'Ethiopie. On fait valoir cependant que le F-5, moins moderne que les avions vendus à Israël, a déjà été livré à vingt-cinq pays et que la, président égyptien obtient moins de la moitié de ce qu'il avait commandé (entre cent vingt et cent cinquante). En revanche, l'armée de l'air américaine n'utilise plus, en Israël, la livraison pourra commencer dès cet automne, donc avant celle

des appareils nouvellement promis à Israël. A l'égard de l'Arabie Saoudite, M. Carter ne fait que remplir une promesse déjà faite par M. Ford et renouvelée par l'actuel président lors de sa visite à Riyad au début de janvier. Ce pays, a dit M. Vance, « a une immense importance pour faire prévaloir une politique modérée au Proche-Orient et plus généralement dans les affaires mondiales ». Ses défenses aériennes, qui reposent pour l'essentiel sur de vieux avions britanniques, sont « très limitées » et sa demande était donc « raisonnable ». On ajoute en privé que le royaume saoudien doit faire face à la menace que représente sur son flanc nord l'Irak, tenu d'un important matériel soviétique. On a pu aussi chercher à établir un équilibre avec l'Iran, suréquipé par les fournitures américaines depuis des années.

Les avions promis à Riyad seront livrés, comme ceux destinés à Israël, à partir de 1980 seulement, mais le geste n'en est pas moins important. La commande saoudienne est, en effet, la plus importante de toutes sur le plan financier (2,5 milliards de dollars contre 1,9 à Israël et 400 millions à l'Egypte), elle porte sur l'avion le plus moderne et le plus perfectionné actuellement en service dans le monde occidental, et l'Arabie Saoudite est le seul pays à se voir accorder le nombre demandé : soixante avions, soit vingt de plus que ce qu'Israël recevra avec ses deux commandes. En outre, il est raisonnable de supposer que Riyad mettrait ces avions à la disposition du Gaire en cas de nouvelle guerre au Proche-Orient.

Pour toutes ces raisons, la commande saoudienne est sans doute celle qui soulèvera les plus grandes difficultés au Congrès. Aux termes d'une loi votée en 1976, le législateur doit être avisé, d'abord officieusement, de toute vente d'armes un tant soit peu importante. Vingt jours plus tard, suit une notification officielle. Il dispose alors d'un délai de trente jours pour y opposer son

veto à la majorité simple. En l'occurrence, ce délai sera supérieur aux cinquante jours prévus, les vacances de Pâques venant s'intercaler entre-temps. Tout indique qu'il sera rempli de « hearings » passionnées, car les avocats d'Israël mobilisent déjà leurs forces pour s'opposer aux projets de M. Carter, plus précisément pour fractionner le « paquet » en ne retenant que les commandes israéliennes.

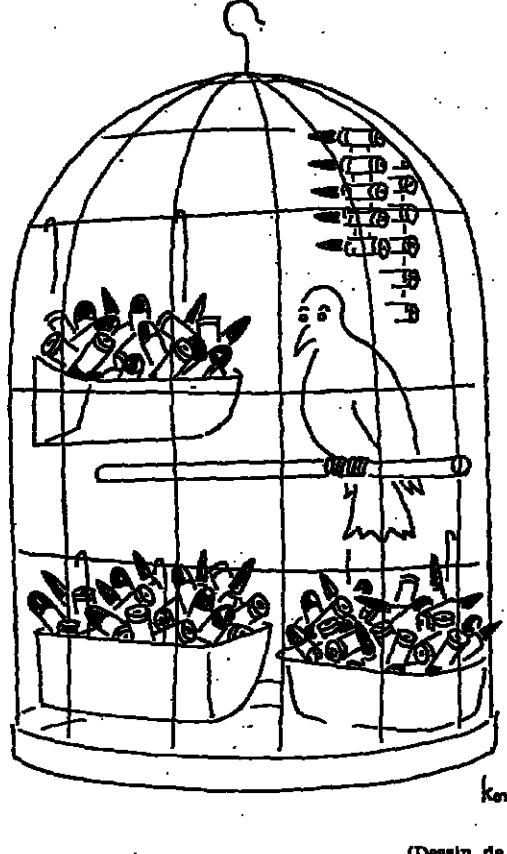
Déjà un représentant démocrate de New-York, M. Wolff, a annoncé qu'il déposerait une demande de veto à la vente aux Saoudiens. Pour sa part, un parlementaire israélien, M. Moshe Arens, président de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, qui se trouve comme par hasard à Washington ces jours-ci, a exposé, mardi, à une commission de la Chambre que les projets de M. Carter « allaient donner aux Arabes la supériorité aérienne ».

Une autre opposition proviendrait des parlementaires hostiles aux ventes d'armes en général, et de tous ceux qui avaient eu le tort de prendre trop au sérieux les pro-

messes faites sur ce point par le candidat Carter en 1976, et même par le président de 1977. Officiellement, la Maison Blanche maintient son intention de faire entrer ce nouveau paquet sous le plafond récemment annoncé : les ventes d'armes à tous les pays autres que ceux de l'OTAN, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ne devront pas dépasser 2,5 milliards de dollars en 1978, une somme inférieure de 8% à celle de l'an dernier. Or le total du projet en cours pour les trois pays représente déjà plus de la moitié de cette somme (4,8 milliards de dollars). Même s'il est réparti sur plusieurs années, il sera difficilement conciliable avec les engagements déjà contractés envers d'autres pays par Washington, engagements qui rempliront de toute façon l'autre moitié du contingent annoncé.

Comme l'écrit le New York Times, M. Carter a « découvert que les Etats-Unis, pour avoir cessé de vouloir être le « gendarme du monde », ne peuvent s'opposer à ce que d'autres pays amis le deviennent ».

MICHEL TATU.



(Dessin de KONE.)

Liban

La droite chrétienne a voté la création d'un tribunal militaire syro-libanais

Beirut. — Le Parlement a voté par 72 voix contre 1 (celle d'un député du Bloc national de M. Raymond Eddé), une loi instituant un tribunal militaire mixte syro-libanais. La droite chrétienne, notamment le Parti national libéral (P.N.L.) de M. Camille Chamoun, a approuvé le projet auquel n'ont été apportées que des amendements mineurs. Une nette détonance par la crainte d'une bataille plus violente que toutes les précédentes.

De notre correspondant

Tout le monde à Beyrouth est convaincu que si les graves incidents de la semaine dernière peuvent être considérés comme réglés, les causes de la crise demeurent. Les risques d'un règlement de comptes, au Liban, entre la Syrie et ses adversaires (Israël d'une part, et l'Egypte de l'autre) sont grands. Le président Assad a montré ces derniers jours qu'il ne laisserait pas entamer son autorité. « Une course dramatique est engagée entre la dynamique de la guerre et celle de la paix. La dynamique de la guerre possède un énorme avantage : elle est déjà en cours », nous a déclaré M. Karim Fakrad-Domi, membre du bureau politique des Phalanges. La prudence réserve de ce parti, malgré la pression de sa base, a été remarquée durant la dernière crise. Sur le thème de la « patrie en danger », le président de la République libanaise, M. Elias Sarkis, pourrait tenter de réaliser « à chaud », et donc très rapidement, un gouvernement d'entente nationale.

Mais ses chances de succès sont limitées. Pour couper court aux rumeurs alarmantes et redonner confiance à la population chrétienne, la Force arabe de dissuasion (FAD) a multiplié ses patrouilles à Beyrouth-Ouest (secteur palestino-progressiste) et visiblement donné à ses troupes installées à Beyrouth-Est des consignes leur enjoignant d'être moins sévères. Le tribunal mixte, présidé par un Libanais, mais dont la majorité des membres appartient à la FAD, aura à connaître de tous les incidents auxquels celle-ci serait mêlée. Ce tribunal devra en premier lieu examiner les causes des incidents qui se sont produits les 7 et 8 février autour de la caserne de Fayadieh et qui ont mis le feu aux poudres. On laisse entendre à Beyrouth que la sentence concernant cette affaire ne devrait pas susciter de remous importants dans les rangs de l'opinion conservatrice chrétienne. — I. G.

Maroc

Les détenus « frontistes » revendiquent un statut de prisonnier politique

De notre correspondant

Rabat. — Le journal l'Opinion (socialiste) a publié le 12 février un appel des familles de personnes condamnées il y a un an dans l'affaire dite des « frontistes » pour exiger et compléter contre le régime monarchique. Cet appel confirme que les condamnés qui se trouvaient précédemment à Kenitra ont été répartis dans plusieurs prisons du royaume à la suite d'une grève de la faim d'une durée illimitée commencée le 2 février. Il demande l'amélioration des conditions de détention et indique que les familles qui se sont rendues à la prison d'Al-Meknes ont pu entrer en relations avec les détenus. Les revendications de ces derniers, précise l'Opinion en se référant aux déclarations des familles, portent notamment sur « l'institution d'un statut de détenu politique ».

Avant d'être jugés, les « frontistes » avaient ajouté M. Maâti Boudbid, tout en tenant compte de tous les respects humains de cette affaire, ne pouvait admettre de céder à des pressions destinées à obtenir la création d'un régime spécial de faveur. Nous considérons, en effet, que les intérêts, condamnés par des juridictions de droit commun pour des infractions de droit commun, doivent subir leur peine dans les mêmes conditions que l'ensemble des détenus. — I. G.

(1) Dans la même interview, publiée le 14 février, le ministre, évoquant le décès de Salah Merzouki, condamné dans l'affaire des frontistes, avait dit : « Des informations tendancieuses ont été données quant au décès à l'hôpital de Ville Ménékal. Toute la nation a été faite sur cette affaire : cette personne était atteinte d'un rhumatisme arthralgique avec complications cardiaques, pour lequel elle a été soignée et suivie avant et pendant son incarcération. Elle est décédée d'un arrêt cardiaque alors qu'elle était hospitalisée. Elle avait cessé depuis plusieurs jours la grève de la faim. Nous n'avons pas hésité à remettre son dossier médical en entier entre les mains du médecin délégué par la Fédération des droits de l'homme à Paris et à mettre de l'ordre en rapport avec les médecins de l'hôpital qui soignait cette personne. »

AMÉRIQUES

Bolivie

Les partis traditionnels ne sont pas décidés à appuyer le candidat officiel à la présidence

De notre envoyé spécial

La Paz. — Le candidat du gouvernement militaire à l'élection présidentielle de juillet, le général Juan Pereda, pourra-t-il s'assurer une assise politique civile ? On commence à en douter sérieusement à La Paz. La Phalange socialiste, l'un des deux partis qui avaient appuyé le régime militaire de 1971 à 1974, a fait savoir, le 14 février, qu'elle ne soutiendrait pas le général Pereda. Sa décision est apparemment due au fait qu'elle n'a pu obtenir les assurances qu'elle attendait. De toute façon, l'influence des Phalanges, partis d'une attitude dure vis-à-vis du gouvernement allié croissant. Ils ont finalement convaincu le chef du parti, M. Mario Gutiérrez, ambassadeur du gouvernement militaire aux Nations unies, d'abandonner son attitude conciliante.

abstenu de prendre position. Il n'a pas non plus précisé quand il compte rentrer à La Paz. En fait, l'absence de cohérence idéologique, tant au sein de la Phalange que du M.N.R., rend difficile l'adoption d'une position commune entre les différents courants des deux formations.

Le projet de création d'un parti officiel, le PUN (parti d'union nationale), semble d'autre part avoir fait long feu. Le soutien au candidat officiel devra donc venir d'ailleurs. Le général Pereda peut, d'une part, compter sur le monde paysan, et, de l'autre, sur le secteur privé. Depuis l'époque du général René Barrientos et du « pacte militaires-paysans », les campagnes — soigneusement « encadrées » — ont donné aux gouvernements militaires l'essentiel de leur base d'appui. Le secteur privé, de son côté, voit dans le général Juan Pereda le candidat de la continuité d'un régime qui a largement favorisé le capital, mis au pas les syndicats et assuré la stabilité politique.

Ce double appui devrait assurer au candidat officiel la victoire en juillet prochain. Mais lui permettra-t-il de gouverner, alors que l'actuelle stabilité sociale risque fort d'être remise en question ? On en doute à La Paz. On pense donc que le gouvernement du général Pereda, fût-il civil, restera dépendant des forces armées.

THIERRY MALINIAC.

JÉRUSALEM : l'amorce d'un nouveau tournant de la politique américaine à l'égard d'Israël

De notre correspondant

Jérusalem. — Bien que prévisible, la décision de l'administration américaine de livrer cinquante appareils de combat F-15 à l'Egypte et soixante F-15 à l'Arabie Saoudite, alors qu'Israël voit sa commande réduite de moitié — soixante-quinze F-15 et quinze F-16 — a fait l'effet d'un coup de poignard à Jérusalem. La fourniture par Washington d'armement offensif à l'Egypte et le « package deal » des livraisons d'armement américain à l'Arabie Saoudite, dans lequel Israël se voit inclus, constituent, de l'avis général, un précédent des plus dangereux et l'amorce d'un nouveau tournant de la politique américaine à l'égard d'Israël.

La Commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté, mardi 14 février, deux résolutions accusant Israël de crimes de guerre, approuvant la lutte armée des Palestiniens et affirmant leur droit de créer « un Etat pleinement indépendant et souverain en Palestine ». La première résolution fait état du « droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination sans ingérence extérieure et à l'établissement d'un Etat pleinement indépendant et souverain en Palestine ». Elle reconnaît aux Palestiniens le droit de récupérer leurs droits par tous les moyens et demande aux gouvernements de reconnaître que l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) est le représentant du peuple palestinien. Elle a été adoptée par 25 voix contre 3 et 4 abstentions.

La seconde condamne Israël pour graves atteintes aux conventions internationales sur la protection des civils en y voyant « des crimes de guerre » et « une atteinte à l'humanité ». Elle a été adoptée par 23 voix contre 2 et 7 abstentions. Les Etats-Unis et le Canada ont voté contre les deux résolutions. La France et d'autres pays occidentaux se sont abstenus dans les deux cas. — (Reuters.)

Certes, le Congrès n'a pas encore approuvé la décision de la Maison Blanche, mais M. Moshe Dayan ne se fait pas d'illusion. Le capital de sympathie dont disposait Israël a considérablement diminué au Capitole depuis la dernière visite à Washington du président Sadate, constaté le ministre israélien des affaires étrangères, dans un rapport envoyé des Etats-Unis à Jérusalem. M. Begin avait déjà protesté, mardi 14 février, contre l'intention américaine de vendre de l'armement offensif à l'Egypte, au cours d'un entretien de deux heures avec l'ambassadeur Samuel Lewis. Les relations entre les deux pays restent « étouffées et chaudées », a ensuite déclaré le diplo-

ATTENTAT A JÉRUSALEM

Deux personnes ont été tuées et quarante blessées à Jérusalem, mardi 14 février, au soir, par l'explosion d'une bombe à retardement placée dans un autobus. Le véhicule, dont toute la partie arrière a été arrachée, circulait dans le secteur occidental de la ville. La police a procédé à plusieurs interpellations et lancé un appel à la population pour que soit signalé tout objet suspect dans les lieux publics. L'attentat a été revendiqué quelques heures plus tard par la résistance palestinienne dans un communiqué publié à Beyrouth par l'Agence palestinienne d'information Wafa.

Le cuir c'est Hermès.

L'ordinateur conversationnel c'est Prime.

PRIME
9-11 rue Benoit Malon
92150 Suresnes - Tél.: 772.91.92.

Le cristal c'est Baccarat.
L'ordinateur conversationnel c'est Prime.

PRIME
9-11 rue Benoit Malon
92150 Suresnes - Tél.: 772.91.92.

La photo c'est Kodak.
L'ordinateur conversationnel c'est Prime.

PRIME
9-11 rue Benoit Malon
92150 Suresnes - Tél.: 772.91.92.

AFRIQUE

Ethiopie

« Terreur rouge » à Addis-Abeba

(Suite de la première page.)

« Les organes du pouvoir populaire ont été coiffés par les militaires, tout a été bouleversé », soupirent aujourd'hui les clandestins du MEISON, qui furent à l'origine de la création des kebeles. Apprentis sorciers des sennichants.

Jouant officiellement le rôle de mairie, de tribunaux de première instance, de centre d'alphabétisation, etc., les kebeles constituent en fait une structure de quadrillage très rigoureuse de la population. Chaque Ethiope est pratiquement tenu — pour acheter du sel, participer à des travaux collectifs ou mettre à jour sa carte d'identité — d'avoir trois ou quatre contacts avec les responsables de kebele chaque semaine. Des habitants qui, une nuit, hébergent chez eux des parents ou amis venant d'un autre kebele, doivent immédiatement les déclarer aux responsables du quartier. Toute absence à une manifestation, à des travaux collectifs, à des séances de « formation politique », est désormais enregistrée. Elle expose l'intéressé à de sévères réprimandes pour commencer.

Le climat de guerre civile si dardant, les kebeles disposent d'un quasi droit de vie et de mort sur chaque habitant. Une quinzaine de responsables peuvent contraindre ainsi de très près deux à trois mille personnes (population d'un kebele moyen). Or si la qualité du « travail social » accompli par certains kebeles est indéniable, leur fonction en matière de « sécurité » est devenue de très loin prioritaire. Une surenchère s'installe est instaurée en ce domaine. Le kebele qui, à la fin du mois, ne peut justifier un nombre suffisant d'arrestations, est considéré avec suspicion par les autorités. « Dans notre kebele », raconte un témoin, comme il n'est arrivé presque personne, il se débrouille pour

faire des collectes et donner beaucoup d'argent ou de sang destinés aux combattants du front.

A côté, des kebeles, à d'ailleurs, est mise sur pied une police politique parallèle, agissant sans rendre des comptes et sur ordre direct du DERG. Les « cadres » formés depuis 1976 par l'école idéologique (créée à cette époque et contrôlée au début par le parti MEISON) se sont ainsi acquis une redoutable réputation dans les quartiers. Certains d'entre eux qui auraient suivi une formation de contre-guérilla urbaine s'apparentent davantage à des hommes de main qu'à des responsables politiques.

On parle notamment à Addis-Abeba d'un « groupe Temesgen » (du nom du leader syndicaliste assassiné), réputé pour la « sévérité » de ses interventions nocturnes. Dans chaque quartier, chaque usine, chaque bureau, existe en outre un « comité de défense de la révolution », dont les membres, théoriquement élus, sont en général armés. Une bonne partie d'entre eux sont en fait d'anciens opposants menacés ou torturés, qui ont sauvé leur vie en changeant de camp et qui manifestent un zèle particulier à l'encontre de leurs anciens « camarades ».

Dans les campagnes, les « escadrons de défense » jouent un rôle analogue et le bilan de leur chasse aux contre-révolutionnaires est régulièrement publié par la presse.

Cette terreur rouge, minutieusement mise au point, s'était un peu calmée l'été dernier, avec un ralentissement des assassinats politiques attribués au P.R.P.E. Le 2 avril 1977 d'ailleurs, les autorités avaient officiellement dénoncé les « exco » commis par certains responsables de kebeles et même publiquement fusillé six d'entre eux, dont Girma Kebede, responsable d'activités dans le quartier central d'Arat Kilo. Cet « exemple » avait été interprété, à l'époque

comme une volonté de modération du zèle meurtrier des kebeles. Le régime craignait-il est vrai, que ceux-ci, largement contrôlés par le MEISON, ne finissent par constituer une force politique capable de se dresser un jour contre le DERG.

« Nous avions surestimé notre force, après le 1^{er} mai (3) et nous nous étions fait des illusions sur

« J'étais contre-révolutionnaire »

Certes, la capitale éthiopienne est célèbre pour sa propension aux rumeurs folles et aux fantasmes. Cette fois, cependant, trop de témoignages concordent pour qu'on puisse mettre en doute la cruauté et l'ampleur de la terreur. Spectacle courant à Addis-Abeba, même en plein jour : une voiture banalisée s'arrête à hauteur d'un passant : un homme en civil en sort et abat sans un mot le « contre-révolutionnaire ». Si un policier s'approche, une carte officielle aussitôt brandie et une allusion au DERG suffisent à le dissuader d'intervenir. Une 504 blanche, dont les plaques d'immatriculation sont régulièrement changées, est ainsi devenue « célèbre » dans la capitale.

Le matin, dans les quartiers, les cadavres sont souvent exposés pendant une heure ou deux, avec autour du cou, une pancarte signalant aux passants : « J'étais contre-révolutionnaire, j'ai tué Untel et Untel ». Une jeune femme ayant quitté Addis-Abeba pour les fêtes de Noël, déclare avoir compté onze cadavres entre sa maison et l'aéroport de Bolé. Un opposant clandestin affirme avoir vu tuer « cinq personnes en 500 mètres » dans son quartier. Des suspects arrêtés par les « kebeles », même très jeunes, sont souvent soumis à la torture. C'est le cas par exemple d'un jeune garçon à qui on a arraché la peau des pieds ou encore de

les capacités révolutionnaires du DERG », murmurent aujourd'hui, un peu piteusement, des militants clandestins de Meison, encore en liberté. La terreur en effet a repris dès l'automne, et jusqu'au début de cette année, avec, disent les observateurs, une efficacité accrue. On colporte désormais dans Addis-Abeba des centaines de récits aussi terrifiants. Exagérations ?

Si l'on en croit les témoignages, Haile Fida, ancien leader du parti MEISON et président du bureau politique, qui fut longtemps présenté comme l'idéologue du régime, a été torturé à deux reprises ; détenu dans la caserne de la 4^e division, il a été amené à l'ancien palais impérial, le vieux Ghebbi, où on l'a interrogé par quelques grandes personnes.

Dans les cas les moins graves, les jeunes gens interpellés — la moyenne d'âge des victimes de la répression s'élève constamment — sont condamnés à quelques semaines de « rééducation politique ». C'est le cas de beaucoup d'enfants de huit à douze ans, arrêtés récemment par certaines, en vertu d'une circulaire officielle publiée au mois de décembre (le Monde du 10 février).

Mais souvent, les personnes convoquées au kebele disparaissent sans laisser de traces. « Maintenant, pour éviter la torture, nous préférons avouer tout de suite qu'il s'agit de membres du P.R.P.E., même si ce n'est pas vrai ».

L'existence de charniers dans les environs d'Addis-Abeba a été signalée à plusieurs reprises par des parents de victimes, sans qu'il soit évidemment possible de s'en assurer. Des pressions en tous cas ont été exercées par plusieurs kebeles pour convaincre les familles de ne pas porter le deuil d'un « contre-révolutionnaire ».

Dans bien des cas, les femmes n'osent pas manifester ouvertement leur peine, après l'assassinat d'un fils ou d'un mari. On nous a signalé le cas précis d'une mère de famille avertie la semaine dernière par des voisins que le corps mutilé de son fils avait été exposé à proximité du lycée français. Elle a couru chez des parents vivant dans un autre quartier pour avoir pas à cacher ses larmes.

Comme tous les habitants d'Addis-Abeba, les parents d'enfants tués dans la nuit sont parfois contraints de le lendemain matin de participer à des manifestations favorables au régime en brandissant des pancartes à la gloire de la terreur rouge.

La terreur rouge et l'encouragement continué à la délation favorisent, bien sûr, bon nombre de règlements de comptes qui n'ont rien à voir avec la révolution, ou donnent lieu souvent à de tragiques méprises. Un père de famille du quartier Piazza, malade, envoie un soir son fils unique à la pharmacie. Au retour, l'adolescent est tué d'une balle dans la tête sur les marches du square. « Excusez-moi, on l'avait pris pour un autre », murmurent simplement les tueurs à la mère en retournant du pied le cadavre.

Les résultats de cette terreur sont indéniables. « Le calme commence maintenant à régner dans la ville », répètent non sans cynisme les autorités. Il est de fait que les rangs du P.R.P.E. ont été décimés. Les scissions intervenues en son sein ont facilité le travail des militaires. Une fraction de ce parti, dite « bolchévique », a rallié le régime, tentant d'occuper les places laissées vides par le MEISON. Ces ralliements se sont accompagnés de dénonciations, qu'il ne s'agit pas de limiter la structure cellulaire du P.R.P.E. divisé en groupes autonomes de cinq militants.

Une autre tendance du parti, jugant désormais inefficace la guérilla urbaine, a rejoint les quelques FOCOS (foyers révolutionnaires) constitués dans la province du Tigre, avec l'aide des aquils érythréens. Beaucoup d'observateurs estiment néanmoins que les principaux dirigeants du P.R.P.E. dans la capitale n'ont pas encore été touchés par la répression. Bastion de l'opposition, le Mercato, par exemple, quartier populaire à majorité musulmane, échappe encore aux contrôles du régime. Les rafles nocturnes et les perquisitions destinées à récupérer des armes, n'ont donné pratiquement aucun résultat. Récemment, une jeep militaire qui patrouillait dans ce quartier, a été détruite par quelques grenades lancées par des enfants, qui jouaient « innocemment » entre les barreaux de la porte.

On signale ici et là d'autres tentatives limitées de résistance. Ainsi, un officier à la retraite a chosé d'ouvrir le feu sur les « cadres » venus arrêter ses deux enfants, niant trois des assaillants avant d'être abattu à son tour. Les ouvriers de la fabrication de chaussures (SCCO, favorable, dit-on au MEISON), ont élevé une barrière, séquestré leurs « cadres » politiques et lancé un ultimatum au DERG pour obtenir la libération d'un de leurs

camarades arrêté ; celui-ci leur a été rendu après avoir été torturé. Tous ces cas demeurent isolés. Selon la plupart des observateurs, la reprise en main de la population et cette terreur rouge rendent maintenant impossible une opposition sérieuse au régime. Le pouvoir militaire qu'on choisit de soutenir et de conseiller les Soviétiques, paraît donc bien installé et bénéficie effectivement de la « stabilisation ». Cela ne signifie pas, pourtant, qu'il soit à l'abri des luttes intestines. Le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'État, responsable dans le passé d'innombrables tueries, est présenté aujourd'hui comme un « modéré ». Des divergences l'opposent déjà au groupe du lieutenant Lègasse Asfaw, ancien sergent, membre du DERG, qui a, dit-on, le vent en poupe. L'organisateur de la « terreur rouge », le lieutenant-colonel Debele Dinsa, est maintenant jugé trop « tiède » et suspect d'intelligence avec le MEISON.

Les luttes politiques vont donc continuer à Addis-Abeba et les calme enregistrés début février (le Monde du 9 février) ont été de courte durée.

J.-C. GUILLAUD.

(2) A l'occasion du 1^{er} mai 1977, la manifestation monstre organisée par le régime à Addis-Abeba avait vu triompher les slogans du parti Meison, suscitant l'irritation des militaires.

Stranger in the night

La vérité a toujours deux faces. L'autre face d'Addis-Abeba, c'est la fête, une fête insouciante, qui donne la venue ou la naissance.

Chaque nuit, pendant qu'on tue dans les quartiers, les danses sifflent complètes. Les mesures fiscales, les nationalisations décriées par la révolution, l'incertitude du lendemain, tout incite ce qu'il reste de nantis à dépenser frénétiquement. On n'a jamais fait autant de frais de toilette à Addis-Abeba. Le nombre d'automobiles neuves, le plus souvent des grosses citadines, s'est accru depuis quelques mois. Les mesus récents pris par le Derg, et visant à suspendre toute importation de produits de luxe, n'ont pas eu beaucoup d'effet, semble-t-il.

Le couvre-feu de minuit à 5 heures et les risques courus dans les rues passés 11 heures du soir, loin de freiner les plaisirs nocturnes paraissent pas avoir exercé d'effet. Les night-clubs restent désormais ouverts jus-

qu'au matin, et leurs clients, qui ne peuvent plus rentrer chez eux après minuit, prolongent leur fête jusqu'à 5 ou 6 heures. Seuls cependant les bolles ou hôtels disposant d'un parking clos ont obtenu le droit de procéder ainsi. Au Zebra Club, à l'Aïro, au Ras Hotel, on se bouscule donc toute la nuit, dans le hurlement des sonos et l'écroulement des cigarettes. Le Venus Club, en revanche, l'un des plus célèbres endroits d'Addis-Abeba, faute de parking, a été condamné à la mort saison.

Au milieu de ces surprises-parties prolongées, une jeune femme, à qui nous parlons des enfants assassinés dans les quartiers, a simplement murmuré, en avalant son gin : « Pour une révolution, après tout, cela pourrait être pire. Ces jeunes n'ont qu'à se tenir tranquilles... »

Au bord de la piste de danse comble, un croqueur assourdi Stranger in the night. Oul... Etranger dans la nuit.

Le colonel Mengistu dénonce le « semblant de neutralité » des États-Unis

La contre-offensive éthiopienne dans l'Ogaden se poursuit, ce mercredi 15 février, selon trois axes : vers le sud, le nord-est, en direction de la frontière de la République de Djibouti (en longeant la voie ferrée qui relie la ville à Addis-Abeba), et elle est dirigée de Jijiga. Il semble que les unités engagées au nord-est soient celles dont les progrès sont les plus rapides.

● A Addis-Abeba, le colonel Mengistu, chef de l'État, a dénoncé mardi, dans une conférence de presse, la « tactique diplomatique » des États-Unis, qui consistait à observer un « semblant de neutralité » dans le conflit. Il a accusé Washington d'accorder son « patronage » à un « complot » ourdi pour fournir du matériel à la Somalie « par l'intermédiaire de l'Arabie Saoudite, de l'Iran, du Pakistan, de l'Espagne et des régimes arabes réactionnaires ». Le colonel Mengistu a assuré que les relations diploma-

tiques de son pays avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et la R.F.A. (dont l'ambassadeur a été expulsé en janvier), « n'auraient aucun sens si ces États persistaient à provoquer le massacre des Afrikanas ».

● A Mogadiscio, un communiqué officiel assure que les forces somaliennes « continuent l'offensive éthiopienne » et contrôlent toujours la ville de Bahlé.

● A Moscou l'Agence Tass a critiqué, mardi, en termes très vifs, la France, assurant que soixante blindés AMX livrés par Paris à l'Arabie Saoudite ont été rétrogradés à la Somalie. « On pourrait prolonger considérablement la liste des pays africains qui reçoivent une aide militaire de la France », ajoute Tass en assurant qu'en revanche, l'aide « technique et matérielle » accordée par Moscou à l'Éthiopie « correspond par son caractère aux problèmes posés ».

EN DIRECT. Tout le Proche Orient Arabe.

ABU DHABI ... 4 fois par semaine	DJEDDAH ... 3 fois par semaine
AMMAN ... 2 fois par semaine	DOHA ... 2 fois par semaine
BAGDAD ... 4 fois par semaine	DUBAÏ ... 5 fois par semaine
BEYROUTH ... 7 fois par semaine	KHARTOUM ... 1 fois par semaine
DAMAS ... 4 fois par semaine	KOWEÏT ... 3 fois par semaine
DHAHRAN ... 4 fois par semaine	LE CAIRE ... 6 fois par semaine
SHARJAH dernière escale ouverte le 1 ^{er} novembre ... 1 fois par semaine	

En plus Air France vous offre :

- un service spécial pour hommes d'affaires :
- le service Proche-Orient Conseil,
- un réseau d'hôtels. Le « Méridien » à Damas, Khartoum et bientôt Abu Dhabi, Sharjah, Djeddah et Koweït.



Français, qui empeste votre air?

demain chez tous les marchands de journaux. 4F



França vos

هكذا من الأصل

AFRIQUE

LA MAURITANIE PRISE AU PIÈGE

II. — LA FAUTE A L'ESPAGNE !...

De notre envoyé spécial

Limitée en hommes, importante par les moyens mis en œuvre, l'intervention française en Mauritanie a donné au régime du président Ould Daddah un précieux ballon d'oxygène et lui a permis de ne pas dépendre uniquement pour sa défense de son voisin marocain. (« Le Monde » du 15 février.)

Nouakchott. — « Aggravée par l'Algérie », qui, selon le président Ould Daddah, « aspire à la dévotion », la Mauritanie dépend chaque jour un peu plus pour sa défense d'un voisin marocain, qui n'a peut-être pas renoncé à la conquête. Elle s'était débarrassée, rangée naguère dans le camp des pays « progressistes » et avait pris, avec l'aide d'Algérie, des mesures spectaculaires pour assurer son indépendance politique et économique : rupture des accords de défense avec la France en 1973-1974, création d'une monnaie nationale, l'ouguiya, nationalisation de la raffinerie qui exploitait le fer de Zouérate. Elle doit désormais, pour survivre, compter sur les subsides de l'Arabie Saoudite, du Koweït, du Gabon ou de la Côte-d'Ivoire, qui s'agitent résolument dans le camp conservateur. Pourquoi ce brutal renversement d'alliances ?

Pour M. Mohamed Salah, volontiers qualifié d'« homme fort » du régime et qui en est sûrement l'un des piliers, la politique suivie par Ould Daddah dans les années 60 est à l'origine des difficultés actuelles. M. Salah est membre du bureau politique du Parti du peuple mauritanien (P.P.M.) depuis quinze ans. A compter de 1961, il n'a cessé d'exercer des responsabilités à l'échelon national, soit au gouvernement comme ministre de l'Intérieur, soit à la tête du parti. C'est lui qui a été chargé en 1975 du dossier de la « réunification de la patrie » en tant que ministre d'Etat à la souveraineté interne, fonction qui lui permettait de contrôler trois secteurs clés : la défense nationale, l'Intérieur et la Justice. Depuis le remaniement de l'été 1977, il détient plus modestement un portefeuille « technique », celui de l'équipement auquel M. Ould

Daddah a joint récemment les transports. Cette relative disgrâce aurait sanctionné, disent certains, son incapacité à empêcher le Polisario de lancer un raid sur la capitale en 1977, au moment du sommet de l'O.U.A. à Libreville. Il n'en continue pas moins à jouer un rôle de premier plan. Calme et massif, il s'exprime avec clarté et conviction.

« En 1963, nous étions la population du Sahara occidental s'élevait à vingt-quatre mille personnes. Le territoire administré par Madrid était revendiqué dans sa totalité à la fois par le Maroc et par la Mauritanie. Les deux pays, qui excluaient tout accord entre eux, se neutralisaient mutuellement. Cette opposition justifiait le jeu de l'Espagne. Il était, en effet, exclu de donner l'indépendance à une poignée de nomades. Ce bout de désert n'était pas digne d'être rattaché à un territoire de 1,5 million de km² qui, en plus, était riche en phosphates et en pétrole. La découverte, en 1963, de gisements de phosphates a modifié ces données. En 1966, l'Espagne nous entendit, le Maroc et nous-mêmes avons patronné une résolution aux Nations unies prévoyant l'autodétermination. Dans notre esprit, cette procédure ne pouvait déboucher que sur le rattachement à notre pays. Mais, à partir de cette date, Madrid a cherché à déstabiliser le problème. Les dirigeants espagnols ont vu dans l'autodétermination le moyen de créer un Etat fantôme qui leur garantirait l'existence, et qui leur servirait de base pour le contrôle des richesses de Bou-Craa. »

C'était entrer, affirme le ministre de l'équipement, dans un « cycle infernal ». Pour mettre au monde un Etat crédible, il fallait le doter d'une population. Madrid entreprit donc d'attirer au Sahara occidental les troupes et les tribus établies au sud du Maroc, au sud-ouest de l'Algérie et au nord de la Mauritanie. On leur offrit des cadeaux et on leur consentit des avantages divers. On institua même la « Djamaa », assemblée des notables, en versant à ses

membres un traitement et en envoyant six d'entre eux aux Cortes madrilènes. On développa la garde nomade, encadrée par des officiers espagnols. Une solide et un fusil ! Il n'en fallut pas plus pour attirer de nombreux hommes et, donc, leurs familles.

« Et puis, nous dit M. Salah, ce fut le réarmement de 1974. Madrid put faire état de la présence de soixante-trois mille habitants. Au même moment, la création d'un Etat d'union nationale (P.U.N.), revendiquant, avec la bénédiction des autorités coloniales, l'autonomie de ce territoire, ne laissa plus de doute sur les intentions de l'Espagne.

« Les Algériens, persuadés eux aussi qu'aucun accord ne serait possible entre nous et les Marocains, ont vu tous les avantages

qu'ils pouvaient tirer de cette situation. Ils entretenaient avec nous d'excellentes relations et pensaient pouvoir nous imposer leurs vues sans difficultés. La création d'un Etat du Sahara occidental présentait pour eux deux avantages : occuper le Maroc, auquel les opposés une rivalité ancestrale, la route de l'Afrique, élargir vers l'Atlantique leur zone d'influence. Le président Boumediène annonça donc en 1974 au président Ould Daddah qu'il se retirait de la concertation à trois qui se poursuivait depuis des années entre Alger, Rabat et nous concernant la décolonisation du Sahara occidental. Entre-temps, le Polisario était né. Il jouissait de notre sympathie et de notre soutien actif dans la mesure où il luttait contre l'occupant espagnol. L'Algérie s'est employée, elle, à le contrôler politiquement. »

Un accord secret

Si l'on en croit l'ancien ministre de la souveraineté interne, tout cela finit par déboucher au début de 1976 sur la conclusion d'un accord secret entre Madrid, nous et le Polisario. L'Espagne s'engageait à faire accéder le Sahara occidental à l'indépendance par le moyen d'une autodétermination élargie à tous les habitants. Les intérêts de l'ancien colonisateur seraient sauvegardés. Les soldats du « Tercio » devaient se retirer progressivement des postes qu'ils occupaient et les troupes du Polisario, celui-ci acceptait de son côté de libérer les quelques officiers espagnols qu'il détenait. Il tint parole.

Rabat ayant vu clair dans ce jeu, le roi Hassan II mit à profit l'agonie de Franco pour lancer, en novembre 1976, la « marche verte », et tenter de faire le tour des événements. Les dirigeants espagnols, redoutant les répercussions sur la situation intérieure d'un conflit avec le Maroc, se précipitèrent à la signature de l'accord tripartite de Madrid, qui jeta à terre le scénario initialement prévu par Madrid et Alger. C'est ainsi que M. Salah rétablit une cohérence dans des événements difficiles à relier : l'envoi à Madrid, lors de la première phase des négociations hispano-marocaines, d'un « émissaire algérien chargé de rappeler aux Espagnols leurs engagements antérieurs, la fureur du président Boumediène en apprenant la

« capitulation » de l'Espagne sous la pression de la « marche verte », le voyage à El-Aloui de Juan Carlos, alors chargé de l'indépendance du Sahara, et de l'Etat, aux fins de calmer les militaires espagnols indignés d'un changement aussi brutal de politique. Ceux-ci s'en tirèrent d'ailleurs assez largement sur le terrain aux accords secrets antérieurement passés. Ils facilitèrent le départ des populations vers Tindouf, remirent un grand nombre de prisonniers et, en outre, le Polisario et favorisèrent le ralliement au Front et à l'Algérie des quelques trois mille hommes de la garde nomade, ce qui permit aux Sahraouis de disposer d'un vaste « armée de libération » efficace et disciplinée.

« Vous voyez, conclut M. Salah, de quelle façon l'Espagne a créé de toutes pièces ce soi-disant peuple sahraoui composé en fait de Espagnols et de Marocains de gens appartenant à nos tribus, ayant les mêmes coutumes que nous. Ce peuple », l'Algérie s'en est assuré en lui fournissant le regroupement à Tindouf, en y ajoutant ses populations du Sud, en jouant sur la solidarité qui unit, par exemple, les Espagnols, qu'ils soient originaires de l'ancien Rio-de-Oro, Mauritanien ou Algérien. »

« Le président Boumediène nous reproche de nous être entendus

avec le Maroc, nous a dit de son côté, avec une visible amertume, le chef de l'Etat mauritanien. Mais de 1972 à 1974, il a donné sa bénédiction à cette entente. En 1972, il a été à Rabat le témoin privilégié d'un échange de lettres secrètes entre le roi Hassan II et moi-même. Chacun reconnaissait à l'autre une zone d'influence au Sahara occidental. Le président algérien nous a dit alors combien il se réjouissait d'un accord qui mettrait fin à une longue querelle entre pays frères. Il a fait une déclaration du même type, en octobre 1974, devant les chefs d'Etat et de gouvernement de la Ligue arabe réunis à Rabat. C'est de lui-même enfin, sans explications, sans me demander mon avis, qu'il s'est retiré de la concertation à trois à laquelle il était associé depuis des années. »

M. Ould Daddah reconnaît « être resté aveugle » sur les intentions et la politique d'Alger en cette affaire. « Je n'ai ouvert les yeux, dit-il, que lorsque le président Boumediène, le 10 novembre 1975, à Colomb-Béchar, m'a demandé de choisir entre lui et Hassan II. Nous nous étions engagés avec nos frères marocains La dignité, l'honneur, nous interdisaient de reculer en arrière. »

Il est clair que dans cette affaire, la Mauritanie s'est retrouvée prise au piège, écartelée entre les intérêts opposés de l'Algérie et du Maroc. « En fait, nous a dit un homme d'affaires qui ne cachait pas son hostilité à la « réunification » et à ses conséquences, notre sort a été décidé avant que nous n'ayons eu de politique propre mais de suite alternative à celle de nos voisins au gré des circonstances. »

« Nous sommes tout à perdre en nous mêlant de cette affaire. Faute de pouvoir récupérer le Sahara occidental dans son intégrité, il faut s'en tenir à l'essentiel : à l'indépendance. Sans notre caution, le

Maroc n'aurait pas pu s'emparer de la Sagua-El-Hamra. Aujourd'hui il faut nous tirer au mieux de ce mauvais pas. »

Nombres sont les Mauritanien qui estiment comme notre interlocuteur que l'heure est au réalisme. Le sentiment de malaise devant les conditions dans lesquelles s'est opérée la « réunification de la patrie » n'est pas nouveau, notamment parmi les jeunes et les anciens membres du Parti des Radicaux (prolétaires), organisation clandestine d'opposition, ralliée au régime sur la base d'une « charte de progrès et d'émancipation » adoptée par le Parti du peuple mauritanien lors de son quatrième congrès, en août 1976. Le Polisario a eu ainsi pendant longtemps la sympathie d'une large partie de la population. Il a très largement entamé le capital des demandes moines en multipliant les raids contre la Mauritanie, en donnant l'impression qu'elle était son objectif principal et qu'il s'employait à la détruire. « Le Front est de plus en plus répugné à Alger, nous ont dit plusieurs étudiants et lycéens. Il n'aurait pas dû pratiquer des prises d'otages, qu'il s'agisse de Français ou de Mauritanien, s'attaquer à des populations civiles. » Les choses étant ce qu'elles sont, les jeunes admettent la nécessité de rétablir à ces attaques afin de préserver l'existence même du pays. Mais ils prônent d'abord et surtout l'adoption d'une solution politique, même si elle doit passer par une négociation avec le Polisario. Pour eux en effet, le développement du pays et le maintien des options « progressistes » sont prioritaires. Ils sont l'un et l'autre gravement compromis par la poursuite de la guerre.

DANIEL JUNQUA.

Prochain article :

LA HANTISE DU DÉPEÇAGE

A Dakhla, le commerce est roi

Dakhla. — Isolée sur sa presqu'île, reliée au continent par une étroite langue de terre, la capitale de la province « réunifiée » du Tiris El Gharbia, plus connue aux temps héroïques de l'apostrophe sous le nom de Villa-Cienfuegos, paraît vivre en dehors du temps et de la guerre. Rien n'a changé depuis notre précédente visite au début de 1976. Le programme de deux cent quatre-vingt-dix logements commencé par les Espagnols, est resté inachevé. La petite place ombragée et fleurie au centre de cette coquette cité coloniale respire la quiétude. Dans les rues, les soldats sont rares. La présence marocaine, bien qu'importante — chasseurs T-6 à l'aéroport, vedettes armées dans le port, garnison installée dans l'ancienne caserne du Tercio, à l'extérieur de la ville, — est discrète. Partout flotte le drapeau vert mauritanien.

La vraie ressource de la ville, c'est le commerce. Dakhla, comme La Guaira, près de Nouadhibou, a bénéficié ces deux dernières années du statut de zone franche. Plusieurs centaines de licences d'importation ont été distribuées et les « bazzars » ont proliféré. Le Fokker d'Air Mauritanie, qui assure deux fois par semaine la ligne Nouakchott-Nouadhibou-Dakhla-La Palmas, revient vers la capitale bournée de marchandises diverses. Le gros du trafic passe cependant par les avions et les véhicules de l'armée. Les militaires trouvent ainsi le

moyen d'arrondir leurs soldes, après avoir mis au pas quelques douaniers trop zélés. Le gouvernement vient de décider de rétablir une taxation à 100 % sur les produits de luxe — chaînes hi-fi, postes de radio, appareils photo, montres, etc. — et à 50 % sur les appareils ménagers tout en maintenant l'exonération sur les produits de première nécessité. Il sera difficile cependant de mettre fin aux habitudes qui se sont instaurées.

La nouvelle province — 30 000 kilomètres carrés de sable et de rochers — coûte cher à la mère patrie et ne lui rapporte pas un sou. Les taxes locales ont produit 9 millions d'ouguiyas en 1977 nous dit le gouverneur, alors que le budget de la région s'élevait à 182 millions d'ouguiyas. En deux ans, nous a précisé le ministre du Plan, M. Sidi Ould Cheikh Abdellahi, le Tiris El Gharbia s'est vu consacrer au total quelque 600 millions d'ouguiyas pour les seules dépenses civiles. C'est beaucoup pour les dix mille habitants officiellement recensés au début de 1977 et sur lesquels on compte un million de fonctionnaires, dont sept cents nommés depuis la « réunification ». A titre de comparaison, le budget de la huitième région, celle de Nouadhibou, l'une des plus riches du pays en raison de la présence des installations minières, est trois fois moindre, pour vingt-huit mille habitants, que celui du Tiris.

UN FILM DE JOCELYN SAAB

« Le Sahara n'est pas à vendre »

Casque sur la tête, allongée ou accroupie, à l'abri dans leurs casemates ou derrière leurs remblais de sable ou de pierre, ils attendent, les mains crispées sur leurs armes, scrutant le désert. Autour de Smara et d'El Aloui, au milieu d'un impressionnant arsenal de mortiers, de obus, de canons et d'obusiers en tout genre, les soldats des forces armées royales marocaines veillent, attendant l'attaque des « mercenaires algériens du Polisario » qui leurs disputent le sol du Sahara occidental.

Ces « mercenaires », voici qu'ils nous parlent, qu'ils témoignent : « J'étais ouvrier à Bou Craa », dit l'un ; « chauffeur de taxi à El Aloui », annonce l'autre ; « mineur à Zouérate », explique un troisième. Ils parlent espagnol, français, ou arabe. « Nous ne sommes ni Marocains ni Mauritanien », disent-ils. Nous combattons pour retrouver notre pays. Le Sahara n'est pas à vendre. »

Camps de réfugiés, silhouettes noires des femmes de la milice sahraoui, montent la garde, courses folles de land-rover dans les immensités sablonneuses ; vie quotidienne du maquisard : attente, thé, prière... Il y a les combats, les assauts contre le ruban-convoyeur de phosphate de

Bou Craa ou la « muraille » de Zouérate. Il y a... En une heure trente, Jocelyn Saab, journaliste et réalisatrice libanaise (« Beyrouth jamais plus », « le Liban dans la journée », « Egypte chaque année en janvier », nous promet de Rabat à Nouakchott et de Tindouf à El Aloui, mettant à nu toutes les données d'une crise qui risque de déstabiliser l'Ouest de l'Afrique. Un reportage exceptionnel sur un dossier brûlant. — D. J.

* Olympia, 10, rue Boyer-Barret.

« Au même programme, « La Cité des morts » montre l'Egypte après les émeutes de la faim de l'année dernière. Images poignantes de tous les laïques pour compte de la « libéralisation » : habitants du cimetière nés parmi les tombes, où leur détresse s'installe sans espoir, enfants qui fouillent dans les poubelles de la métropole, travailleurs bêtes-de-somme de l'« Ile de la Brigue » et de la ville de la Brigue. Quand la porte tournante du Hilton dégorge ses nantis installés, la caméra de Jocelyn Saab explore l'envers du décor et la voix du chanteur aveugle Cheikh Imam dit « ceux qui restent la tête » et la « lumière entrant dans les prisons ». Un poème à l'Egypte souffrante et à son peuple vibrant de pitié et d'amour.

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPERIENCE Les spécialistes EUROCAP du traitement des cheveux ont examiné et traité des milliers de cas de cheveux au cours de leur carrière. Ils ont acquis une expérience et un savoir-faire qui leur permettent de vous offrir un service personnalisé.

DES SYMPTOMES Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu irrité, des cheveux cassés, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvaise état.

DES SOLUTIONS Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétique moderne ne s'occupe pas de cette notion capitale. Elle se base sur le point de vue esthétique et favorise ainsi la croissance naturelle du cheveu.

LA DIFFERENCE

Eurocap INSTITUTS CAPILLAIRES 4, rue de Castiglione Paris (1^{er}) - Tél. 260-38-84

LILLE : 16, rue Faidherbe. Tél. : 51-24-19.

BORDEAUX : 34, place Gambetta. Tél. : 45-56-34.

TOULOUSE : 42, rue de la Pomme. Tél. : 23-26-94.

METZ : 34, rue Chapelle. Tél. : 75-00-11.

NICE : 1, Prom. des Anglais. Imm. Le Ruhl. Tél. : 50-55-44.

Français, qui pollue vos rivières?

demain chez tous les marchands de journaux. 4F

Français, qui détruit vos forêts?

demain chez tous les marchands de journaux. 4F

s, qui empestent notre air?

La préparation des élections législatives

POLITIQUE

M. Mitterrand : le prix de la discipline républicaine va monter

M. Mitterrand a déclaré mardi 14 février à Privas : « Ceux qui ont renoué la discipline de la gauche à la brocante se rendront compte lorsqu'ils auront la tâche de les gérer qu'ils ont monté. Non à la spéculation sur l'union de la gauche. Non à la spéculation sur la discipline de la gauche. »

Comment changer et gagner ? Le 12 mars, apportez au parti socialiste les sept millions de suffrages dont il a besoin pour lancer la dynamique nouvelle. Nous n'en faisons pas une condition : nos sept millions de voix ne sont pas les 21 %. Si nous ne les avons pas, tant pis pour nous. Ce n'est qu'un objectif, mais c'est un objectif important. »

Après, lors d'une réunion

publique à Romans, M. Mitterrand avait noté : « La seule logique des discours de M. Barre depuis dix-huit mois se résume en une seule phrase : « Ah ! si l'on avait gardé l'ordre, le Chirac, ce serait pire. » Voilà donc M. Barre entre Chirac et Chirac, entre Chirac et nous. Il n'a besoin ni du rocher ni du gouffre, il conte tout seul. »

Il a ajouté : « Lorsque l'on entend cette question de Georges Marchais : François Mitterrand veut-il de l'union, veut-il de la victoire ? Je lui conseille amicalement d'écouter MM. Barre et Chirac, il sera renseigné : qui est attaqué ? C'est le parti socialiste. C'est son premier secrétaire. (...) Chacun sait bien que la P.S. n'est pas la seule force neuve de l'horizon politique français. »

Le vote des Français de l'étranger

CINQ ORGANISATIONS SYNDICALES ET PROFESSIONNELLES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES : le personnel a observé une stricte neutralité.

Cinq organisations syndicales et professionnelles du ministère des affaires étrangères ont protesté mardi 14 février, contre les « critiques » et les « allégations » mettant en cause l'impartialité des agents du ministère (...) dans l'exécution de la loi relative au vote des Français de l'étranger. Dans un communiqué, elles indiquent qu'« à leur connaissance aucune instruction n'a été envoyée au sujet d'inciter (des Français de l'étranger) à orienter leur vote ». Elles ajoutent : « Le personnel, qu'il se trouve, est demeuré à l'écart, dans ses fonctions, d'une compétition politique dont les effets sont patents et sur lesquels les tribunaux se prononcent ou se prononceront. Il entend continuer à observer une stricte neutralité. »

Ces organisations estiment que si des fautes ont été constatées, elles doivent faire l'objet de sanctions appropriées « ne pouvant intervenir que dans le respect des garanties statutaires ». Les organisations qui ont signé ce communiqué sont les suivantes : Association professionnelle des fonctionnaires et agents du ministère des affaires étrangères (APFAMAD), Association syndicale des affaires étrangères (S.A.E.), Syndicat du personnel des affaires étrangères (S.P.A.E.), Syndicat autonome du personnel du ministère des affaires étrangères (S.A.P.A.E.) et Syndicat unifié des conducteurs et mécaniciens des administrations de l'Etat (SUCMA).

● A Marseille, M. Robert Allione, membre du comité central du R.P.F., candidat dans la 1^{re} circonscription des Bouches-du-Rhône (Marseille, 1^{er} arrondissement et partie du 6^e) a rendu public, mardi 14 février, de nouveaux éléments d'information émanant de la plainte contre X... avec constitution de partie civile pour manipulation d'électeurs, fraudes électorales et complicité qu'il a déposée le 19 janvier (le Monde du 21 janvier). Il a fait part de son intention de communiquer le nom de son délégué chargé des investigations et de son délégué chargé de la sienne au doyen des juges d'instruction du parquet de Marseille (corresp.).

● M. Louis Mezardieu, député socialiste du Calvados, a protesté, mardi 14 février, contre le « vote électoral organisé par le gouvernement et la majorité sortante pour « ratisser » les voix de Français de l'étranger ». Notant les troubles anormaux constatés à Caen (jusqu'à quatre écritures différentes sur les formulaires d'inscription), M. Mezardieu demande « s'il est vrai que le conseil de l'Union pour la démocratie française, qui a tenu à Saigon, a manifesté un tel intérêt pour faire inscrire les Français du Vietnam ». Il ajoute : « Qui a délégué d'origine des Français à la tâche de faire inscrire les Français du Vietnam, ne connaît pas la Normandie et ne sont jamais venus en France ? »

PARIS : M. Tolu (C.D.S.) se retire du VIII^e arrondissement

M. Philippe Tolu (C.D.S.) retire sa candidature dans le VIII^e arrondissement de Paris (9^e circonscription), à la suite du soutien accordé par le P.R. à M. Couve de Murville (R.P.R.), député sortant, qui se représente. M. Tolu, qui avait reçu l'investiture de l'U.D.F. (Union pour la démocratie française), a déclaré mardi 14 février : « J'ai commencé ma campagne électorale, j'apportais un soutien loyal et sans arrière-pensée au président de la République et au premier ministre. Dans le même temps, le parti républicain récla-

maît et obtenait la suppléance du candidat R.P.R., M. Couve de Murville, et aujourd'hui il lui apporte son soutien. Comprenez qu'il ne pourra l'accepter. C'est une réalité, coup bas à l'Union pour la démocratie française. Les électeurs jugeront. Je ne veux en rien contribuer à la confusion, je ne suis plus candidat. »

De son côté, le P.R. a précisé qu'il apportait son soutien « à la seule candidature de M. Couve de Murville et à celle de son suppléant, M. Marcel Normand, président d'honneur du comité P.R. de cet arrondissement ».

D'UN DÉPARTEMENT A L'AUTRE

AIN. — M. Jacques Boyon, candidat R.P.R. (1^{re} circonscription), est directeur du cabinet du ministre de la défense, et non secrétaire comme nous l'avons écrit (le Monde du 14 février).

HAUTE-GARONNE. — M. Michel Valdiguié, adjoint au maire de Toulouse, C.D.S. candidat de l'U.D.F., a décidé de se retirer dans la 3^e circonscription (Toulouse-Sud) où se présente M. André Turcat, R.P.R. Estimant que les divisions de la majorité, « regrettables » au niveau national, sont « catastrophiques » localement, M. Valdiguié déclare que « les primaires face à un député sortant de l'opposition (en l'occurrence, M. Maurice Andrieu, P.S.) sont dangereuses et suicidaires car seule une candidature unique, et de préférence unitaire, permettrait d'arriver largement en tête au premier tour et, grâce à la dynamique du succès, de l'emporter au second ». (Corresp.)

du 11 février. Dans la 2^e circonscription (Mauvezin), M. Jacques Decaux, que nous avons présenté comme écologiste, est membre du P.S.U. et bénéficie de l'investiture du Front autogestionnaire (qui regroupe le P.S.U. des non-violents et des écologistes).

PARIS. — Les sections partielles des trois organisations d'extrême gauche signataires de l'accord « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), l'Organisation communiste des travailleurs et les Comités communistes pour l'autogestion, ont présenté mardi 14 février leurs candidats dans vingt-quatre circonscriptions de la capitale.

Seuls appartiennent à la L.C.R., cinq à l'O.C.T., trois aux C.C.A. Leur moyenne d'âge est de vingt-neuf ans. Quinze sont employés, quatre enseignants, deux professeurs de grands magasins, un est ouvrier du bâtiment, une infirmière, un chimiste.

Chacun défendra le programme de la propre organisation, ainsi que la plate-forme politique commune qui lie les trois formations (le Monde du 9 décembre 1977).

NORD. — M. Charles Fenain, maire de Douai, vient d'annoncer sa candidature comme socialiste indépendant dans la 1^{re} circonscription. M. Fenain a été réélu à la mairie à la tête de la liste de la majorité. Comme en 1973, il affrontera M. Exile Roger, député communiste sortant. Dans la 2^e circonscription (Avesnes), M. Robert Flander (Front autogestionnaire) vient lui aussi d'annoncer sa candidature. M. Flander, maire d'Oron, est déjà dans cette circonscription le mouvement trotskiste Lutte ouvrière et non le P.S.U., comme indiqué par erreur dans le Monde

RENNES. — Le suppléant de M. Jean-Marie Dupuy, candidat du P.S. dans la 6^e circonscription (Tartre), est M. Michel Verrot, instituteur, et non M. Vinson, maire de Tartre.

VENDEE. — Deux conseillers généraux, MM. Jean de Moncon, maire de Luçon, et Marcel Guilbaud, maire d'Oron, ont donné leur adhésion au Mouvement des radicaux de gauche. Tous deux avaient été élus avec le soutien du parti socialiste.

Quelle réforme fiscale ?

(Suite de la première page.)

2) Un réajustement de la fiscalité locale : les bases de notre fiscalité locale n'avaient, en 1969, guère évolué depuis la Révolution. Or, ces bases comportaient deux défauts majeurs qui allaient en s'aggravant avec le temps : l'archaïsme et l'injustice.

Le premier défaut concernait le principal impôt local à la charge des ménages, la contribution mobilière. En gros, les habitants d'une commune étaient imposés selon le loyer qu'ils auraient payé, selon les cas en 1924, 1925 ou 1943, pour leur logement. Cet archaïsme était d'autant moins tolérable que le poids de la taxe d'habitation augmentait, depuis 1969, nettement plus vite que celui de l'impôt sur le revenu.

Le second défaut concernait la patente. A l'ancienneté des bases d'imposition s'ajoutait une distorsion au détriment des petites entreprises, notamment commerciales et artisanales. Cette distorsion n'était pas étrangère au malaise ressenti par ce secteur et au développement d'une agitation artificielle qui, en ce qui concerne la patente, n'était pas dépourvue de motifs.

L'action, entreprise depuis 1969, a apporté un début de solution à ces deux séries de difficultés.

Désormais, la taxe d'habitation, qui a remplacé la contribution mobilière, a pour base la valeur de marché 1970 du loyer de l'habitation concernée. Que cette base d'imposition ne soit pas un critère idéal est un autre problème sur lequel le revendeur. Je dirai simplement ici que pour un impôt du ministère des affaires étrangères, il n'existe probablement pas d'autre critère praticable.

De plus, la patente a été supprimée et remplacée par la taxe professionnelle. Cette réforme capitale a concerné deux millions d'entreprises. Je voudrais, avec le recul du temps, en souligner trois éléments :

1) L'objectif de justice a été atteint. Pour un million de petites commerçants et artisans, les cotisations ont été réduites de 50 % au moins. Le financement de cet allègement, soit 2 milliards de francs environ, a été supporté par certaines entreprises industrielles qui ont subi une augmentation de 25 % en moyenne de leurs bases d'imposition. C'est-à-dire, quelconque que soit la correspondance, à 3 % environ des entreprises, ont été commises : ces cas extrêmes justifient les correctifs adoptés par le Parlement à la fin de 1970.

2) Le passage de la patente à la taxe professionnelle correspond au passage d'un impôt de type médiéval — véritable charte des droits acquis des corporations — à un impôt moderne assis sur des indicateurs objectifs de la valeur ajoutée des entreprises : masse salariale et équipements. C'est un impôt évolutif.

Enfin, la taxe professionnelle est le premier impôt dont la répartition entre les différents niveaux de collectivités — communes, départements, soit entreprises, soit collectivités — est à dire le niveau de pression fiscale exercée sur elles par chaque collectivité intéressée.

3) Une modernisation de l'administration fiscale : en 1969, les structures de la direction générale des impôts étaient sensiblement les mêmes qu'au lendemain de la Révolution. Elles devaient en fait très largement des conceptions de l'Ancien Régime avec le cloisonnement entre les différents services respectifs des impôts directs, des impôts indirects et des impôts patrimoniaux (des droits d'enregistrement). Ce cloisonnement interdisait que soit mise en œuvre une action efficace de lutte contre la fraude, car aucun service fiscal ne disposait d'une vue d'ensemble de la situation d'un contribuable.

La réorganisation des services de la direction générale des impôts, décidée par M. Debré, a été entreprise par M. Giscard d'Estaing et se poursuit quelle année que ce soit. Cette réorganisation a apporté :

— La fusion en un dossier unique de l'ensemble des informations portant sur un contribuable. C'est le casier fiscal dont le principe, posé dès 1920, n'avait jamais pu être réalisé ;

— La possibilité pour les inspecteurs des impôts de se consacrer en priorité aux vérifications d'écritures. La réorganisation a augmenté de près de deux mille unités le nombre d'inspecteurs affectés aux tâches de contrôle fiscal.

Grâce à la réorganisation, le contrôle fiscal, c'est-à-dire la répression de la fraude, est devenu une réalité.

Mais l'action de contrôle fiscal, comme toute action humaine, est perfectible. Cela veut dire qu'elle ne comporte pas d'erreurs et que ces erreurs sont réparables. En particulier, un soin vigilant doit être porté au respect des procédures qui ont été mises au point et qui précisent les obligations et les droits respectifs du contribuable et du contrôleur.

L'action à poursuivre

Mes réflexions s'inscrivent dans le cadre des perspectives définies à Blois par le premier ministre et s'ordonnent autour des mêmes thèmes.

● LA FISCALITE D'ETAT

Perturber la structure actuelle de la fiscalité d'Etat serait à mon avis, une réduction d'efficacité. La partie relative de la T.V.A. par rapport à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les sociétés ou de l'institution d'une fiscalité nouvelle sur les patrimoines.

Dans les circonstances actuelles, une réduction substantielle de la T.V.A. aurait pour conséquence une augmentation insupportable de l'impôt sur le revenu, soit de l'impôt sur les sociétés. En effet, pour réduire de trois points la part de la T.V.A., il faudrait augmenter soit de 50 % l'impôt sur le revenu, soit de 75 % l'impôt sur les sociétés. Ces perspectives ne sont pas raisonnables. Les exemples étrangers, britannique et suédois notamment, montrent que pour obtenir ce résultat il faut à la fois abaisser à des taux inférieurs la part relative de la T.V.A. et à une pression considérable sur les revenus modestes. Il faut, en effet, savoir qu'un travailleur au SMIC est pratiquement exoté en France alors qu'il verse le tiers de son salaire au titre de l'impôt sur le revenu en Suède.

Porter le taux de l'impôt sur les sociétés à 75 %, ou, comme l'envisage le parti communiste, en doubler le rendement, est tout aussi déraisonnable. Il faut savoir que la structure et le taux de notre impôt sur les sociétés obéissent à un modèle occidental que l'on retrouve aussi bien en Allemagne qu'aux Etats-Unis. La part de cet impôt dans les recettes de l'Etat est voisine de 10-20 % dans tous les pays industrialisés.

Seuls appartiennent à la L.C.R., cinq à l'O.C.T., trois aux C.C.A. Leur moyenne d'âge est de vingt-neuf ans. Quinze sont employés, quatre enseignants, deux professeurs de grands magasins, un est ouvrier du bâtiment, une infirmière, un chimiste.

Chacun défendra le programme de la propre organisation, ainsi que la plate-forme politique commune qui lie les trois formations (le Monde du 9 décembre 1977).

La note de la rigueur et du sérieux conduit donc à maintenir la stabilisation de la part relative de la T.V.A. dans notre fiscalité d'Etat et à refuser une surtaxation des particuliers et des entreprises.

Les débats, à vrai dire confus, sur l'institution d'un impôt sur le capital font oublier qu'il existe en France un impôt local sur le capital foncier bâti et non bâti. Son produit est d'un ordre de grandeur voisin de celui de l'impôt allemand sur la fortune. C'est-à-dire 13 milliards de francs, souvent cité en exemple, et d'une

structure d'ailleurs voisine de nos taxes foncières et de l'ancienneté patente. Introduire un impôt supplémentaire sur le patrimoine ne me paraît pas sérieux. Ce n'est pas le rôle de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés, qui assurent le financement d'une partie considérable de l'investissement productif. Il faudrait également instituer des moyens de contrôle inexistants au profit de l'administration fiscale afin de détecter les placements refuges et stériles comme l'or et les œuvres d'art. A défaut de ces moyens, un impôt sur les patrimoines serait d'être une farce. Il aboutirait tout au plus, à augmenter le prix de la construction, parce qu'il frapperait quasi exclusivement l'immobilier.

En revanche, je pense qu'une action doit être entreprise au niveau des droits de succession. Le contrôle de cet impôt a été délaissé au profit de la vérification de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés. Ce délaissé a permis à certains de s'agripper à la fraude fiscale. Maintenant que celui-ci a trouvé son rythme de croisière, il est nécessaire de mieux contrôler l'application des droits de succession. Il faudra également revoir le mécanisme d'exonération de ces droits, de manière à mieux protéger l'outil de travail des chefs d'entreprise et, sans doute, introduire davantage de progressivité dans les taxes.

Ainsi, une action résolue d'imposition des plus-values avec l'amélioration du dispositif mis en place, et de réforme des droits de succession donnerait des résultats sociaux et économiques plus sûrs qu'une imposition généralisée des patrimoines.

S'agissant de l'impôt sur le revenu, je crois que certaines actions de réforme doivent être engagées, dans le cadre de l'évolution nécessaire de notre société, vers davantage de justice et de solidarité. Je suis favorable à l'augmentation des possibilités de déduction pour les dons aux œuvres d'intérêt général, à l'institution d'un système de chèques de vacances financés, en partie, par une exonération des charges sociales et fiscales des entreprises qui y contribuent au profit de leurs salariés, à la création d'une déduction de l'épargne de nature à faciliter le financement des investissements productifs, enfin, à l'unification complète de l'impôt sur le revenu par la généralisation à tous les revenus du travail salarié ou non salarié de l'abattement de 20 %. Cet abattement est la contrepartie légitime de l'action de lutte contre la fraude. Symétriquement, les déductions supplémentaires dont bénéficient diverses professions devraient, à terme, être supprimées de manière à atteindre l'objectif « à revenu égal, l'impôt égal », qui est l'idéal que nous devons mettre progressivement en application.

Ces adaptations de notre fiscalité d'Etat seraient financées par un relèvement des cotisations portant sur des consommations socialement contestables : alcools, tabacs, jeux de hasard.

● LA FISCALITE LOCALE

Pour clarifier le débat, deux considérations doivent nous guider : d'une part, les Français ne paient pas d'impôts locaux ; d'autre part, les collectivités locales doivent être développées ; cela signifie qu'il faut réduire les dépenses de l'Etat pour affecter les recettes correspondantes aux collectivités locales, ou admettre une augmentation de la pression fiscale globale. D'autre part, l'éparpillement communal n'est pas compatible avec un système d'impôts locaux. Nous devons, donc, la disparité des taux d'imposition applicables aux entreprises reste une source de distorsions économiques de moins en moins supportable. C'est pourquoi je souhaite formuler deux propositions :

— D'abord supprimer les distorsions locales affectant l'imposition des entreprises. La taxe professionnelle doit être un impôt, à terme, être l'impôt des départements et des régions, de manière à en réduire les écarts de taux, ce qui n'est pas possible dans le cadre d'un impôt communal.

— Ensuite, vers la suppression de la taxe d'habitation et son remplacement par l'affectation aux communes d'une fraction de l'impôt sur le revenu. En effet, malgré la modification apportée par la suppression du foyer matrimonial et la mise à jour des bases d'imposition, il n'y a pas de corrélation rigoureuse entre la taille ou le loyer d'un logement et la capacité contributive de celui qui l'occupe. Cette approximation était supportable tant que l'impôt restait léger, mais il représente maintenant, dans le cas des plus d'un million de foyer pour des foyers modestes, alors qu'ils sont pratiquement exonérés d'impôt sur le revenu. La suppression de la taxe d'habitation constituerait un progrès social évident.

L'affectation aux communes d'une fraction de l'impôt sur le revenu serait financée soit par la diminution à due concurrence des dépenses de fonctionnement et d'équipement de l'Etat, soit par la création d'un ou deux décimes additionnels à l'impôt sur le revenu versés aux collectivités locales, soit par une combinaison de ces deux mesures en fonction de la conjonction économique du moment.

Au total, le système fiscal local devrait pour l'essentiel s'articuler ainsi :

— Au niveau départemental et régional, l'imposition des entreprises ;

— Au niveau communal, une

imposition sur le revenu et, avec les deux autres taxes sur les propriétés bâties et non bâties, une imposition sur le capital foncier.

Cet objectif, qui permettrait aux collectivités locales de fixer elles-mêmes le taux de leurs impôts, devrait être atteint au terme d'une période transitoire longue, de manière, comme cela a été obtenu avec le passage étalé sur vingt ans de la taxe locale au versement représentatif de la taxe sur les salaires (V.R.T.S.), à rendre supportable les transferts de charges entre contribuables et de ressources entre collectivités.

Elle me paraît devoir comporter deux volets. Le premier concerne la lutte contre la fraude. Elle doit demeurer l'effort prioritaire de la direction générale des impôts, doit s'exercer dans la sérénité et l'efficacité. Cela suppose deux conditions : l'augmentation des moyens des services fiscaux et une action résolue pour isoler la grande masse des contribuables une petite minorité de fraudeurs impénitents. Mais une attention particulière doit être portée aux petites et moyennes entreprises, notamment du secteur artisanal et commercial. Il est clair que le contrôle fiscal qui revient en arrière sur quatre ans constitue une lourde sujétion pour de petites entreprises souvent mal équipées au plan comptable.

D'autre part, les rappels de quatre ans, même partiellement justifiés, peuvent être difficilement supportables pour ces entreprises, d'où un risque pour l'emploi.

Je pense donc qu'une opération « table rase » devrait être engagée. Il s'agirait d'offrir aux contribuables modestes ou moyens la possibilité dans un court délai de se mettre spontanément en règle en souscrivant des déclarations rectificatives. Cette amnistie porterait sur les sanctions pénales et l'application des pénalités. Elle comporterait en outre des délais de règlement dans les cas où le retour à la vérité fiscale pourrait compromettre l'existence de l'entreprise. Je crois que le vote sans loi en ce sens au début de la prochaine session du Parlement marquerait l'entrée dans une époque où tous les prétextes de la fraude étant supprimés, la lutte contre celle-ci pourrait se poursuivre avec une vigueur accrue. Cette opération ponctuelle devrait être complétée, à titre permanent, par la réduction de quatre à deux ans le délai de reprise du fisc pour ces contribuables petits ou moyens.

Le second volet concerne les moyens d'action de la direction générale des impôts. Il est de fait que la rigueur budgétaire commandée par le rétablissement de nos équilibres économiques a conduit depuis deux ans à compresser les dotations du service des impôts comme de toutes les administrations. Je crois qu'un effort qualitatif et quantitatif devra être mené dès le début de la prochaine législature.

La conjonction de ces deux éléments — l'amnistie pour les contribuables modestes ou moyens, effort budgétaire en faveur des services fiscaux, me paraît de nature à assurer sur des bases saines et dépourvues d'équivoque, vis-à-vis des contribuables comme des agents des impôts, la poursuite de l'effort d'élimination progressive de la fraude fiscale.

Améliorer l'efficacité sociale de l'impôt sur le revenu mieux organiser l'imposition des patrimoines, poursuivre dans la sérénité l'action de contrôle fiscal grâce à une opération « table rase » d'amnistie et un renforcement des moyens des services, affecter aux collectivités locales une fraction de l'impôt sur le revenu pour alléger, par la suppression de la taxe d'habitation, la charge des ménages, voilà me semble-t-il des perspectives à la fois sérieuses et réalistes.

Encore faut-il que les orientations clairement définies soient minutieusement appliquées : c'est, je le pense, l'esprit des objectifs d'action pour les libertés et la justice qui viennent d'être présentés à Blois.

J.-P. FOURCADE.

Blazer : la mode évolue vers le « style veste »

Si le blazer marine en serge (890 F) reste indémodable, la tendance évolue cependant. La mode revient au « style veste », en tweed surtout, avec des motifs anglais ou genre Prince de Galles (1150 F).

Pour le blazer, Lanvin 2 propose cette année de nouvelles étoffes, plus riches, plus confortables : bouclette de laine (1450 F), laine et cachemire (1690 F) ou même pur cachemire (2390 F).

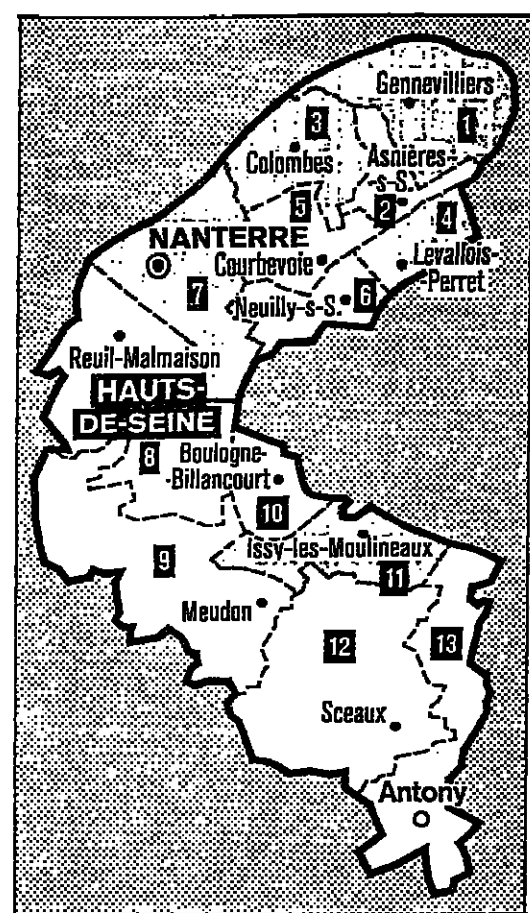
Dernière nouveauté : un blazer habillé en velours marine à fines côtes (1150 F).



LANVIN
2, rue Cambon, Paris 1^{er} - Tél. 260.38.83

POLITIQUE

La préparation des élections législatives



Circonscription n'appartenant pas à la majorité sortante

EN ILE-DE-FRANCE

Nous commençons l'enquête électorale de la région Ile-de-France avec, aujourd'hui, le département des Hauts-de-Seine et demain celui de la Seine-Saint-Denis. Nous poursuivrons prochainement l'enquête électorale sur les autres régions de France (1).

Les trente-six communes des Hauts-de-Seine qui cernent l'ouest de Paris, de Villeneuve-la-Garenne, au nord, à Antony, au sud, sont depuis longtemps partagées entre les gaullistes et le parti communiste. Les villes industrielles, telles que Gennevilliers, Nanterre, Malakoff, accordent leurs suffrages au P.C.F., tandis que les faubourgs résidentiels votent à ce qui est aujourd'hui le R.P.R. On note quelques exceptions : Bois-Colombes vote gaulliste, Bagneux vote communiste, et le centre s'est maintenu à Clamart et à Montrouge. Au total, cependant, les gaullistes ont pu dire que, dans ce département créé en 1964, il n'y avait que les communistes et eux, se disputant parfois

I. — HAUTS-DE-SEINE : la ceinture dorée

par PATRICK JARREAU

le même électoral d'ouvriers, de petits employés et de cadres moyens. Le découpage des circonscriptions faisait le reste, entraînant, ici ou là, des scrutins serrés.

L'évolution économique du département, marquée par la « désindustrialisation » et le développement de quartiers résidentiels souvent luxueux (2), a fait apparaître, depuis quelques années, de nouvelles tendances. Les partisans de M. Giscard d'Estaing se sont implantés dans les milieux aisés, qui forment une part importante de la population des communes du sud-ouest. Cette progression se manifeste, cette année, par la présence de plusieurs candidats du parti républicain, qui vont

défiler le R.P.R. jusque dans ses fiefs d'Asnières et de Boulogne-Billancourt. D'autre part, le parti socialiste, dont les progrès sont ici relativement discrets, a étendu son influence au point d'espérer devancer le candidat communiste dans certaines circonscriptions où celui-ci arrivait toujours en tête. Des quatre sièges de la majorité qui paraissent menacés, le P.S. en vise deux, les deux autres devant normalement s'écarter de camp, revivre au P.C.F.

Toutefois, dans ce département où M. Giscard d'Estaing avait devancé M. Mitterrand de 6 000 voix en 1974, les électeurs las de la majorité semblent hésiter à franchir le pas. Aussi de nombreux candidats marginaux sollicitent-ils, cette année, leurs suffrages.

Gennevilliers, Villeneuve-la-Garenne

Les communes de Gennevilliers et de Villeneuve-la-Garenne, qui forment la 1^{re} circonscription, élisent, l'une un maire communiste, l'autre une municipalité modérée, mais toutes deux donnent la première place nettement à la gauche aux élections législatives et présidentielles. M. Waldeck L'Herminier, parlementaire depuis 1946, maire de Gennevilliers jusqu'en 1973, année où il avait été réélu avec 54,5 % des voix au premier tour de scrutin, laisse la place à M. Jacques Brunhes, son suppléant depuis 1971. Professeur de collège à Villeneuve, âgé de quarante-quatre ans, M. Brunhes

aura lui-même pour suppléant le nouveau maire de Gennevilliers, M. Lucien Lanterrier, conseiller général. Dans ces deux villes, où est concentré 1 % du potentiel industriel national et où la crise se traduit par des licenciements et des réductions d'horaires, le parti communiste peut envisager d'augmenter encore son avance au détriment de la majorité, représentée par MM. Yves Cléro (R.P.R.) et Jean-Jacques Le Conte (C.N.I.P.), tandis que le parti socialiste, dont le candidat est M. Yves Lasfargues, cherche surtout, à travers ces élections, à accroître son implantation à Villeneuve.

Asnières

M. Albin Chalandon, ancien ministre, ancien député U.D.R., devenu président-directeur général d'Elf-BRAP, ne se représente pas à Asnières (deuxième circonscription), où il avait été élu pour la première fois en 1967. Son suppléant, M. Yves Cornic, conseiller général, visant la succession du maire d'Asnières, dont il est le premier adjoint, celui-ci, M. Michel Maurice-Bokanowski, sénateur (R.F.R.), souhaitait que son mouvement désigne une personnalité d'une autre stature pour les législatives. M. Jérôme Monod,

secrétaire général du R.P.R., déclina l'offre : M. François Heilbronn, ancien directeur du cabinet de M. Chirac, ne convenait pas au maire, M. Maurice Doubiet, ancien préfet de la région parisienne, directeur de cabinet du maire de Paris, s'avérait inéligible du fait de ses fonctions antérieures ; M. André Panton, député de Paris, se heurta au même obstacle que M. Heilbronn. L'investiture du R.P.R. échoit finalement à M. Georges Tranchant, vice-président de la chambre de commerce et d'industrie

Colombes, Bois-Colombes

Dans la 3^e circonscription (Colombes, Bois-Colombes), M. Dominique Fresat (P.C.), maire de Colombes depuis 1976, tente de conserver le siège que détenait jusqu'en 1973 le maire de Bois-Colombes, M. Emile Tricon (R.P.R.). Le candidat du R.P.R., M. Alain Aubert, membre du comité central du mouvement et ancien délégué national à la jeunesse, a lancé sa campagne lors de la fête que le R.P.R. de la région parisienne avait organisée au stade de Colombes en juin 1977. Fort de l'activité que déploient les militants du R.P.R. dans les deux villes et du soutien que lui apportent les dirigeants de sa formation dans cette circonscription, où M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au travail manuel, avait envisagé de se présenter, M. Aubert devra corriger son image très chahutée si il veut, au second tour, non seulement recueillir les voix de Mme Antoinette Batifoul (P.R.), qui l'avait devancé aux élections municipales de 1973, mais aussi celles de M. Martial Gloumeau (démocratie chrétienne), mais aussi détourner une partie des voix qui se seront portées sur le candidat socialiste, M. Jean-Claude Emorine.

Clichy, Levallois

Deputé sortant de la quatrième circonscription (Clichy, Levallois-Perret), M. Jean-Paul Benoit (rad.), chef de cabinet de M. André Ross, ministre du commerce extérieur ; Mme Edith de Villepin (P.R.) et M. Charles Auzanneau (R.F.R.), ancien député, ont tous deux annoncé qu'ils ne se représenteraient pas. Le candidat du R.P.R., M. Charles Pasqua (U.D.R.), en 1973, a de nouveau battu le responsable du travail manuel, M. César Cheric, ancien conseiller municipal. C'est à une séquelle de la rivalité qui a longtemps opposé à Courbevoie et à La Garenne-Colombes les gaullistes et giscardiens, et qui semble avoir tourné à l'avantage de ces derniers, la municipalité de La Garenne-Colombes, détenue par un U.D.R. jusqu'en 1973, étant à présent dirigée par un modéré, M. Max Catrin, qui se présente comme suppléant de M. Gérard Déprez, lequel a fait encore breiter R.P.R. dans sa municipalité. La liste de M. Gérard Déprez a été élue au premier tour, en mars dernier, avec 58 % des voix, tandis que celle de M. Charles Pasqua, avec 38 % des voix à La Garenne.

Courbevoie, La Garenne-Colombes

Dans la cinquième circonscription (Courbevoie, La Garenne-Colombes), le maire de Courbevoie, M. Charles Gérard-Déprez (P.R.), député depuis 1967, doit compter, pour la première fois, avec un concurrent du R.P.R., M. César Cheric, ancien conseiller municipal. C'est à une séquelle de la rivalité qui a longtemps opposé à Courbevoie et à La Garenne-Colombes les gaullistes et giscardiens, et qui semble avoir tourné à l'avantage de ces derniers, la municipalité de La Garenne-Colombes, détenue par un U.D.R. jusqu'en 1973, étant à présent dirigée par un modéré, M. Max Catrin, qui se présente comme suppléant de M. Gérard Déprez, lequel a fait encore breiter R.P.R. dans sa municipalité. La liste de M. Gérard Déprez a été élue au premier tour, en mars dernier, avec 58 % des voix, tandis que celle de M. Charles Pasqua, avec 38 % des voix à La Garenne.

Neuilly, Puteaux

La 6^e circonscription (Neuilly-sur-Seine, Puteaux) est le théâtre d'un singulier combat entre un candidat venu d'ailleurs, M. Robert Hersant, soutenu par toutes les formations de la majorité, qui ont besoin ailleurs du soutien des journaux qu'il possède, par le premier ministre et, apparemment, par le président de la République, et une candidate déjà élue comme suppléante de M. Achille Peretti (R.F.R.), maire de Neuilly. Elle a assumé le mandat législatif du député titulaire lorsque celui-ci, ancien président de l'Assemblée nationale, a été nommé au Conseil constitutionnel en mars 1977. M. Robert

M. Claude Denis, arrive traditionnellement en tête des partis de gauche au premier tour, et la campagne qu'il mène depuis plusieurs semaines a pu consolider sa position. Mais le parti socialiste, qui présente comme en 1973, M. Camille Sandrin, est conscient que la composition sociale de la ville, où cadres moyens, employés et commerçants sont nombreux, pourrait lui donner au second tour plus de chances de battre la majorité, qui l'a emporté de 8 000 voix sur 45 000 électeurs inscrits en 1973. M. Sandrin ne se représente pas dans la 7^e circonscription (Nanterre, Suresnes), où il était élu depuis 1962. M. Jacques Puy, conseiller général de Nanterre-Nord, a toutes chances de remporter le scrutin de ballottage, mais M. Georges Le Gallo (P.S.) peut espérer augmenter les voix

Nanterre, Suresnes

M. Raymond Barbet (P.C.), secrétaire-dix-sept ans, maire de Nanterre jusqu'en 1977, ne se représente pas dans la 7^e circonscription (Nanterre, Suresnes), où il était élu depuis 1962. M. Jacques Puy, conseiller général de Nanterre-Nord, a toutes chances de remporter le scrutin de ballottage, mais M. Georges Le Gallo (P.S.) peut espérer augmenter les voix

Garches, Rueil, Saint-Cloud

Les résultats des consultations antérieures semblent favorables à M. Jacques Baumez (R.P.R.), député sortant de la 8^e circonscription (Garches, Rueil-Malmaison, Saint-Cloud), président du conseil général et maire de Rueil-Malmaison. Les municipalités des trois villes sont, en effet, détenues par la majorité, de même que les trois sièges de conseiller général. En 1973, M. Baumez avait été réélu au second tour avec 55,1 % des voix, contre 44,8 % au candidat socialiste, M. Jacques Pournier, qui se présente à nouveau cette année. Malgré la présence d'un candidat du M.R.G., M. Félix Monton, et d'un représentant du parti socialiste-démocrate, M. Sydney Ghenassia, M. Pournier, membre (C.E.R.E.S.) du comité directeur du P.S., pourrait creuser le faible écart qui le sépare, en 1973, du candidat communiste, M. Michel Duffour, membre du comité central, ancien conseiller général, battu en 1973. Peut-il l'emporter sur M. Baumez ?

Meudon, Sèvres

Dans la 9^e circonscription (Meudon, Sèvres), la position de M. Claude Labbé, président du groupe M.R.G. à l'Assemblée nationale, qui avait été réélu en 1973, avec 1 300 voix d'avance sur 63 000 électeurs inscrits, au second tour reste difficile. M. Giscard d'Estaing, ayant obtenu 55,1 % des suffrages dans cette circonscription en mai 1974, contre M. Mitterrand, et la municipalité de Meudon, ville qui représente la moitié de la population de la circonscription, est demeurée à la majorité, en mars 1977, la liste sortante de M. Gaur, P.R., obtenant près de 55 % des voix. Chaville-Ville-d'Avray, Vanves, la Coquette sont également gérées par la majorité, l'union de la gauche ne détenant que Sèvres. En outre, l'évolution de la population, la hausse du chômage, la diminution du nombre des ouvriers et une augmentation de celui des professions libérales, des cadres et des employés, ne semblent pas favorables à la gauche.

Boulogne-Billancourt

A Boulogne-Billancourt (10^e circonscription), le maire, M. Georges Gorse, ancien ministre (R.F.R.), conseiller général, semble en excellente situation pour retrouver le siège de député qu'il a conquis en 1967 et qu'il a laissé à son suppléant, M. Graciani, en mai 1973. Les trois cantons de la ville sont tenus par la majorité et la liste de M. Gorse a été élue, en mars 1977, dès le premier tour. La présence d'un candidat du parti républicain, M. Hugues Sir-

ven-Vienot, n'est pas de nature à inquiéter l'ancien ministre. A gauche, M. Aimé Halbeher, membre du comité central du P.C.F., ancien dirigeant de la C.G.T. aux usines Renault et ancien secrétaire de la Fédération des métaux C.G.T., qui avait échoué dans le canton sud, à l'occasion d'une élection partielle, en juin 1976, peut-il devancer à nouveau le candidat du parti socialiste, qui est, cette année, M. Bernard Fibouin ?

Issy-les-Moulineaux, Malakoff, Vanves

Dans la 11^e circonscription (Issy-les-Moulineaux, Malakoff, Vanves), M. Guy Ducolomé (P.C.), député sortant, aura dû affronter, avant les élections législatives, une rude campagne électorale à Issy-les-Moulineaux, où l'élection municipale de mars 1977 avait été annulée sur plainte de l'union de la gauche. La réélection, le 12 février, de la liste sortante, conduite par M. Raymond Menand

Issy-les-Moulineaux, Malakoff, Vanves

(M.D.S.F.), qui a accueilli la faible avance qui le séparait de l'union de la gauche en mars dernier, est un échec pour M. Ducolomé. Encouragera-t-elle M. Pourcade à se présenter dans cette circonscription, comme il en avait manifesté l'intention ? Sur place, on remarque que l'ancien ministre ne s'est guère montré depuis un mois et demi et que le terrain est resté libre pour M. Pascal Sarvati

Meudon, Sèvres

La situation de la gauche a pu être renforcée, en outre, par l'« affaire » des trois cent dix-huit Français de l'étranger inscrits sur la liste électorale de Meudon, opération dont les candidats socialistes et communistes avaient contesté la régularité (le Monde du 19 janvier). Le tribunal d'instance de Vanves a jugé que leur plainte était sans objet, une seule inscription étant révoquée (le Monde du 10 février). Mais les plaques ont été retirées, un recours en cassation et ils sont décidés, si M. Labbé l'emportait avec moins de trois cents voix d'avance, à saisir le Conseil constitutionnel.

Boulogne-Billancourt

MM. Edouard Valensi (mon. dém.) et Vacherot-Ricard (P.S.D.) sont également candidats.

Comment savoir plus ?
Comment savoir vrai ?

Pour quelle raison ministères, ambassades, hommes politiques sont-ils, pour la plupart, abonnés à

j.a.

Dans quelle mesure les événements d'Afrique et du Proche-Orient conditionnent-ils la politique française ?

Pour le savoir abonnez-vous à l'hebdomadaire référence des pays qui font l'actualité de demain

Jeune Afrique

Veuillez me faire parvenir JEUNE AFRIQUE chaque semaine

NOM : _____ Prénom : _____

N° : _____ Rue : _____ BP : _____

Code : _____ Ville : _____ Pays : _____

Je choisis : ☐ 6 mois : France : 145 FTTC - Europe : 170 F

☐ 1 an : France : 280 FTTC - Europe : 320 F

Réglement : ☐ joint ☐ facturation

en cadeau de bienvenue, je recevrai sous 8 jours : un guide africain illustré

JEUNE AFRIQUE Groupe J.A.S. Département abonnements BP 250 PARIS CEDEX 17

مكتبة الأصل

dorée

(R.P.R.), conseiller municipal d'Issy-les-Moulineaux. Les autres candidats qui se présentent dans la majorité sont MM. René Duval (M.D.S.F.), également conseiller municipal d'Issy, et Jean Lulig (dém. chrét.).

Le R.P.R. décline la mairie et le canton de Vanves, où les dernières élections municipales avaient cependant donné un résultat serré. La mairie et le canton de Malakoff sont communales, tandis que M. Ducloux est conseiller général d'un des deux cantons d'Issy-les-Moulineaux, l'autre ayant été un conseiller centriste. C'est donc à Issy-les-Moulineaux qu'un renversement de tendance pourrait mettre en péril le siège du député communiste M. Ducloux, député depuis 1964, bénéficiaire de la

confiance de nombreux électeurs, dont le vote, dans les consultations locales, peut aller à des personnalités proches de la majorité. Les problèmes d'emploi et d'environnement qui se posent dans les trois villes peuvent amener un certain nombre d'électeurs, notamment parmi ceux qui, à Issy-les-Moulineaux, se sont abstenus lors de l'élection municipale partielle, à souhaiter un changement de politique. Pour le candidat socialiste, M. Jacques Thibault, membre de la minorité du P.S., ce scrutin sera l'occasion de développer l'implantation de son parti à Vanves et à Issy, tandis que le candidat du M.R.G., M. Richier, et celui du Mouvement des démocrates, M. Bernard Trigaud, disputeront à M. Duval les suffrages centristes (15,7 % en 1975).

Châtigny, Châtillon, Fontenay, Le Plessis-Robinson, Sceaux

M. Pierre Mazeaud (R.P.R.), ancien secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, décline la 12^e circonscription (Châtigny-Malabry, Châtillon, Clamart, Fontenay-aux-Roses, Le Plessis-Robinson, Sceaux) pour le Var, où il tente de conserver au R.P.R. le siège d'Yves Simon-Lorère. M. Mitterrand avait obtenu 51,5 % des voix au second tour de l'élection présidentielle dans cette circonscription, où les scrutins sont traditionnellement serrés. Le candidat du R.P.R., M. Jacques Troial, député de Meurthe-et-Moselle de 1967 à 1973, battu, cette année-là, dans le 18^e arrondissement de Paris, a procédé à une analyse minutieuse de la circonscription, qui l'incite à mener une campagne intense, au cours de laquelle il compte rencontrer douze mille personnes. Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, qui était alors M. Edgar Faure, de juin 1968 à avril 1969, M. Troial, président du Port autonome de Paris, âgé de quarante-cinq ans, doit compter avec la candidature de M. Jean Fonteneau (C.D.S.), maire de Clamart, qui a été précédée à celle de Mme Annie Lestr, ancien secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement pré-scolaire, déjà présente en 1973. Ancien sénateur, M. Fonteneau dirige la municipalité la plus importante de la circonscription et bénéficie d'une certaine popularité dans les autres villes, dont trois — Châtigny-Malabry, Châtillon-sous-Bagneux et Le Plessis-Robinson — sont détenues par la gauche.

Outre la tendance à la diminution des emplois industriels, que l'on constate dans l'ensemble du département, les habitants de la douzième circonscription, la plus peuplée du département (4), doivent résoudre quotidiennement un difficile problème de trans-

ports, particulièrement aigu du fait que nombre d'entre eux viennent travailler à Paris. M. Robert Gelly, conseiller général et maire du Plessis-Robinson, qui est, comme en 1973, le candidat du parti communiste, est bien placé pour traiter de ces problèmes locaux dans sa campagne. Il avait été battu de 1 000 voix, sur près de 100 000 électeurs inscrits, en 1973, mais plus de 10 000 électeurs nouveaux ont été enregistrés cette année.

En 1973, M. Jean Le Garrec, aujourd'hui député national du P.S. aux travailleurs immigrés, était le candidat du P.S.U. dans cette circonscription, qui fut celle d'Edouard Depreux : il avait obtenu 5,5 % des voix au premier tour. Cette année, la direction du P.S. souhaitait présenter M. Le Garrec, qui aurait pu, estimait-elle, réunir les suffrages du P.S.U. et ceux du parti socialiste et, peut-être, devancer le candidat communiste. Mais les militants socialistes de la circonscription ont désigné M. Georges Le Bail (C.E.R.E.S.), un ingénieur de trente-huit ans, désigné C.F.D.T. chez Novatome, au Plessis-Robinson, et seul élu de la gauche au conseil municipal de Fontenay-aux-Roses, où il menait, en mars 1977, la liste opposée à celle de la municipalité sortante. Ceux des électeurs du P.S.U. qui ont approuvé l'adhésion d'une partie des militants de cette formation au P.S. ne devraient trouver aucune réserve à voter pour M. Le Bail, qui a toutes chances d'augmenter les voix de son parti. Le P.S.U. présente une autre candidate de la C.I.T.P., Mme Collet, deux candidats se situent à la limite de l'opposition et de la majorité, MM. Maurice Dolivet (M.D.S.F.) et Alain Grielen (Mouv. dém.).

Antony, Bagneux, Bourg-la-Reine, Montrouge

On trouve une situation analogue dans la 13^e circonscription (Antony, Bagneux, Bourg-la-Reine, Montrouge), où M. Henri Ginoux (C.N.I.F.), conseiller général et maire de Montrouge, tente de conserver le siège qu'il n'avait eu, en 1973, qu'au retrait du candidat U.D.R., le docteur Mainguy, député sortant, arrivé avant lui, victime des accords passés entre le Centre démocrate et la majorité. M. Mainguy se présente, cette année, comme suppléant du candidat R.P.R., M. Patrick Devedjian, un avocat âgé de trente-trois ans, ancien député de son mouvement pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui a été nommé à l'interdiction de faire un « cadeau » au député sortant s'il le devance au premier tour. M. Devedjian axe sa campagne sur Antony, où la liste d'union de la gauche, menée par le F.C., avait battu, en mars dernier, la municipalité sortante dirigée par M. Suant (app. R.P.R.). Il a obtenu le soutien de la liste modérée qui s'opposait à celle de M. Suant, tandis que M. Mainguy jouit d'une certaine popularité à Bourg-la-Reine.

Consentant qu'il ne devrait pas être élu, s'il l'obtenait, qu'à un

report de voix socialistes, le candidat du R.P.R. ménage son adversaire du P.S., M. Jean-Marie Lebaron (C.E.R.E.S.), fonctionnaire de trente-deux ans, qui mène une campagne d'un style inhabituel, où le « porte-à-porte » et l'animation de rue ont une grande place. Les militants socialistes organisent, là aussi, des « forums » au cours desquels la population est invitée à débattre avec des responsables du P.S. des principaux thèmes de son programme. M. Lebaron ne semble pas, cependant, en mesure de devancer le candidat communiste, M. Henri Ravera, conseiller général et maire de Bagneux, solidement implanté dans sa ville, mais aussi à Antony et à Montrouge. Battu de moins de 5 000 voix, sur 90 000 électeurs inscrits, en 1973, M. Lebaron se trouve en bonne position pour l'emporter cette année, à condition que la situation politique favorise un report massif des voix socialistes et de celles de l'Union (M.R.G.). L'attitude de l'électorat écologiste qui, en ne reportant pas ses voix sur la gauche, à Bourg-la-Reine, en mars dernier, avait permis la réélection de la liste de la majorité, constitue une inconnue supplémentaire.

(1) Le Monde a publié les enquêtes suivantes : Haute-Normandie (le 6 janvier 1978), Picardie (le 7), Corse (le 11), Languedoc-Roussillon (le 13), Pays de la Loire (le 13), Pas-de-Calais (le 17), Centre (les 19 et 20), Poitou-Charentes (le 22/23), Midi-Pyrénées (le 25), Basses-Normandie (le 27), Champagne-Ardenne (le 31), Franche-Comté (les 12 et 13 février), Aquitaine (le 14 et 15/16), Bretagne (les 17 et 18), Alsace (le 19), Nord (le 21), et Rhône-Alpes (les 19 et 21).

(2) Le Monde a publié un supplément sur les Hauts-de-Seine dans son numéro daté 22-23 janvier.

(3) Le Front autogestionnaire présente des candidats dans les 1^{re}, 2^e, 11^e, 12^e et 13^e circonscriptions ; En 12^e et 13^e dans les 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 11^e, 12^e et 13^e ; Choix dans les 3^e, 4^e, 5^e, 11^e, 12^e et 13^e ; Mouvement des démocrates dans les 2^e, 3^e, 4^e, 11^e, 12^e et 13^e ; Front national dans les 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 11^e, 12^e et 13^e ; Front communiste dans les 2^e, 3^e, 4^e, 11^e, 12^e et 13^e ; Liste contrainte présente, contre 1973, des candidats dans toutes les circonscriptions.

(4) Exemple typique d'intégrité des circonscriptions dans un même département. Cette circonscription, la douzième, avait, en 1973, 99 952 inscrits, et la première (Gennevilliers, Villeneuve-Iles-Érables), trois fois moins : 30 198 !

LES ÉLUS DU DÉPARTEMENT DE 1958 A 1973

Dans ce tableau, les élus gauchistes avaient l'étiquette U.N. en 1958 et 1962, U.D. en 1967, D.S. en 1968 et 1973. En 1958 et 1962, le département des Hauts-de-Seine n'était pas.

	57	68	73
Gauchistes	7	9	6
Modérés	12	12	12
Centristes	—	—	10
Socialistes	—	—	—
Communistes	5	3	5

a) M. Gérard-Deprez, républicain indépendant.
b) M. Ducloux, dont l'élection avait été annulée le 6 octobre 1968, est réélu le 13 décembre suivant.
c) M. Ginoux, C.N.I.F.

CORRESPONDANCE

L'angélus ou les avions ?

Nous avons reçu la lettre suivante du destinataire Folon :

An milieu de la Beauce, le vis et travaille dans un village tranquille. On a fermé l'école l'année dernière, il n'y avait plus que cinq enfants. En décembre, il a fait très froid, et je crois même qu'on a eu du brouillard tous les jours. Je me souviens d'un merveilleux après-midi, où nous parlions tranquillement avec des amis devant le feu. Soudain, un affreux bruit terrifiant a fait trembler la maison. Puis un deuxième. Mon fils s'est mis à hurler, il est monté en courant, j'ai essayé de le calmer. Par la fenêtre, j'ai vu disparaître les avions, comme on dit, « de la force de frappe ». Ils n'étaient plus que deux points noirs à l'horizon, mais ils étaient inconsciemment, comme les enfants lorsqu'ils s'éveillent d'un cauchemar. Ensuite, nous nous sommes regardés en silence.

Et puis un ami a raconté l'histoire la plus triste que j'aie entendue. Dans le centre de la France, un jeune maître vivait en retraite, il avait un petit jardin, il avait trouvé un ancien château, près du village. Pour occuper les jeunes, il avait décidé de le reconstruire. Tous ensemble, ils avaient cherché des pierres dans d'autres ruines. Ils avaient organisé des fêtes pour trouver de l'argent. Après quelques mois, toute une activité entourait le château, on se baignait dans la rivière : le maître donnait le moral à tout le monde. Les travaux avançaient tellement vite que certains d'entre eux ont pu y dormir. Un beau jour de l'été dernier, ils étaient tous là à manger au milieu des arbres, il y a eu un bruit terrible, puis un deuxième. Ils ont tous vu les avions passer au ras des arbres, les murs se sont lézardés, le toit a basculé, le château s'est effondré. Le lendemain, ils ont retrouvé les sacs de couchage, plus les tentes, tout le monde est reparti. Quelques jours plus tard, la femme du maître est allée voir le docteur, elle ne le reconnaissait pas, il ne parlait plus, elle était inquiète. Les gendarmes l'ont trouvée un matin, près du château, il était pendu.

Le 1^{er} janvier, lors d'une émission avec Jacques Chancel à la télévision, j'ai entendu parler du silence. Et j'ai raconté cette histoire parce que je n'arrivais pas à l'oublier. Depuis, des dizaines de gens inconnus m'ont écrit des lettres sensibles. Je n'en aurais probablement pas parlé, mais dans le Monde du 7 février, page 27, je viens de lire une page de publicité intitulée « La grande œuvre des petites églises de France ». Oui, quelques-uns ont écrit une page entière de

Monde pour venir au secours des gens qui ne vivent pas à l'âge des avions à réaction.

L'angélus, ils travaillent dans l'immensité de la plaine, écrit-il, et qu'ils entendent l'angélus de midi, ils s'arrêtent de travailler un instant. Dans la brume lointaine, ils aperçoivent leur clocher. C'est pour eux un point de ralliement, comme le drapeau pour le soldat, comme le phare pour le navigateur. J'aurais simplement aimé poser une question à l'auteur épouvanté de ces lignes.

Lorsqu'ils travaillent dans l'immensité de la plaine, entendent-ils le plus souvent les avions à réaction ou l'angélus de midi ? A propos, l'auteur se nomme Marcel Desautel. On ne doute pas qu'il se pose la même question.

Mme Evelynne Dufour, habitant la Corréze, nous écrit de son côté au sujet de la même page de M. Marcel Desautel.

Les premières lignes sont séduisantes. Pour moi, qui vis dans le milieu rural depuis vingt ans, l'angélus, et le village, et le silence de notre population n'est pas une simple statistique mais une réalité quotidienne. Dans ma commune, il y a soixante-douze personnes qui dépassent quarante ans (sur huit cent vingt habitants), mais il est bien difficile de trouver la quinzaine de jeunes gens qui formeraient une équipe de football homogène quant à l'âge. Je me souviens aussi, en 1961, d'un fameux orage qui détruisait notre clocher et fut considéré comme un miracle car, enfin, les assurances payaient la réfection de la toiture que le budget municipal retardait chaque année par manque de fonds.

Mais quelle méconnaissance de la campagne dans les lignes qui suivent et paraphrasent l'Angélus de Millet, qui parlent d'un siècle révolu. D'abord le bruit des tracteurs et autres machines agricoles empêche le cultivateur d'entendre le son des cloches. L'épouse ne prépare pas le repas du soir mais s'affaire à l'étable, au commerce, on rentre en hâte de son petit travail à la ville proche. Peu d'enfants rentrent de l'école du village, hélas ! des douze ans ils sont internes. Jusqu'au cinquième, trop petit, qui ne se trouve pas au pied de l'église, mais est renvoyé à la hâte du village. Est-ce bien la France, d'ailleurs, qui est décrite par « Dans l'immensité de la plaine » ?

L'art de la publicité est de nos jours à ce point accompli que celle-ci est affligeante et dessert la cause qu'elle voudrait servir.

A propos d'un sondage

M. LECH (IFOP) : la SORFES fait du dépit amoureux.

M. Jean-Marie Lech, directeur de l'IFOP, a répondu, mardi 14 février, à M. Jaffré, directeur des études politiques de la SORFES, qui contestait la régularité du sondage-simulation de l'IFOP publié par le Point (le Monde du 15 février) : « La SORFES fait du dépit amoureux ! Elle déclare qu'on ne peut pas, scientifiquement, procéder à une simulation. Je dénie à la SORFES le monopole de la science politique. J'affirme qu'il est possible de publier, avec un modèle probabiliste, des résultats détaillés, en ayant pris la précaution d'indiquer qu'il peuvent être infirmés par le vote des électeurs. Je pose toujours la question : pourquoi s'arrêter à deux cent cinquante députés à l'opposition de gauche sans dire où ils sont ? »

● ERRATUM. — Dans l'article de Roger-Gérard Schwarzenberg « Libertés nouvelles » (le Monde daté 12-13 février), il fallait lire (page 7, deuxième colonne) : « Sa volonté, c'est de briser l'Etat » (et non briser l'Etat).

TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT S'ACHÈTE CHEZ

CAPELOU

GRAND CHOIX DE MEUBLES-LITS 1 et 2 places • Toutes espèces de bois

CAPELOU

37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE PARIS XI^e • Tél. 357.46.35

La pensée des hommes du parti socialiste.

christian goux
sur la crise

jean barbaud
françois barbaud
michel troper
réinventer la politique

jacques attali
la nouvelle économie française

jean-pierre cot
le socialisme

La rose au poing chez Flammarion.

Déjà parus dans la collection :

C. Audry. Les militants et leurs morales. Y. Bernard. La France vers le socialisme. J.-P. Blondel. Le tiers-socialisme. J.-P. Chevènement. Le vieux, la crise, le neuf. J.-P. Cot et J.-P. Mounier. Les syndicats américains. Colloque de la Fédération de Paris. Socialisme et multinationales. C. Hertz. Soldat-royen. D. Mayeur. Socialisme : le droit de l'homme

au bonheur F. Mitterrand. La poêle et le grain. C. Pierre et L. Fraire. Plan et autogestion. Y. Roudy. La femme en marge. B. Schwartz. Une autre école. F. Sérusclat. Elections municipales, élections politiques.

FLAMMARION

Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

EST-IL TROP TARD POUR SAUVEGARDER L'AUTONOMIE D'UN GRAND THÉÂTRE NATIONAL ?

LA PRISE DE L'ODÉON

UN événement de conséquence, fait pour appauvrir la vie du théâtre, vient d'avoir lieu dans des circonstances pas nettes : fin a été mise à la personnalité de l'un des théâtres nationaux : celui de l'Odéon.

Le décret n° 78-100 du 31 janvier 1978, paru au Journal officiel du 2 février, co-signé par Raymond Barre, Michel d'Ornano et Robert Boulin, apporte, à son article 2, cette mesure nouvelle : « Le Théâtre national de l'Odéon est administré par un directeur. Ce directeur est l'administrateur de la Comédie-Française. »

L'article premier du même décret porte que l'Odéon « assure la représentation de spectacles de la Comédie-Française » ; et l'article 3 institue une nouvelle « commission consultative d'exploitation du Théâtre national de l'Odéon », présidée par l'administrateur de la Comédie-Française, et dont trois membres sur neuf sont sociétaires de la Comédie-Française.

Ce texte n'est pas loyal. Il n'institue en effet « décret relatif au Théâtre national de l'Odéon » ; il est libellé comme si l'Odéon allait continuer d'exister en tant que théâtre national. Mais, ce faisant, il fonde des mesures nouvelles qui, dans le concret, annulent ce théâtre national, qui le feront cesser d'être : l'Odéon devient un lieu de travail, un bâtiment supplémentaire, de la Comédie-Française. Le bâtiment principal est les places du Théâtre-Français, l'annexe (l'Odéon) se trouve à côté du Sénat, mais c'est désormais la même firme, un seul et même théâtre, la Comédie-Française.

Cette élimination d'un de ses théâtres nationaux n'apparaît pas au public dans toute sa clarté,

parce qu'il est de fait que, depuis 1971, l'Odéon, bien que fonctionnant comme théâtre national indépendant, travaillait pour une part de concert avec la Comédie-Française : un tiers des spectacles était produit par l'Odéon seul, un tiers était coproduit avec des compagnies extérieures, et un tiers était coproduit avec la Comédie-Française (1).

Il est de fait aussi que, pour cette raison, Pierre Dux, administrateur de la Comédie-Française, disposait déjà du titre de directeur de l'Odéon. Mais il avait été nommé personnellement, et non pas à qualité : l'administrateur de la Comédie-Française ne dirigeait pas ipso facto le Théâtre de l'Odéon, comme le porte le nouveau décret.

Pour gérer, pour programmer, pour diriger sur place, jour par jour, dans la pratique, ce théâtre national, pour conduire tout ce qui était l'action propre de ce théâtre, tout ce qui n'était pas l'accueil du quota de spectacles produits par la Comédie-Française, Pierre Dux avait nommé un « directeur adjoint », Jean-Pierre Miquel.

L'esprit du quartier

Jean-Pierre Miquel est le premier à reconnaître que depuis la mise en marche de ce dispositif, en 1971, Pierre Dux lui a laissé son libre arbitre, dans une complète entente.

Voici qu'aujourd'hui l'Odéon, de par les mesures du décret nouveau, en dépit du libellé contradictoire de ce décret, cesse d'être un théâtre national, un établissement public distinct. Il ne possède donc plus un responsable distinct. Pierre Dux a mis fin aux activités de Jean-Pierre Miquel, en supprimant le poste de directeur adjoint.

Cette opération enveloppée, qui supprime un théâtre national, bien que Pierre Dux annonce que rien ne sera changé, va porter préjudice au théâtre de ce pays.

Préjudice, d'abord, au public. Le public qui, depuis 1971, s'est mis à fréquenter l'Odéon, n'est pas le public de la Comédie-Française. Le public de l'Odéon est maintenant constitué pour un tiers d'étudiants (faciles à dénicher puisqu'ils ont des billets spéciaux), pour un tiers de ce que l'on peut appeler le reliquat de l'ancien public de l'Odéon (intellectuels, professions libérales, professeurs, employés), pour un tiers d'habitants des cinquième et sixième arrondissements (de position sociale mixte).

Ce public a un autre esprit, d'autres options, que celui de la Comédie-Française. Il est plus ouvert aux acquisitions d'aujourd'hui. Il est tourné moins vers le passé que vers le présent et les signes d'avenir. Il est peu concerné par le style de représentation et de jeu, particulier, fortement codé, qui est monnaie courante à la Comédie-Française. C'est un public varié, exigeant, fait surtout d'unités distinctes, composé notamment d'abordés individuels qui veulent choisir chaque soirée, une par une, alors que l'administration de la Comédie-Française s'est tournée vers les abonnements collectifs. C'était aussi un public géographiquement étalé qui venait voir en voisin ce qui se passait dans son théâtre : habitants et comédiens s'entendaient dans l'esprit du lieu.

Préjudice, ensuite, aux metteurs en scène et aux auteurs dramatiques. Car pour répondre justement à l'attente de ce public, qui demande le neuf et la qualité, l'Odéon n'a cessé, depuis des années, de

mettre ses moyens d'action à la disposition des créateurs originaux. C'est à l'Odéon qu'un contemporain capital comme Peter Stein a présenté ses travaux pour la première fois à Paris. C'est à l'Odéon que les célèbres comédiens italiens de Giorgio Strehler prennent leurs quartiers d'hiver. A l'Odéon ont été très tôt accueillis, coproduits, les chefs de file français, Flanchon, Chéreau, Adrien, Lavelli, Merichal, etc. De même que quantité de jeunes metteurs en scène ont pu débiter au Petit-Odéon.

L'incitation anglaise

Les auteurs maintenant : au Théâtre national de l'Odéon ont été joués, de 1971 à 1978, quarante pièces nouvelles d'auteurs contemporains. Notons que sur ces quarante, la Comédie-Française n'a apporté qu'un manuscrit, celui de Monsieur Teste, de Paul Valéry, ce qui aussi bien est logique, puisque la mission de la Comédie-Française est objectivement, avant tout, de faire vivre le répertoire classique, ce pour quoi elle est outillée.

Quarante œuvres nouvelles : aucun théâtre national ne peut revendiquer un tel nombre de créations contemporaines. Souvent, la programmation de pièces de jeunes auteurs au Théâtre de l'Odéon a été suivie de la création de ces œuvres françaises à l'étranger, surtout en Allemagne, en Angleterre et dans les pays nordiques.

L'Odéon a ainsi débouqué, pour sa part, l'un des maux essentiels du théâtre en France : celui du manque d'auteurs nouveaux. Jean-Pierre Miquel, conscient du fait que la suprématie, ces années récentes, du théâtre anglais dans le monde, est venue de ce que la B.B.C. et la télévision anglaise avaient expressé-

ment commandé, en leur offrant des à-valoir, des pièces à de jeunes écrivains, avait proposé au ministère un programme de financement : l'Odéon aurait affecté 250 000 francs par an à la commande de pièces nouvelles, il aurait mis d'autorité la main de nouveaux auteurs à la pâte. Ce projet, qu'il faudra bien appliquer un jour parce qu'il n'y en a pas d'autre, n'a pas été retenu, et l'Odéon a continué de promouvoir les auteurs nouveaux dans les limites de son budget.

Pierre Dux a créé un comité qui choisira désormais les pièces inédites jouées au Petit-Odéon ; en feront partie trois auteurs de la Comédie-Française, dont Pierre Dux, qui présidera, et trois journalistes qui ont donné un accord de principe, mais qui réservent leur décision jusqu'à plus ample information.

Préjudice, aussi, aux acteurs. Car le Théâtre de l'Odéon n'entretenait pas, jusqu'à ce jour, une équipe fixe. Lorsqu'il produisait un spectacle lui-même, lorsqu'il en coproduisait avec une troupe extérieure, il donnait du travail à des acteurs et des actrices librement désignés par les metteurs en scène.

La lettre de Strehler

On connaît la crise qui sévit dans la profession, le nombre d'acteurs inscrits au chômage. Quantités d'acteurs ont pu travailler à l'Odéon. Garderont-ils cette chance, dès lors que la Comédie-Française va être même d'employer, dans son bâtiment annexé du Luxembourg, ses comédiens pensionnés, mensualisés, qui, dans la maison mère, compte tenu du peu de créations chaque année, restaient souvent sur la touche ?

Préjudice, enfin, à l'art du théâtre lui-même.

Le théâtre avait lieu, dans ce Théâtre national de l'Odéon, d'une façon particulière. Il y avait là un climat, un caractère, qui n'étaient pas ceux d'ailleurs. Par exemple l'Onclé Vanja, qui a rencontré une telle audience la saison dernière et cette saison à l'Odéon, porte la marque de cette maison, comme l'ont portée tant de pièces à qui les travailleurs de la grande et de la petite salle de ce théâtre ont depuis sept ans donné le jour.

Lorsqu'il a appris que des projets des bureaux menaçaient l'Odéon, Giorgio Strehler a écrit à Jean-Pierre Miquel : « Ces gens qui travaillent à l'Odéon sentent qu'ils font bien leur travail et ils ne veulent pas en changer, mais aller de l'avant ensemble. Alors, il n'y a que bien peu à en dire. Car le théâtre n'est pas une chose - dont on règle le destin - en haut lieu -, que l'on exécuté, que l'on change à nouveau, selon que le vent des circonstances politiques vire ou ne vire pas. Un théâtre est un être humain qui vit, pense et respire et qui a ses idées, et sa personnalité. »

MICHEL COURNOT.
(Lire la suite page 14.)

(1) L'Odéon a eu, dans les premières décennies de ce siècle, statut de théâtre national, à vocation de création nouvelle, et sous la direction notamment de Gémier et Antoine. Il était tenu pour le second théâtre de France. Sa situation se dégradait surtout pendant l'occupation et, en 1948, il devenait une seconde salle de la Comédie-Française appelée Salle Luxembourg. Restant que l'Odéon était un lieu trop important pour servir de simple local de complément au maintien du répertoire, André Malraux mit fin à ce statut de 1948. L'Odéon redevenait, dès lors, à partir de 1958, un théâtre national à part entière dont André Malraux en confia, jusqu'en 1968, la direction à Jean-Louis Barrault.

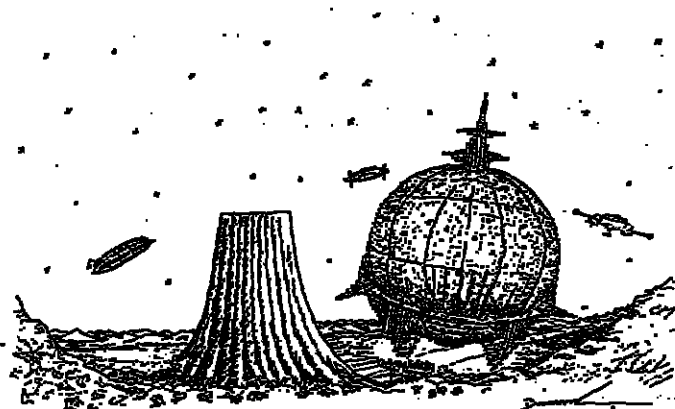
Steven Spielberg a filmé les OVNI

STEVEN SPIELBERG a eu trente ans le 27 décembre 1977. Il a réalisé des feuilletons et émissions de télévision jusqu'à *Dual* (1972), qui attira l'attention des producteurs de cinéma. *Superland Express* puis *Les Dents de la mer* (phénoménal succès commercial) l'ont porté au premier rang des nouveaux cinéastes qui réinventent le grand spectacle hollywoodien, ramènent le public dans les salles et font encaisser de grosses recettes. Rencontres du troisième type, dont Spielberg est scénariste et réalisateur, va sortir en France le vendredi 24 février. C'est encore un film gigantesque, fondé sur l'idée que les habitants d'autres planètes peuvent se déplacer, vers la Terre, dans ces vaisseaux spatiaux mystérieux et mythiques qu'on appelle « soucoupes volantes » ou OVNI (objets volants non identifiés). Le budget, 18 millions et demi de dollars, dépasse celui de la *Guerre des étoiles* (11 millions de dollars). Pourtant,

Steven Spielberg ne sacrifie pas à une mode.

« Excepté *Superland Express*, les films qui nous ont donné le célébrité se rattachent tous à un fantastique moderne, aux peurs ou aux préoccupations de l'Amérique contemporaine. Pourquoi ?

— Je ne suis pas très satisfait de la réalité telle que je la connais, telle que je peux la vivre. Il est plus facile, pour étendre ses facultés créatrices, d'écarter son imagination sur les aspects fantastiques du monde d'aujourd'hui. Copier la vie, c'est être comme un artiste peintre qui reproduit sur sa toile un panier de fruits. J'aime autant ne pas avoir à représenter un panier de fruits. Je suis allé du camion inquiétant devenant une force mauvaise, au requin mangeur d'hommes, puis au fantastique scientifique. Aux Etats-Unis, on dit : « Il faut voyager sur terre,



(Dessin de BONNAFFE.)

sur mer et dans le ciel. J'ai suivi cette progression. Le ciel et les soucoupes volantes, c'est une façon de passer de l'autre côté du monde.

— Croyez-vous aux OVNI ?

— J'aimerais bien y croire, je veux y croire. Je suis persuadé qu'il existe d'autres formes de vie et de vie intelligente, dans l'univers spatial. Parfois, j'ai été très près de croire aux OVNI, mais, tout de même, il me manque l'expérience décisive de Richard Dreyfuss dans le film : monter dans la soucoupe volante venue d'ailleurs. Une simple visite à l'intérieur me suffirait. Mais je peux répondre à cette question comme le fait François Truffaut : je crois au cinéma.

— Dans les films de science-fiction, des années 50-60, les êtres venus de l'espace symbolisent toujours un danger, une agression : autre race, autre civilisation, « pèri rouge », etc. Pour la première fois, ces êtres ne sont plus hostiles et les Américains entrent en relations pacifiques avec eux.

— C'est tout à fait intentionnel. Ce film où l'on s'aperçoit que nous ne sommes pas seuls dans l'univers est une réaction sur la communication avec les autres, les différents, les étrangers. J'ai établi trois types de rencontres : la vue d'un OVNI, les traces matérielles de son existence et, enfin, le contact avec les occupants de l'OVNI. Je suis allé contre la mythologie habituelle de la science-fiction

parce que, chaque fois que je me trouve en face d'une mode, d'un mouvement, d'une mythologie établie, j'essaie de l'éviter. Malheureusement, avec *Les Dents de la mer*, je suis responsable de tout un courant, d'une mode commerciale fort médiocre. Une bonne variation ou un pastiche du même thème ne m'aurait pas dérangé. Mais ce bestiaire incroyable, rats, blons, abelles, araignées, vers de terre, ce déluge de monstruosités artistiques est très gênant. Il y a même eu une version pornographique des *Dents de la mer*, où le requin devenait une personne. Moi, si je tourne un jour un film érotique, je ne m'inspirerai pas du cinéma pornographique.

— Comment avez-vous travaillé avec Douglas Trumbull, l'homme des effets spéciaux du film de Stanley Kubrick, 2001, *Odyssée de l'espace* ?

— J'ai fait appel à lui après avoir écrit le scénario et conçu tous les effets visuels. Le film était entièrement dessiné, mais il me fallait quelqu'un qui connaisse parfaitement les problèmes techniques. Douglas Trumbull avait réalisé lui-même un film de science-fiction, *Silent running*, pour lequel il avait eu des difficultés de scénario, des moyens qui ne lui avaient pas permis d'aller loin. Là, il disposait d'une équipe de quarante hommes experts en effets spéciaux, dont Richard et Matthew Yurich, qui ont joué un rôle très important. Un laboratoire complètement isolé avait été construit au bord de la mer. Personne ne pouvait s'en approcher

ni aller voir ce qui s'y passait. Le secret a été préservé jusqu'au bout.

— On a l'impression, dans la longue et haletante préparation dramatique de la première partie du film, que le petit garçon, Barry, est le seul à comprendre ce qui se passe. Est-ce le regard de l'innocence ? Ou une prédestination ?

— Ce petit garçon n'a rien de spécial. C'est simplement un enfant qui n'a pas encore appris à réprimer ses sentiments, ses impressions. En ce sens, il est innocent et curieux. Le public devrait être comme lui devant le film. Je crois qu'il faut avoir l'esprit ouvert à tout ce qui peut arriver sur la Terre, qu'il ne faut pas essayer de deviner, de spéculer sur les choses. L'intellect n'a pas à intervenir dans ce qui relève strictement du comportement et de l'imagination.

— Pourquoi y a-t-il un saut en français dans cette histoire et pourquoi est-il interprété par François Truffaut ?

— Les savants français sont beaucoup plus attentifs, plus ouverts au problème des OVNI, que les savants américains. On se sent aux Etats-Unis et je pense que le phénomène des soucoupes volantes n'est pas simplement une affaire américaine. D'autre part, il est venu un moment où il m'a fallu un acteur pour le rôle de Lacombe. J'avais pensé à quelqu'un ayant le physique de Truffaut, en écrivant ce rôle. Lui, je ne l'avais jamais rencontré. Je connaissais ses films, mais je ne savais même pas s'il connaissait les miens. Un jour, je me suis décidé à lui téléphoner de Californie. Je lui ai proposé de lire le scénario du film et d'envisager un travail de comédien. Il m'a donné une réponse favorable après avoir lu le texte. Truffaut a été un acteur parfait. C'est un homme merveilleusement curieux de tout. Comme cinéaste, cela l'intéressait, évidemment, de comparer le travail des équipes françaises et des équipes américaines. Pendant les deux premières semaines de tournage, il a été comme en vacances. Ensuite, alors que c'était toujours un plaisir pour moi, c'est devenu un cauchemar pour lui. Il y avait trop de figurants, de matériel

technique de lumières. A certains moments, il a dû avoir l'impression d'une désorganisation complète. C'était déjà difficile pour moi de suivre mon propre tournage. Alors, imaginez Truffaut ! Il me faisait penser à quelqu'un perdu au milieu d'une immense gare centrale et cherchant le bureau des renseignements. Cette expérience a dû le convaincre qu'il n'aurait jamais envie de tourner un film aux Etats-Unis et que, moi, je ne pourrais jamais faire un petit film en France.

— Richard Dreyfuss, comme dans *Les Dents de la mer*, est un personnage qui veut savoir, aller jusqu'au bout de l'aventure. De plus, il représente, ici, l'Américain moyen.

— Oui, Richard Dreyfuss est un ami, mais, en fait, je ne voulais pas de lui, au début. Il me semblait essentiel que Roy Neary soit plus vieux, plus tragique. Or, plus âgé, celui-ci n'aurait peut-être pas eu le sens de la « deuxième chance » et le succès de son voyage était nécessaire. Alors, je suis revenu à Richard Dreyfuss, comme acteur, pour cet homme qui fonce. Dans la vie, c'est un impulsif. Il fait figure d'anti-état et j'avoue que je n'ai pas le courage d'affronter les stars. Si, pendant le tournage d'un film, je dois avoir des discussions, des disputes constantes avec les vedettes, autant renoncer. J'aime mieux me bagarrer le soir avec moi-même, si je ne suis pas satisfait de mon travail, qu'avec un acteur persuadé que je ne le traite pas avec assez d'égards. Quand je fais un film, il n'y a pas place pour un autre « ego » que le mien.

— Allez-vous continuer dans le fantastique, le cinéma-spectacle à gros budget ?

— Pas nécessairement. Les jeunes réalisateurs du cinéma américain bénéficient actuellement d'une totale liberté de création. Ils ne subissent aucune contrainte de la part des studios. Ils ne travaillent pas sous contrat de longue durée. Mon prochain film, *After school* (Après l'école), sera très personnel et peu coûteux. Tout le contraire d'un grand spectacle.

Propos recueillis par JACQUES SCHIER.

ELYSEES LINCOLN v.o. - QUINTETTE v.o. IMPERIAL v.o.

Après « HAROLD ET MAUDE »

BUD CORT dans :

...humour sensibilité, dérision, et tendresse.

pitie pour le prof !

avec SAMANTHA EGGAR

un film de Silvio Narizzano

Dolby
351

(Suite de la page 13.)

M. C.

Photo de Mme Dreau (1905).

La comtesse de Greffulhe, réputée pour son narcissisme capricieux, brisait les statues qu'on faisait d'elle et écrivait un

HERVÉ GUIBERT.
★ Palais Galliera, 10, avenue
Pierre-Ier-de-Serbie, Paris (16°).
Inscription 31 mars

Sans doute, il n'a pas ignoré l'histoire, au moment de *Guernica*, de *l'Homme à l'agneau*, de l'occupation allemande ou de ces années d'après-guerre qui sont celles de ses difficiles rapports avec le parti communiste et de ce que Pierre Daix nomme « la griserie idéologique » (le chapitre qui lui est consacré est un des meilleurs de l'ouvrage avec ceux

ANDRÉ FERMIGIER.

★ Pierre Daix : *Picasso, une vie de nos jours*. Editions du Seuil (89 F.).

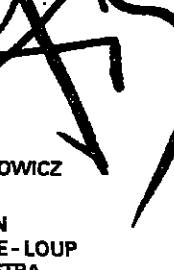
ÉLYSÉE-MONTMARTRE

REPRISE

Oh! Calcutta

DU INTEGRAL

à 18 heures - 19 heures - 20 heures



OWICZ
E-LOUP
TRA

12 JUILLET/3 AOÛT

SOIRÉE PURCELL
ODE A SAINTÉ CÉCILE
DIDON ET ENÉE
 MACKERRAS - COPLEY - LAZARIDIS
BAKER (21, 23, 30) - RHODES (28)
 BURROWS - TITUS - ESSWOOD
 SCOTTISH CHAMBER ORCHESTRA
 Coproduction avec le SCOTTISH OPERA

THÉÂTRE DE L'ARCHEVÊCHÉ / 21h 30 - 20, 21, 23, 25, 28 juillet

GALA D'OUVERTURE
SOIRÉE SCHUBERT
LUDWIG-PREY
 au profit du Fonds International
 d'Entraide Musicale, FIEM (UNESCO)
 CLOTTRE SAINT-LOUIS / 12 juillet / 21 h 30

NDREOZZI
 ONIQUE
 SEUR
 ULOUSE
 4 août/21h 30

29/18 h - ABBAYE DE SILVANCE
UPPSALA AKADEMISKA KAMMARROR
30/18 h et 31/21 h 30 - CATHÉDRALE SAINT-SAUVEUR
HAENDL : LE MESSIE - SCOTTISH CHAMBER ORCHESTRA
MACKERRAS - UPPSALA AKADEMISKA KAMMARROR
1er AOÛT - Tenore BERGANZA
2 - SCOTTISH CHAMBER ORCHESTRA
BENZI - LANGRIDGE, THOMPSON

5 au 11 JUIL / 15 h 30 et 21 h - 13 JUIL. au 3 AOÛT / 15 h
 Lévin SAYAN présente au Cinéma LE CEZANNE
LE FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'OPÉRA

CHI, DENIZE
 ASSEUR
 ANGE-AMY

LOCATION OUVERTE Partélléphone: (42) 23.11.20-23.37.81
 A Paris : DURAND et FNAC

00 F - DON PASQUALE: 40, 100 F - GALA D'OUVERTURE: 100, 150 F
 100 F - LE MESSIE: 45, 80 F - SCARLATTI / VIVALDI: 40, 70 F - SILVANCE: 25 F
 OTTISH ORCHESTRA: 45, 75 F - RHODES, RADIO FRANCE: 30, 50 F

cent

Correspondance: Ancien Archivéché
3100 Aix-en-Pr. (envol grt. dépliant)

LOCATION OUVERTE

Partiellphone: (42) 23.11.20-23.37.81
A Paris: DURAND et FNAC

ALCINA, SOIREE PASCALE: 60, 130, 200 F - **DON PASQUALE:** 40, 100 F - **GALA D'OUVERTURE:** 100, 150 F
REQUIEM: 90, 120 F (Aix: 40, 80, 120 F (Vaison)) - **MESSIAH:** 40, 80 F - **CASILLATI/VIVALDI:** 40, 70 F - **SILVANO:** 25 F
VAN DAM, NORMAN, BERGANZA, SCOTTISH ORCHESTRA: 45, 76 F - **RHODOS:** 30 F - **RADIO FRANCE:** 30, 50 F

CHATELAIN

هكذا من الأصل

IONDE DES ARTS
O DE PIERRE DAN
usée à faire

DES SPECTACLES

L'affiche et ses créateurs au musée

Au 18 de la rue de Paradis

Au numéro 18 de la rue de Paradis se trouvait autrefois le magasin de talismans Hippolyte Boulanger de Châteauneuf, une des firmes les plus importantes dans le domaine de la décoration d'intérieur au début du siècle. A commerce prospère, façade coquette, l'immeuble a tout de suite été réhabilité et converti en musée de l'affiche. L'édifice est devenu un véritable musée de l'affiche, où l'on peut admirer des œuvres d'art de toutes les époques, de la Renaissance à nos jours. Le musée est ouvert tous les jours, de 10 heures à 18 heures. Les billets sont à 5 francs. Les enfants de moins de 10 ans paient 2 francs. Les étudiants et les personnes âgées de plus de 65 ans paient 3 francs. Les membres du musée paient 10 francs. Les membres étrangers paient 15 francs. Les membres étrangers résidents paient 10 francs. Les membres étrangers non résidents paient 15 francs. Les membres étrangers non résidents paient 15 francs.

(Union centrale des arts décoratifs), où elles se sont entassées depuis le début du siècle. La collection, qui doit beaucoup à des donations (Pochet en 1901, Buquet en 1919, Roger Braun en 1940), est riche en affiches anciennes — on a pu le mesurer à plusieurs reprises lors d'expositions comme La cirque, il y a trois ans, ou Le café-concert, à l'automne dernier. Elle est aussi régulièrement alimentée en affiches contemporaines, grâce notamment à l'Union syndicale des chambres françaises d'affichage et de publicité extérieures, qui, chaque année, dépose quelque deux mille nouvelles affiches, celles que l'on voit partout, dans le métro, dans la rue. Tout cela prend de la place et doit être rangé. Le problème du stockage fait partie des préoccupations des responsables du musée, qui l'ont confié à Jean Prouvé, le conservateur des lieux. Stockage scientifique et rationnel s'entend, et pour lequel il reste à créer des meubles répondant tant à la fragilité des affiches (qu'on entaille et qu'on met sous vitrines) qu'à leurs formats variés.

Quant le sous-sol, rue de Paradis, sera débarrassé et qu'on aura des fonds nécessaires à la réalisation des espaces de rangement, alors la collection sera démenagée des Arts décoratifs. L'exposition inaugurale est exclusivement consacrée à la production française sur trois siècles. Ce qui nous fait remonter loin dans l'histoire et même la préhistoire du genre, jusqu'aux placards parisiens pour la bière, le cidre ou le tabac, traités dans le style d'Épinal. Avant Chéret, avant Lautrec. Avec des exemples comme les chats de Manet pour présenter les textes de Champfleury dédiés aux chats (1868), de Rabelais, illustré par Gustave Doré, ou le Joli errant, par Gavarni. A ce stade, l'affiche annonçant une parution d'édition est illustrée d'un texte.

LA MÉMOIRE DE LA RUE

par FOLON

L'AFFICHE est morte. L'autre jour, je regardais les murs d'une station de métro. Pas une image qui fasse confiance à l'œil. De lourdes typographies Un seul critère, le rendement. Vendra-t-il ? Le posséder la nouvelle chaîne stéréo, la nouvelle machine à laver, le nouveau réfrigérateur, la nouvelle télévision, la nouvelle voiture, les nouveaux avantages d'un compte en banque. Les gens attendent le métro. L'œil des gens se sent méprisé. Chaque image part de l'idée qu'elle parle à un troupeau incapable de comprendre. André Françoise l'a parfaitement dit, par ses violentes affiches du Nouvel Observateur. En montrant des moutons aux gens, il leur tendait un miroir. Pour qu'ils voient qu'ils devenaient tous les mêmes. Parce que les affiches sont toutes les mêmes. En réalité, le public ne trouve plus de points de départ à son imagination. Alors les gens se débarrassent des images et des mots.

Où, l'autre jour, en prenant le métro, mes idées étaient bien sombres. Et soudain, j'ai vu apparaître un bateau. Un immense navire sur le mur, majestueux, qui s'avancait vers nous. Des oiseaux blancs passaient devant cette masse noire et s'envolaient vers la mer. Oui, je revoyais l'inoubliable affiche du Normandie, peinte par Cassandre. Partir l'affiche, c'est parfois une idée du bonheur. Et pourtant, Cassandre, le plus grand affichiste français, s'est donné la mort, en 1968, au moment où l'affiche devenait une arme. Avec modestie, il en avait fait simplement un art.

Mais l'art de l'affiche d'apparaît parce que l'idée du bonheur a changé. Il est difficile de dire d'un bien des choses dont on pense du mal. Et les images sont vides parce qu'elles manquent de conviction. Les affichistes ne croient plus à ce qu'ils disent. Chaque semaine, on me propose de réaliser des affiches de publicité. Depuis 1974, les les et toutes réalisées et il n'y a pas de motifs. Je n'éprouve aucun intérêt pour ce qu'on me demande. J'aurais fait à ce moment la générique de l'émission italienne pour la télévision, et une affiche Larousse, parce que la lecture disparaît, et je crois que cela avait un sens.

De même, j'ai réalisé quelques affiches de films. C'est un honneur d'essayer d'être l'intermédiaire entre un auteur de films et le public. L'affiche de cinéma, en effet, devrait être un domaine plein d'invention, et j'ai malheureusement en parler un peu. Quand Yannick Belloir a réalisé son premier film. Quelque part quelquefois, elle m'a parlé d'une affiche en disant : « J'ai pensé à vous en ce moment-là qu'une affiche de film devait être... ».

En fait, beaucoup plus qu'une affiche. Une forme de complicité avec un sujet, et l'œuvre d'un film.

En réalité, je pourrais aller une quantité de films à propos desquels j'ai réalisé maintes affiches. Elles contiennent des images de ma tête, et je sais pourtant que je ne les réaliserai jamais. Vivre sa vie, de Jean-Luc Godard, la Jettée, de Chris Marker, Muriel et Provvidenza d'Alain Resnais, Amarcord de Fellini et récemment, les films de Wim Wenders, en particulier Au fil du temps, sur lequel je pense souvent. Il me semble d'ailleurs qu'Alfred dans les villes, son film précédent, où Wim Wenders suit un témoin qui accumule les preuves, est un film très proche de Muriel, et dans mon esprit les deux affiches se ressemblent beaucoup.

Pour revenir au domaine de l'affiche, les vrais auteurs de films y attachent une importance, puisque Pierre Étaix a proposé à André Françoise de réaliser l'affiche de chacun de ses films. Et Roman Polanski lui a permis d'inventer l'affiche et la merveille générique des Vampires. On n'est pas près non plus d'oublier l'admirable affiche de Savignac pour le Lancelot de Robert Bresson. Aux États-Unis, la complicité était beaucoup plus loin, lorsque Preminger et Hitchcock demandaient à Saul Bass de dessiner la générique de leurs films, dans le même esprit que l'affiche. Entre parenthèses, il a même découpé la plus belle scène tournée par Hitchcock, l'assassinat de Janet Leigh sous la douche, dans Psychose.

On songe aussi avec nostalgie à l'extraordinaire qualité des affiches de films en Pologne. Lorsqu'ils sortent en France, le n'arrive absolument pas à comprendre que les films de Casse-pipe, de Forman, de Coppola, d'Altman, de Scorsese, de Fellini, enfin diables de tous les cinéastes qu'on aime, soient annoncés par des affiches tellement plates et vides. Pour l'affiche d'un film de Polanski ou de Kubrick, combien d'images banales pour des films admirables. Il me semble pourtant qu'en ce moment en France une grande diversité d'illustrateurs et de peintres, si l'on songe à l'influence du cinéma sur la peinture, feraient des affiches formidables.

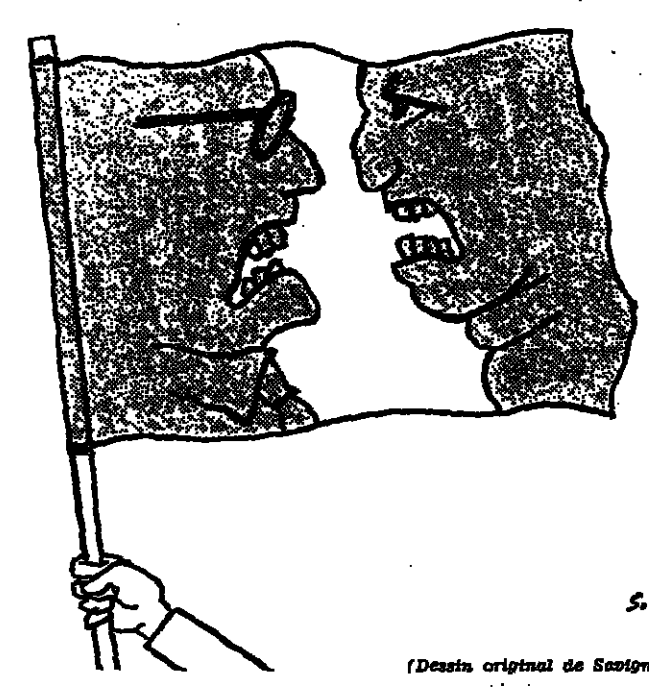
En attendant, il nous reste à découvrir les films des affiches de Milton Glaser et Paul Davis, qui viennent de paraître aux États-Unis. Le Musée de l'affiche d'œuvre à Paris. Il va révéler des trésors oubliés et peut-être donner à l'affiche une nouvelle vie. En effet, quelle plus belle destinée que celle d'une affiche ! Vous l'avez faite. Les autres la comprennent. Vous travaillez pour le mémoire de la rue. Elle doit parler dans l'instant. Votre image devra lutter avec la ville. Mais vous voulez vraiment vous faire entendre. Et si votre affiche est bonne, elle vivra en morceaux dans la mémoire des gens.

Aujourd'hui on peut même souhaiter que toutes les affiches se retrouvent un jour au Musée de l'affiche. Puisque les musées accueillent toute la mémoire du monde.

UN ENTRETIEN AVEC SAVIGNAC

L'esprit des lieux communs

RAYMOND SAVIGNAC est un de ces hommes dont l'imagination, à travers l'affiche, nous est devenue proche. Mais sa signature passe souvent inaperçue, au bas des grands dessins que son trait nous impose dans la rue, le métro et la vie. Il y a deux ans, il a publié des Mémoires, intitulés simplement Affiches (éditions Robert Laffont), où il raconte par quels chemins il est passé depuis le zinc du restaurant familial jusqu'à celui du lithographe. Il entre cette année au Musée de l'affiche. Mais pas comme souvenir : il en a dessiné l'affiche.



(Dessin original de Savignac.)

« Lorsque j'étais enfant, les affiches me semblaient mécaniques. Je ne pensais pas qu'il puisse y avoir quelque chose derrière elles, et je disais avec admiration : on dirait que c'est imprimé ! Et puis un jour, quelqu'un m'a dit : « C'est Cappiello. »

« Déjà, le vrai dessin beaucoup dans la rue et je pouvais voir partout des affiches. Il y avait alors une sorte de compétition entre ceux qui les dessinaient. On servait le produit, bien sûr, mais c'était en même temps l'occasion de se mesurer les uns aux autres, comme le feraient des acteurs. Qu'est-ce qu'un grand acteur, en effet, sinon celui qui s'identifie à ses personnages sans perdre sa personnalité propre ? Malheureusement, on voit beaucoup plus de simulateurs que de véritables acteurs. Pour les affiches, c'est la même chose. Je n'aime pas celles qui s'aiment elles-mêmes, ou qui « jouent » pour elles-mêmes. Une affiche doit servir le produit tout en gardant le style de son inventeur. »

« La vocation de l'affichiste n'est pas de faire marcher le commerce, mais de le sublimer. Comment le pourrait-il encore, quand tout n'est plus fondé que sur le profit ? L'affiche était un art mural, qui a trouvé en France son terrain d'expression le plus fort. L'influence de l'Amérique a été désastreuse, car elle en fait un élément comme n'importe quel autre dans les campagnes publicitaires, en lui retirant son langage particulier. Maintenant les grands emplacements sont consacrés à une publicité de catalogue où l'anecdote est reine. On ne trouve plus d'affiche « signifiante », sinon réduite à l'état de prospectus. »

« Ne serait-ce pas que l'affiche, telle que vous la concevez, n'est pas un phénomène occidental ? »

« Elle a été populaire, mais elle ne l'est plus. Elle est devenue une expression pratique aristocratique. Ce qui est populaire, aujourd'hui, c'est Guy Lux. C'est le discours interminable dans lequel nous sommes plongés. Nous vivons une époque où tout le monde se croit obligé de parler tout le temps, et où l'on « tient » huit jours sur n'importe quel écho. On ne cherche

plus de slogan, cette façon de parler vive et rapide. Et le dessin, à l'origine, est un bouche-trou : il n'existe plus guère que comme illustration, très rarement comme expression. Les gens ne savent plus lire un signal rapide, et ne savent plus saisir un dessin, c'est-à-dire l'expression subjective d'un dessinateur. Or, si vous enlevez le prisme par lequel passe tout ce qu'il fait, il ne reste rien, sinon un simulateur. Et c'est pourquoi ce que l'on nous demande désormais. »

« L'important, je pense, n'est pas de parler comme tout le monde, mais de trouver son propre langage. Pour ma part, j'aime la vivacité d'esprit, le raccourci, l'ellipse. J'aime la beauté de l'évidence. »

« Comment Savignac est-il devenu l'affichiste-acteur que nous connaissons ? Dans vos mémoires, vous décrivez votre long apprentissage, et vous nous dites : « Je suis né à l'âge de quarante et un ans des plaques de la vache Monzon. » L'affiche à laquelle vous faites allusion n'est pourtant pas la première. »

« Mon métier n'est en effet défini très progressivement. Cette progression possible est d'ailleurs une des merveilles des métiers graphiques : un peintre peut perdre la tête en vieillissant, mais il ne perd jamais l'œil. »

« Des affichistes, il y en avait beaucoup. Cappiello, le premier ; puis Loutch, Carlu, Loutch ou Cassandre, qui prit une direction, originale en appliquant des trouvailles graphiques et picturales. Pour moi,

ont dû entrer dans des agences. Ils ne font plus d'affiches. »

« C'est que c'est un métier difficile, et dans lequel on ne fait pas fortune même si l'on parvient à vivre bien. Mais il donne l'indépendance. Degas disait qu'il faut décourager les débutants pour ne pas les décevoir plus tard. Cela est vrai pour l'affiche : il faut un caractère solide à celui qui veut en faire son métier. Son seul imprécis, c'est le mur. Et comme l'acteur, il lui faut avoir du succès de son vivant. »

« J'aime la fugacité de mon travail. Une affiche apparaît et disparaît : c'est une passade. Paradoxalement, une bonne affiche peut laisser des traces profondes dans la mémoire des gens. Et n'est-ce pas cela la postérité ? Cette réussite d'un travail, j'appelle cela le doigt de Dieu. C'est plus que de la vanité : c'est un bonheur vrai. Je suis passé de la feuille blanche à quelque chose qui vit. »

« Vous attachez, je crois, une grande importance à l'impression de vos affiches ? »

« Malheureusement, il n'y a presque plus d'imprimeurs. La belle lithographie est pratiquement morte, et il n'y a déjà plus de grands lithographes. La vraie lithographie, c'est un mariage entre le papier et la pierre, ou plus souvent le zinc, un mariage d'amour. Un aplat et est un aplât. Pas besoin de passages supplémentaires, comme souvent avec les procédés actuels. On dirait que plus les machines sont perfectionnées, plus le tirage est moche. Et pourtant les gens s'en contentent, cette complaisance vis-à-vis de la médiocrité, c'est ça le mépris du public ! »

« Le véritable imprimeur, c'est celui qui sait traiter une affiche non pas à la lettre, mais en respectant son esprit. Alors chaque affiche prend une vie particulière. »

« Nous sommes à la veille d'une nouvelle campagne politique. Ne serait-ce pas une occasion de redonner à l'affiche l'originalité que lui refusent la plupart des publicités commerciales ? »

« On ne verra pas d'affiches aux élections. Pour parler au peuple, aujourd'hui, il faut de la photo, des chromos fabriqués. Les affiches fortes et agiles, comme les affiches négatives, ne sont pas possibles parce qu'on découvre partout la même démagogie. »

« Il faudrait retrouver un peu de cynisme. Cela redonnerait un peu de tonus à notre société. Mais on a peu des mots forts. Et on a peur des vraies affiches. »

Propos recueillis par FRÉDÉRIC EDELMANN.

U.G.C. MARBEUF v.o.
VENDOME v.o. (son magnétique) UGC DANTON v.o.
Et si demain, nous étions tous des INDIENS!

SND présente

UN FILM DE
JEAN-PIERRE
DUTILLIEUX

RAONI

avec CLIVE KELLY
Produit par BARRY WILLIAMS
Directeur de la photo CARLOS SALDANHA assisté de BILL LEIBACH
Musique de EGBERTO GISMONTI - CINÉMASCOPE COULEURS

cinéma

VOYAGE A TOKYO

de Yasujiro Ozu
D'un très grand cinéaste japonais, mort en 1963 et pratiquement inconnu en France, une œuvre fascinante. On retrouve dans tous les films d'Ozu ce thème de la dissolution de la cellule familiale. Quant au style, si est celui d'un homme qui poursuit la vérité et la beauté à travers le dépouillement absolu.

ELLES DEUX de Maria Messaros
Marina Vlady, grande, équilibrée, et la petite Lili Monori, sauvage et un peu cruelle, apprennent l'une et l'autre à reconstruire leur vie. Maria Messaros construit leur évolution à travers leurs difficultés familiales, dans un film tout en atmosphères, en intensité de jeu et d'expression.

LE BOIS DE BOULEAUX d'Andrézej Wajda
Une maison à la campagne. Deux frères, l'un rongé par le souvenir de sa femme morte, l'autre miné par la tuberculose. Entre les deux, une robuste paysanne dont le corps est un appel. Un film intimiste, où Wajda fait merveilleusement apparaître le rapport de l'érotisme à la mort, et chante l'espoir de la vie.

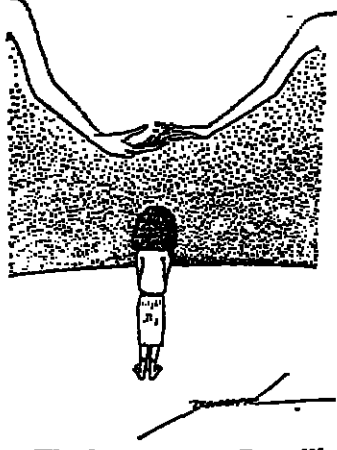
JULIA de Fred Zinnemann
Comment, dans les années 30, sous l'influence d'une amie de jeunesse, Lillian Hellman, intellectuelle juive américaine, auteur dramatique célèbre, découvrit la nécessité de la lutte. Par une narration romanesque exemplaire et les associations de la mémoire affective, Zinnemann recrée le cheminement de la conscience progressiste.

LE MIROIR d'André Tarkovsky
Le cinéaste d'Andréi Roublev se penche sur son passé, sur son enfance, évoque, à travers le visage de la même actrice (la sensible et bouleversante Marianna Terekhova), sa mère jeune, et sa femme. Film de souvenirs et de fantasmes, le Miroir relate la vie intérieure d'un individu à l'âme russe, l'attachement au pays natal.

SAFRANA de Sidney Sokhona
Quatre Africains, ouvriers, qui ont fait l'expérience du prolétariat parisien, découvrent, en Côte-d'Or à l'occasion d'un stage agricole, les valeurs d'un monde rural menacé comme le leur. Après Nationalité : immigré (Prix Georges Sadoul 1975), Sidney Sokhona, cinéaste mauritanien réalisant en France, baigné la prise de conscience politique des Noirs immigrés au problème du retour en Afrique et du « droit à la parole » sur la terre natale. Une remarquable « fiction documentaire ».

LE RETOUR DE L'ENFANT PRODIGE de Youssef Chahine
La désagrégation d'une famille bourgeoise égyptienne entre les guerres israélo-arabes de 1967 et

une sélection



« Elles deux », vus par Bonnard.

1973, l'échec du nationalisme. Une fable sociale portée par le style romanesque et critique de l'auteur de la Terre et du Moineau.

SIX FILMS CHINOIS
Réalités entre 1961 et 1974, ces six films ont été victimes de la censure de Mme Chiang Ching. Leçons d'histoire et actes de foi, leur valeur de témoignage l'emporte sur leurs mérites cinématographiques.

ET AUSSI : Pitié pour le prof ! de Silvio Narizzano (un jeune instituteur dans l'Ouest canadien des années 30) ; Harro, de Gilles Béhat (les drames d'un village français après la guerre de 1914 ; violence et lyrisme) ; le Voyage au jardin des morts, de Philippe Garrel (fascination et sorcelleries poétiques d'un cinéaste marginal) ; les Liens de sang, de Claude Chabrol (un « thriller » psychologique) ; l'Érétique, de John Boorman (métaphysique du bien et du mal dans la suite de l'Exorciste) ; Angela Davis, l'enchânement, de Jean-Daniel Simon (méthodes de lutte contre le perfectionnement du racisme aux États-Unis) ; Je suis un autarcique, de Nanni Moretti (les schémas de la nouvelle gauche italienne) ; les Petits Câlins, de Jean-Marie Poiré (regard nouveau sur la jeunesse moderne) ; De l'autre côté de minuit, de Charles Jarrot (Marie-France Pisier et le délire du mélodrame hollywoodien) ; Barbousse, d'Alkira Kurosawa (des « Misérables » japonais).

théâtre

LES RUSTRES
Les phalocrates apprivoisés. Les femmes ont le beau rôle dans cette pièce célèbre de Goldoni. Nelly Borgeaud, Magali Renot ainsi qu'Ariette Gilbert, Christine Minazzoli s'adonnent joyeusement au plaisir de jouer avec Georges Geret, Gaston Vachin, avec un Pierre Mondy et un Michel Galabru époustouflants.

MEURTRE DANS LA CATHÉDRALE de Chaillet
Un mois dans la vie de Thomas Becket. Ou comment les derniers jours de l'archevêque de

Canterbury, rentré d'exil pour témoigner de la vérité, furent de lui un saint : le patron des opprimés, l'image de la justice. Terry Hands, metteur en scène invité par la Comédie-Française, a choisi l'authenticité. Les comédiens du Théâtre de la Molière élèvent habilement l'ancien Théâtre populaire. Ils y défendent la pièce très chrétienne de T.S. Eliot. Tant bien que mal.

GOTCHA au Marie-Stuart
Quand un posse ne possède rien et que les autres oublient jusqu'à son nom, quand il devient fantôme, la seule manière qui lui reste d'exister c'est de jouer avec la peur des autres, jusqu'au bout de son désespoir. Gotcha est la tragédie de l'anonymat.

LA MOUETTE à Suresnes
Les héros déphasés de Tchekhov cherchent un contact qui confirme leur existence. Ce sont les fantômes d'une société sans avenir qui hantent nos mémoires. Leur drame est le nôtre. Leur monde est la scène. Tchekhov et Bayen se rencontrent sur leur terrain commun, le théâtre.

LES PAQUES A NEW-YORK à la Cité internationale
Illustration du grand poème de Blaise Cendrars, montrant la vie des immigrés en Amérique. Du nouveau même, plein d'idées.

ET AUSSI : David Copperfield à la Cartoucherie du Soleil (les temps retrouvés de l'enfance) ; Parade à l'Aire libre (anasthèmes brûlants dans les rues noctambules) ; la Coupe du monde au Séisme (Copé) ; Apprends-moi, Céline, aux Nouveautés (Maria Pacôme) ; Dom Juan, à la Cartoucherie de Vincennes (Molière dans ses meubles) ; Boîte-Mao-Boîte, au Lucernaire (Albee mis en mémoire par Laurent Terzieff) ; le Bateau pour Lipica à la Comédie des Champs-Élysées (le cœur parle) ; le Roi des roses, au Fontaine (l'éternel succès de Wolfinski et Confortes actualisés).

musique

BERNSTEIN ET LA PHILHARMONIQUE DE VIENNE
La salle Pleyel sera sans doute trop petite pour cet unique concert de la Philharmonique de Vienne avec la Deuxième Symphonie et l'Héroïque de Beethoven dirigés par Leonard Bernstein. Souhaitons que ce concert, organisé par Radio-France, soit télévisé en même temps que radiodiffusé, car Bernstein est sans doute au sommet de son art de l'interprétation beethovenienne. Seuls les plus grands devraient avoir le droit de diriger Beethoven, trop galvaudé à la télévision (Pleyel, le 17 février).

LE REQUIEM DE SCHUMANN
Dats œuvres émouvantes du dernier Schumann sont à l'affiche de l'Orchestre National, dirigé par Gabriel Chamur : le Concerto pour violoncelle, de 1850, ardent, plein de flamme, hanté cependant par la folie

sous-jacente, et le Requiem, de 1852, qui marque des traces d'épuisement. Avec des magnifiques solistes, au premier rang desquels Jessye Norman (Saint-Louis-des-Invalides, le 22).

L'« ORMINO » A LYON
Elève de Monteverdi, Cavalli a composé de merveilleux opéras encore presque inconnus. Il faut aller voir à l'Opéra de Lyon l'un de ses chefs-d'œuvre, l'Ormino (1644), qui avait ravi Glyndebourne il y a quelques années (les 21, 22, 23, 25, 26).

MUSIQUE CONTEMPORAINE
Tandis que l'IRCAM consacre sept scènes au « temps musical » (séances de travail dirigées par P. Boulez, avec des œuvres de Ligeti, Messiaen, Stockhausen, Boulez et Carter, jouées par l'Ensemble intercontemporain au Centre Pompidou, du 17 au 23), la maison de la culture de Nanterre commencent un festival des « Voix, théâtres et musiques d'aujourd'hui » en collaboration, avec l'Atelier lyrique du Rhin, où l'on reverra pour commencer la meilleure œuvre de Georges Aperghis, Histoire de loup, d'après Freud, mise en scène par Pierre Barrat (les 22, 23 et 24).

JOURNÉE SERGE NIGG
« Perspective du vingtième siècle » consacre sa journée à Serge Nigg, un compositeur complexe et imparfaitement connu, ancien sériel qui a repris rapidement sa liberté par nécessité lyrique. Au programme de cette journée, des œuvres très originales de Boulez, Le Roux, Messiaen, Webern, Schoenberg, Jolivet, Scriabine et, bien entendu, de Nigg (Radio-France, le 18, à 18 h 30 et 20 h 30).

— ET AUSSI — J.-B. Pommier, piano (Champs-Élysées, le 18) ; Prestige de la musique : Debussy, Ravel (Pleyel, le 18) ; Elias Chostakovitch, Dvorak, par l'Orchestre de Paris, dir. W. Rowicki, avec I. Perlman (Palais des Congrès, le 18, à 20 h 30 ; le 17, à 19 h) ; Champs-Élysées, le 18, à 10 h) ; Ensemble à vent Maurice Bourgue (TSP, le 18) ; Purcell, Leclair, Haendel, Rameau, par l'Orchestre philharmonique, dir. J. Poole (Radio-France, le 18) ; Carmen, mise en scène L. Ducreux (du 18 au 19) ; Schubert, par Eren-del (Champs-Élysées, les 17, 21, 24) ; les Contes d'Hoffmann, mise en scène F. Chéreau (Opéra, le 17) ; H. Saeryng (Grenoble, le 17) ; Ensemble Pro Musica et O. Pletti (Saint-Germain-des-Près, les 17 et 24) ; Adrienne Lecouvreur de Cilea (Opéra de Monte-Carlo, les 18, 22, 26) ; Eugène Onéguine par les chanteurs du Bolchoï (Opéra de Bruxelles, les 19, 22, 26) ; Schubert, par le Trio à cordes de Paris et W. Chodack (Théâtre d'Orsay, le 19, à 11 h) ; Ensemble instrumental de France, dir. J.-P. Waller, avec M. Yepes (Pleyel, le 20) ; Nelson Freire (Athènes, le 20) ; P. Cocherneau (Notre-Dame, le 20) ; K. et M. Labèque, E. Ross, G. Causse et A. Dumay (concerts bicus du Palais des Congrès, le 21, à 18 h 30) ; Autour de Monteverdi, par le Quatuor Per Cantar (Saint-Séverin, le 21) ; Bach, par I. Perlman (Champs-Élysées, les 22 et 27) ; Jeremy et Yehudi Menuhin (Pleyel, le 22 février).

expositions

LE NOUVEAU MUSÉE DE L'AFFICHE
(Lire nos articles page 15.)

RUBENS ET SON SIÈCLE au Louvre et au Grand Palais
Rubens, ses maîtres, ses élèves, troisième et dernier volet de l'homme parisien au maître flamand. Une exposition qui comporte plus de cent cinquante dessins des collections du Louvre. En cinq salles, dont quatre sont entièrement consacrées à Rubens. Pour compléter le dossier du département des peintures sur Le Dix-Septième Siècle flamand et le Siècle de Rubens, au Grand Palais.

L'ART MODERNE DANS LES MUSÉES DE PROVINCE au Grand Palais
Un panorama des richesses des musées classés et contrôlés, dans le domaine de l'art moderne et contemporain. À travers près de trois cents tableaux, dessins, sculptures et objets couvrant la période de 1905 à nos jours, l'occasion de découvrir, de Bonnard, Matisse ou Picasso à Louis Cane ou Titus-Carmel, des œuvres importantes, notamment celles qui ont été récemment acquises.

LA DONATION PIERRE LEVY à l'Orangerie

Une donation qui comprend près de deux mille œuvres, et qui a été par deux fois partiellement présentée à Troyes où elle sera définitivement installée. Tout n'est pas non plus exposé à l'Orangerie où l'on s'est efforcé de respecter l'esprit de la collection, avec ses temps forts : les fauves, Dérain, La Fresnaye, Marinot, les arts africains.

LES SINGULIERS DE L'ART à l'Arc-Paris

« Des inspirés aux habitants paysagistes », quelque part à la lisière de l'art brut, la production « singulière » d'artistes, « boulangers, mineurs, cultivateurs, cordonniers », qui, souvent à l'âge de la retraite, se sont mis à bricoler un univers imaginaire superbe, ont bâti, assemblé, peint, fabriqué des objets pour remplir leur maison et leur jardin, de pierre, de couleurs, de vie.

SUC'E D'ART

« Musée des arts décoratifs D'une maquette de cathédrale aux animaux géants, des dessins et dessins d'heures de travail passées à la réalisation d'œuvres dont le destin est, par essence, éphémère. Le sucre, la confiserie, ça se mange ou ça fond. Performance technique et insolite, « art bouffe » et création populaire, et, une fois de plus, artistes et artisans.

GENEVIEVE ASSE

au Musée d'art moderne de la Ville de Paris
Après avoir été présentée à Genève, l'œuvre gravée de Genevieve Asse, dont R.M. Mason a établi le catalogue raisonné, est exposée dans son intégralité. Un voyage à la conquête rigou-

reuse d'un espace de plus en plus dépeuplé, qui n'exclut ni la sensibilité ni la poésie.

ET AUSSI : Dorcas Auren, d'Anne et Patrick Poirier (la fascination des ruines), Calder (images de la vie quotidienne d'un grand sculpteur disparu) et E.J. Marey (un photographe et le mouvement), au Centre Georges-Pompidou ; Diaghilev, au Centre culturel du Marais (une exposition-spectacle : les Ballets russes, des peintres, des décors, des costumes et de nombreux documents) ; Toiles de Nantes des dix-huitième et dix-neuvième siècles (Jouy n'avait pas l'exclusivité de l'indienne) et l'Herbier de J.-J. Rousseau (à l'occasion du bicentenaire), au Musée des arts décoratifs.

danse

CAROLYN CARLSON au Centre culturel du Marais
Cyper, une création sur une musique de Janet Cooke. C'est dans ses solos que Carolyn Carlson révèle le mieux comment elle établit sa relation avec l'espace (jusqu'au 19, 20 h 30).

ET AUSSI : la compagnie américaine de Kijli Keuter, à la Maison des arts et de la culture de Créteil le 6, au théâtre de Villiers-le-Bel le 18 (un chorégraphie dans la lignée de Paul Taylor).

variétés

PASCAL AUBERSON au Théâtre de la Ville
Un ton, une couleur, qui ne doivent rien à personne, un interprète qui a une drôle d'efficacité scénique (18 h 30).

BARBARA à l'Olympia
Les entours de Barbara, les presque-riens qui cachent une déchirure ou une désespérance (20 h 45).

FRANÇOIS BERANGER à l'Elysée-Montmartre
Le monde qui change, le monde qui éclate, par un auteur-compositeur-chanteur qui s'est radicalement transformé en quelques années (21 h).

COLUCHE au Théâtre du Gymnase
Coluche cherche sans doute encore son public, mais présente quelques monologues très corrosifs, d'un très haut niveau (21 h).

LE CUARTETO CEDRON au Théâtre de la Renaissance
Le tango argentin adapté, modernisé par un des meilleurs groupes du genre (jusqu'au 17, à 21 h).

BERNARD HALLER au Palais des Arts
Un très grand comique qui sait donner dans la peinture des caractères — en peu de mots, de phrases, de gestes — une étonnante épaisseur de vie (20 h 45).

EMMYLOU HARRIS à Mogador
Le country-rock par la chanteuse-guitariste Emmylou Harris : une présence et une force incontestables, un remarquable groupe derrière elle (le 20 février, à 19 h 30 et 22 h).

15 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES 7-21 FÉVRIER A 21 H

QUATRE A QUATRE
Pièce québécoise de Michel Garneau - mise en scène de Gabriel Garran
Inhabituel, très attachant, scénariste québécois excellent. Michel Cournot "Le Monde"
Une soirée rare. Caroline Alexander "L'Express"
Grave, sensible et générique. Jean-Pierre Lémonard "L'Humanité"
Gorgé d'humour. Michel Grey "L'Aurore"
Tout à fait remarquable. Jean-Jacques Gautier de l'Académie Française "Le Figaro"
Une réussite. Matthieu Galey "Le Quotidien de Paris"

théâtre de la commune d'Aubervilliers - 833.16.16
Square Stalingrad (avenue de la République) 93500 Aubervilliers

le vendredi 17 février
BEAU DOMMAGE
grande soirée québécoise
20 h Quatre à quatre de Michel Garneau
mise en scène Gabriel Garran
21 h 30 Beau Dommage

Nom _____
Adresse _____

Réservation par correspondance. DATE _____

Quatre à quatre (20 h)	Nbr	x 20 F =
Beau Dommage (21 h)	Nbr	x 25 F =
Tarif couple (35 F)	Nbr	x 35 F =
Réglement par chèque à retourner au T.C.A.		Total

LE PSYCHOPOMPE
de
GUÉNOLE AZERTHIOPE
20 h 30
LA PÉNICHE
quel de Volmy
(en face de la rue du Terrage)
Métro : Château-Landon.
Réservation : 205-40-39.

Centre Dramatique de Nanterre
TRISTAN et ISEULT
mise en scène Ariette Bonnard
Représentations exceptionnelles
à la maison de la culture de Nanterre
MERCREDI 15 - VENDREDI 17 - SAMEDI 18 FÉVRIER à 21 h
dimanche 19 à 15 h 30
Renseignements et Location : tel. 204.18.21.

CABARETS

LES 2 MEILLEURES SOIRÉES DE PARIS

LIDO
NOUVELLE SUPER REVUE
"Allez Lido"
22h00 DANSEMENT
12h00 CHAMP-REVUE
12h00 2^e SPECTACLE
182.15.11 et agences - SERVICE CONCERTS

BAL DU MOULIN ROUGE
22h00 CHAMP-REVUE
12h00 2^e SPECTACLE
02.20.19.02

LISSETTE MALOUD
20 h 30 DANSE-REVUE
par pers. 179
22 h 30 CHAMP-REVUE
par pers. 115

JEAN-MARIE RIVIERE
PARADIS LATIN
DINER SPECTACLE
28 rue Cardinal-Lemoine 5
Réservations :
AGENCES, HOTELS
et 325.28.28

FETE ALCAZAR
REVUE ENTERTENEMENT NOUVELLE
22 RUE MAZARINE 325 0220 Paris
190 F
service compris
DINER DANSANT 20 h 30
ET SPECTACLE 22 h 30
9, Av. Gabriel Péri 8
Rép. 250.55.00 et agences

SPECTACLES
à Calais

L'artiste et l'

... par un drame hongrois

... BARBEROU

ELYSEES LINCOLN - MAISONNEUILLE
MAISONNEUILLE FARNASSE - 14 JUILLET 5A

MONTE-CARLO - CANNES - NICE
SAINT-LAZARE PARNASSE - SAINT-GERMAIN
14 JUILLET PARNASSE - SAINT-GERMAIN
PLM SAINT-JACQUES - SAINT-GERMAIN
ARTEL Villeneuve - BELLEVILLE
ELYSEES 2 La C

le nouveau film de YVES

مكتبة من الأصل

Rodin à Calais

L'artiste et la commande publique

Il est naturellement question en ce moment, au Musée des beaux-arts de Calais, de ces braves bourgeois dont l'un, Eustache de Saint-Pierre, disant en 1347, selon Froissart : « Je me mettrai volontiers en chemise, nu-tête, la corde au cou, à la merci du roi d'Angleterre. » Puisqu'une excellente exposition, Auguste Rodin, le monument des Bourgeois de Calais (1884-1885), détaille l'immense travail accompli par le sculpteur pour donner forme à ce lointain cortège héroïque. Et plus de cent vingt pièces — études de nus et de visages, maquettes, modèles, etc. — illustrent la poursuite d'un grand récit collectif grâce à des portraits imaginaires.

Mais l'originalité du très intéressant travail conduit par Dominique Rodin, le monument des Bourgeois de Calais est d'avoir mis en scène d'autres bourgeois de Calais : ceux dont il est question dans le dossier extrêmement attentif qui double l'exposition, les membres des « comités » successifs nommés par arrê-

tés municipaux, environ une trentaine de notables responsables de la commande. En fait, la publication des cent cinquante-neuf lettres échangées entre Rodin et le président du Comité du monument des Bourgeois de Calais, Omer Dewavrin, a suscité l'exposition et l'écriture. En réunissant les lettres de Rodin qui se trouvaient aux archives municipales de Calais et celles de Dewavrin, conservées au musée Rodin, on a pu suivre, souvent jour par jour aux périodes de conflits, les rapports du sculpteur et d'un groupe méconnu. Si bien que le sujet se trouve déplacé et devient : « Une commande de type municipal à la fin du dix-neuvième siècle. » Ce parti à l'avantage de préciser les pressions exercées sur Rodin et l'inconvénient d'isoler les « Bourgeois de Calais » du reste de l'œuvre. Par souci d'un éclairage très ajusté pour cette monographie sévère, il n'a été fait appel qu'à des réserves du musée Rodin, parfois complétées par des pièces du musée de Calais.

tout de même dessiné plusieurs projets, hésitant entre le socle haut qui découpe sur le ciel et donne un accent héroïque et une présentation très basse, plus « familière », d'accès direct sur la sensibilité, permettant de « laisser le public pénétrer au cœur du sujet ».

Mettre en tête de l'exposition un buste d'Eustache de Saint-Pierre de 1890 par Jean-Pierre Cortot — œuvre bien peignée, bien « antiquisante » et bien dénuée de tout — ne pouvait que souligner le côté général des tergiversations de Rodin au travail. La corde-foulard, même trop follement animée, passe mieux après sa version en sage collier symétrique et muet.

La salle, bien éclairée, où l'alternance des plaques blanches et des bronzes spectaculaires au centre avec les grands nus, joue souvent à plaisir, est très réussie et bien conçue : elle peut faire comprendre presque toutes les particularités de la démarche d'un géant.

Une démarche qui va partout à la fois. Et même cette « monographie » qui se veut fermée n'a pas pu éviter de signaler quelques voies de communication — par exemple avec le Balzac — dans ce chaos où les gestations sont polyvalentes. Les résultats du travail émergeaient dans les fameuses « assemblages ». Des mains étudiées de façon indépendante sont greffées à des bras, des têtes, à des corps. Mains et visages peuvent être répétés dans le même groupe comme c'est précisément le cas avec les « bourgeois », où la même tête sert pour trois des personnages — à la barbe près. Ces études de parties séparées que Rodin, on le sait, nommait ses « abutris » servent de matériaux de construction disponibles, prêts à entrer dans des combinaisons parfois étranges : la tête de Pierre de Wissant et un nu féminin, ex-visage de Camille Claudel, tandis que tout un stock de têtes et mains (entre autres, deux fois celle de Jean d'Aire), provenant de la réduction mécanique de notre mouvement par le procédé Collas, composent un fouillis assez macabre protégé par une dammée venue de la « Porte de

l'Enfer » mais enrichie d'une paire d'ailes.

Les études de têtes utilisées pour le monument de Calais et les nus correspondants occupent à droite de l'entrée une série de petits formats, marqués de quelques très brillants croquis, mais inégale, d'où allait sortir la maquette si vivement discutée. On sait que Rodin a voulu des modèles considérés comme représentant des types humains de la région, et que, sans pour Eustache de Saint-Pierre, les noms attribués à ces portraits imaginaires sont récents. Ils servent de toute manière à désigner d'admirables visages pour lesquels sont placés fréquemment côte à côte le plâtre, toujours le meilleur, un bronze plus mou, éventuellement une terre cuite souvent intéressante.

Les nus correspondants précédant la figure vêtue décident de l'attitude de chacun des bourgeois, attitude qui, des esquisses à la version définitive, reste théâtrale mais perd certaines exoties d'expression comme le visage de Jean d'Aire perd ses larmes en relief.

Faut-il voir dans cette évolution où le drame est mieux contenu l'effet des critiques du comité légitime ? Certainement, dans la mesure où les modifications dépassent les améliorations qui peuvent résulter des progrès du seul travail. Toutefois, si Rodin a remanié le contenu expressif de l'œuvre, il n'a pas cédé sur la structure « cubique » toujours maintenue depuis la première maquette. Il n'est pas nécessaire d'ajouter que cette structure exceptionnelle, si difficile à établir, est un exploit de composition.

Belle vitrine de mains, têtes colossales réalisées vers 1909 à partir d'agrandissements d'états définitifs de têtes du monument, dessins, croquis, documents photographiques (modèles) complètent un ensemble soigné, neuf et intelligent où, malgré tout, plus que sa correspondance, compte l'art de Rodin groupant ces dix otages.

PAULE-MARIE GRAND.

* Calais, Musée des beaux-arts, jusqu'au 18 mars ; Paris, Musée Rodin, 27 avril-28 septembre.

Le destin de trois collections

Tableaux maudits et monnaies rares

Pour vingt cinquante, cent ans, des objets s'accumulent en une longue sédimentation. Et puis, comme une arde soudaine, la mort, le besoin d'argent, ou simplement l'ennui du passé ou l'incompétence de l'héritier, bouleversent cette fragile réunion, et la flot d'une vente publique emporte tout.

Le docteur Mondolfo, célèbre philatéliste italien, avait ainsi rassemblé la plus importante collection de tableaux d'un peintre peu connu, mais, depuis le décès de Mondolfo, l'œuvre a été dispersée. Monsieur Didier s'appelle en réalité François de Nôme, mais il avait un ami, Didier Barra, qui fut son aide en peinture et son complice en friponneries dans l'Italie incertaine de la première moitié du dix-septième siècle. On lui — leur — doit des vues de places ou de monuments dévastés dont la rigueur architecturale — on pense à Piranesi — se fait presque menaçante, comme si, telle la statue du Commandeur, ces blocs de pierre énormes, ces colonnes trop hautes, allaient se venger des deux étrangers Don Juan qui les ont créés, de ces deux petites silhouettes qu'on aperçoit, campées devant des ruines imaginaires dans une toile où il est tentant de voir un double auto-portrait (1,47 m x 2 m, au prix de 108 000 F français). Ce tableau et d'autres, — adjugés entre 15 000 et 50 000 francs — ont été vendus le 28 janvier à Rome, chez Christie. Ils portent malheur, dit-on, et ont donc été achetés par des Suisses ou des Allemands, gens réputés peu superstitieux. La cause de cette crise dévastatrice : la fille du docteur Mondolfo avait été enlevée par des bandits, et il a fallu payer rançon.

A Paris, c'est la mort qui emporte Mrs. Squier, mais cette riche Américaine laisse à trois œuvres, la Ligue contre le cancer, la Croix-Rouge et une association d'handicapés, un trésor de sept cents pièces d'or, près de 11 kilogrammes de métal précieux ! Ces monnaies ont représenté l'essentiel de la vente tenue à l'hôtel George-V le 2 février (étude Ader-Picard-Tajan, experts MM. Bourgey et Page). Le résultat élevé, de 5 628 000 F, est dû principalement à la clientèle étrangère, venue à Paris pour acquérir des pièces du monde entier, dont seuls les spécialistes des pays germaniques peuvent apprécier toute la rareté. Les Espagnols se sont donc disputés les monnaies de leurs anciennes colonies, et une pièce mexicaine de 8 escudos, estimée 6 000 à

8 000 francs, a atteint 105 000 francs : elle avait été frappée en 1813 à Guadalajara et non à Mexico, comme la plupart. Les pièces anglaises, grecques ou suisses, ont réservé moins de surprises, mais, là encore, les estimations ont été souvent dépassées (28 000 francs pour une pièce de 5 guinées de 1739, 51 000 francs pour une pièce de 100 drachmes frappée à soixante-seize exemplaires en 1876, 88 000 francs pour une pièce de 5 ducats, Berne, 1796). Le prix le plus élevé a été obtenu par une exceptionnelle pièce polonaise de 40 ducats, frappée en 1821, et pesant plus de 139 grammes, elle paraît avoir été ciselée, tant les détails de l'armure du roi Sigismond sont précis (290 000 francs).

Avec la vente d'instruments scientifiques du 7 février à Drouot-Rive gauche (étude Lambert et Costant, experts M. Erioux), c'est un autre type de collection qui a été dispersé. Tous les étudiants en médecine de Paris ont connu la vieille maison Collin-Gentile, successeur de Charrière, fondée en 1830 : c'est la collection particulière de l'entreprise qui a été vendue. Quelques-uns des plus beaux instruments de chirurgie du dix-neuvième siècle, mécaniques impeccables propres à réparer la machine humaine, ont été fort heureusement préemptés pour le compte de l'Assistance publique et du Val-de-Grâce : un ensemble de scies et de vilebrequins d'un fonctionnement si subtil qu'on trouve peu de chirurgiens assez habiles pour les manier (41 000 francs) ; une scie double à manche t'ivoire sculpté, fabriquée vers 1840, dont les deux lames parallèles découpent les apophyses des vertèbres, de chaque côté du canal médullaire (13 000 francs) ; enfin, un trépan fabriqué par Tréss au dix-huitième siècle, élégant comme un joli bourgeois et qui semblait sorti d'une planche de l'Encyclopédie (13 800 francs). Rajout, œuvre de charité, disparition d'une ancienne fabrique, le marteau des enchères a toujours une conclusion prête.

JEAN-MARIE GUILHAUME.

P.-S. : Un plumeur Kadjar représentant la victoire des Français sur les Arabes en 1804, et exécuté par Ismail, a été acheté 200 000 F par un collectionneur iranien le 6 février à Drouot-Rive gauche (étude Boussignard et Heckerken, expert Mme Kevorkian). Ce nouveau record confirme la vogue des « qualimandans » (le Monde du 19 novembre 1977). On se souvient qu'un plumeur saïwade de Mohammed Zaman a vaillamment vendu 130 000 francs à un Iranien par la même étude le 28 octobre 1977.

ÉLYSÉES LINCOLN - HAUTEFEUILLE
14-JUILLET PARNASSE - 14-JUILLET BASTILLE

par le réalisateur de "DERSOU OUZALA"

BARBEROUSSE

le film d'AKIRA KUROSAWA

MONTE-CARLO - GAUMONT RICHELIEU
SAINT-LAZARE PASQUIER - QUINTETTE
14-JUILLET PARNASSE - 14-JUILLET BASTILLE
PLM SAINT-JACQUES - CARREFOUR Pantin
ARTEL Villeneuve - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiais
ÉLYSÉES 2 La Celle-Saint-Cloud

L'Amour Violé

le nouveau film de YANNICK BELLON

CHAPELAIN-MIDY

CANTIQUE DES CANTIQUES

jusqu'au 15 mars

Exposition au Moulin de Vauboyen
Centre Artistique et Culturel Bièvres (Essonne)
Tous les jours de 14 heures à 18 heures, sauf mardi

MUSEE POSTAL - 4 - 26 FÉVRIER 1978

Bernard Buffet

Maison de la Poste et de la Philatélie - 34 Boulevard de Vaugirard Paris 15e

GALERIE COLETTE DUBOIS

352, rue Saint-Hippolyte (1^{er}) - 250-54-83

COLETTE BELEYS

paysages français

10 février - 6 mars

GALERIE SAINT-AUGUSTIN

5, rue La Boétie, 75008 PARIS

« Les Peintres de Paris »

UTRILLO - QUIZET - MACLET -
MADELIN - GENIN - HAMON

Du 14 février au 31 mars

GALERIE JEAN LARCADE

20, rue du Temple, 75004 PARIS - 272-89-56

STÄMPFLI

15 février - 9 mars

JACQUES BREL

D.-A. STEINLEN

jusqu'au 15 mars

Exposition au Moulin de Vauboyen
Centre Artistique et Culturel à Bièvres (Essonne)
Tous les jours de 14 heures à 18 heures, sauf mardi

EXPOSITION-VENTE

Meubles anglais au pin
Importation directe. Prix exceptionnels du 17 au 22-2, même dimanche, 49, rue des Archives, 75004 Paris. 272-27-19 (11-21 heures).

GALERIE REGARDS

49, rue de l'Université (7^e)
de 14 à 18 h (sauf lundi) - 281-10-22

HAAS

Exposition 16 février-14 mars
Vernis, jeudi 16 fév, de 18 à 20 h.

GALERIE HORIZON

21, r. de Bourgogne (7^e) - 335-58-27

H. de WAROQUIER

et un groupe de Peintres
sur le thème
« le corps et le visage »
16 février - 1^{er} avril

MUSEE BOURDELLE

18, rue Arcole-Bourdelle
Métro Montparnasse

LE DA

Bestiaire et Métamorphoses
T.I.J. (et mardi) 18 à 17 h. 40

Galerie d'Art et la Paix

35, rue de Clichy - PARIS-9^e

KIJNO

papers truissés
lithographies de la série
des horribles masques de la guerre
du 9 février au 4 mars 1978

GALERIE BELLECHASSE INTERNATIONALE

SEILER

1^{er} février - 5 mars

28 bis, bd Sébastopol (8^e) 278-02-91

André QUEFFURUS

Peintures

du 16 février au 18 mars

Galerie Jean LEROY

37, rue Quincampoix,
PARIS-REAUBOURG

SAGOT-LE BARRE

24, rue du Four (8^e)

BERNARD BUFFET

Pointes sèches 1962-1977

Jusqu'au 21 mars

ATELIERS et GALERIES

ROBERT FOUR - TAPISSERIES

28, rue Bonaparte, PARIS

Claude Bleynie

MÉTABILES

œuvres murales

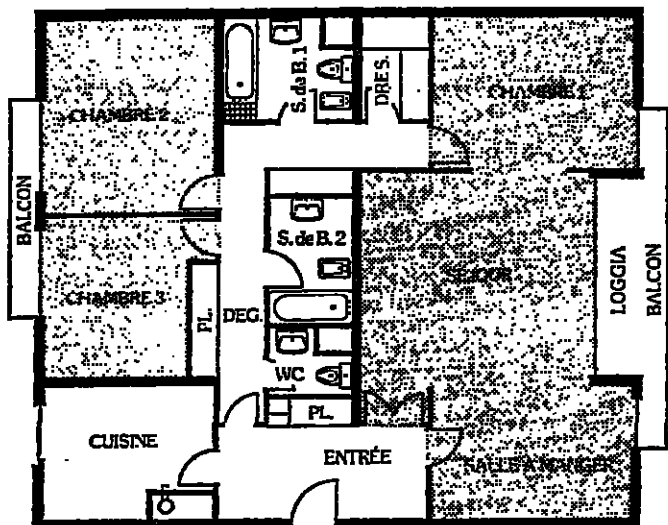
Du 16 février au 11 mars
T.I.J. 10 h. à 19 h. sauf jeudi matin

11-12-1941
 13-14-1941
 15-16-1941
 17-18-1941
 19-20-1941
 21-22-1941
 23-24-1941
 25-26-1941
 27-28-1941
 29-30-1941
 31-1-1942
 1-2-1942
 3-4-1942
 5-6-1942
 7-8-1942
 9-10-1942
 11-12-1942
 13-14-1942
 15-16-1942
 17-18-1942
 19-20-1942
 21-22-1942
 23-24-1942
 25-26-1942
 27-28-1942
 29-30-1942
 31-1-1943
 1-2-1943
 3-4-1943
 5-6-1943
 7-8-1943
 9-10-1943
 11-12-1943
 13-14-1943
 15-16-1943
 17-18-1943
 19-20-1943
 21-22-1943
 23-24-1943
 25-26-1943
 27-28-1943
 29-30-1943
 31-1-1944
 1-2-1944
 3-4-1944
 5-6-1944
 7-8-1944
 9-10-1944
 11-12-1944
 13-14-1944
 15-16-1944
 17-18-1944
 19-20-1944
 21-22-1944
 23-24-1944
 25-26-1944
 27-28-1944
 29-30-1944
 31-1-1945
 1-2-1945
 3-4-1945
 5-6-1945
 7-8-1945
 9-10-1945
 11-12-1945
 13-14-1945
 15-16-1945
 17-18-1945
 19-20-1945
 21-22-1945
 23-24-1945
 25-26-1945
 27-28-1945
 29-30-1945
 31-1-1946
 1-2-1946
 3-4-1946
 5-6-1946
 7-8-1946
 9-10-1946
 11-12-1946
 13-14-1946
 15-16-1946
 17-18-1946
 19-20-1946
 21-22-1946
 23-24-1946
 25-26-1946
 27-28-1946
 29-30-1946
 31-1-1947
 1-2-1947
 3-4-1947
 5-6-1947
 7-8-1947
 9-10-1947
 11-12-1947
 13-14-1947
 15-16-1947
 17-18-1947
 19-20-1947
 21-22-1947
 23-24-1947
 25-26-1947
 27-28-1947
 29-30-1947
 31-1-1948
 1-2-1948
 3-4-1948
 5-6-1948
 7-8-1948
 9-10-1948
 11-12-1948
 13-14-1948
 15-16-1948
 17-18-1948
 19-20-1948
 21-22-1948
 23-24-1948
 25-26-1948
 27-28-1948
 29-30-1948
 31-1-1949
 1-2-1949
 3-4-1949
 5-6-1949
 7-8-1949
 9-10-1949
 11-12-1949
 13-14-1949
 15-16-1949
 17-18-1949
 19-20-1949
 21-22-1949
 23-24-1949
 25-26-1949
 27-28-1949
 29-30-1949
 31-1-1950
 1-2-1950
 3-4-1950
 5-6-1950
 7-8-1950
 9-10-1950
 11-12-1950
 13-14-1950
 15-16-1950
 17-18-1950
 19-20-1950
 21-22-1950
 23-24-1950
 25-26-1950
 27-28-1950
 29-30-1950
 31-1-1951
 1-2-1951
 3-4-1951
 5-6-1951
 7-8-1951
 9-10-1951
 11-12-1951
 13-14-1951
 15-16-1951
 17-18-1951
 19-20-1951
 21-22-1951
 23-24-1951
 25-26-1951
 27-28-1951
 29-30-1951
 31-1-1952
 1-2-1952
 3-4-1952
 5-6-1952
 7-8-1952
 9-10-1952
 11-12-1952
 13-14-1952
 15-16-1952
 17-18-1952
 19-20-1952
 21-22-1952
 23-24-1952
 25-26-1952
 27-28-1952
 29-30-1952
 31-1-1953
 1-2-1953
 3-4-1953
 5-6-1953
 7-8-1953
 9-10-1953
 11-12-1953
 13-14-1953
 15-16-1953
 17-18-1953
 19-20-1953
 21-22-1953
 23-24-1953
 25-26-1953
 27-28-1953
 29-30-1953
 31-1-1954
 1-2-1954
 3-4-1954
 5-6-1954
 7-8-1954
 9-10-1954
 11-12-1954
 13-14-1954
 15-16-1954
 17-18-1954
 19-20-1954
 21-22-1954
 23-24-1954
 25-26-1954
 27-28-1954
 29-30-1954
 31-1-1955
 1-2-1955
 3-4-1955
 5-6-1955
 7-8-1955
 9-10-1955
 11-12-1955
 13-14-1955
 15-16-1955
 17-18-1955
 19-20-1955
 21-22-1955
 23-24-1955
 25-26-1955
 27-28-1955
 29-30-1955
 31-1-1956
 1-2-1956
 3-4-1956
 5-6-1956
 7-8-1956
 9-10-1956
 11-12-1956
 13-14-1956
 15-16-1956
 17-18-1956
 19-20-1956
 21-22-1956
 23-24-1956
 25-26-1956
 27-28-1956
 29-30-1956
 31-1-1957
 1-2-1957
 3-4-1957
 5-6-1957
 7-8-1957
 9-10-1957
 11-12-1957
 13-14-1957
 15-16-1957
 17-18-1957
 19-20-1957
 21-22-1957
 23-24-1957
 25-26-1957
 27-28-1957
 29-30-1957
 31-1-1958
 1-2-1958
 3-4-1958
 5-6-1958
 7-8-1958
 9-10-1958
 11-12-1958
 13-14-1958
 15-16-1958
 17-18-1958
 19-20-1958
 21-22-1958
 23-24-1958
 25-26-1958
 27-28-1958
 29-30-1958
 31-1-1959
 1-2-1959
 3-4-

citoyens.
CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278
44-45). 21 h. mat. dim. à 15 h.
Ce soir. on actualise.

مَكْذُوبٌ مِنَ الْأَصْلِ

De 100 à 160 m² quelques très beaux appartements.



Ci-dessus, à titre d'exemple, un 4/5 pièces de 115 m², plus 8 m² de balcon-loggia, 9.500 F le m², ferme et définitif. Entre les Invalides et le Champ-de-Mars.

153, rue de l'Université Paris 7^e

Visitez l'appartement
modèle sur place
du mercredi au vendredi
de 14 à 19 heures et samedi
et dimanche de 10 à 19 heures



(fermeture le lundi
et le mardi).
Ou, GEFIC, 4 Place d'Iéna
75116 Paris.
Livraison immédiate.

723.78.78

Une réalisation

AÉRONAUTIQUE

L'Airbus aux États-Unis : un marché de dupes ?

Le marché américain de l'aéronautique est-il un marché de dupes pour les constructeurs européens ? Pour pouvoir y pénétrer et avoir des chances d'y concurrencer les industriels américains eux-mêmes, faut-il consentir à la clientèle éventuelle des compagnies aériennes nord-américaines des concessions telles que gagner le marché n'a plus grand sens économique ?

Cette question, peu d'industriels européens se la posent à vrai dire, échauffés qu'ils sont à placer leur production à l'étranger pour maintenir en place leurs bureaux d'études et surveiller, à tout prix, leur charge de travail et, donc, l'emploi dans leurs ateliers. Mais l'actualité, c'est-à-dire les négociations en cours entre le consortium européen Airbus-Industrie et des compagnies aériennes américaines, pour la commercialisation aux États-Unis du moyen-courrier biréacteur franco-allemand, incite à s'interroger.

De l'avis même du général Jacques Mitterrand, qui préside la SNIAS, l'un des cofabricants de l'avion, l'Airbus joue actuellement sa destinée sur des contrats difficiles, mais que les industriels espèrent conclure bientôt.

On sait que la compagnie Eastern Airlines dispose, aujourd'hui, de quatre Airbus pour une expérimentation — à raison de neuf à dix heures d'exploitation journalière sur son réseau de Floride — qui doit s'achever en juin prochain. Mais Eastern n'attend pas cette date pour se décider. Dès le mois d'avril, le conseil d'administration de la compagnie aérienne a prévu de se réunir pour dire s'il interrompt, continue ou modifie l'expérience. Dans le cas où Eastern déciderait d'acquiescer l'avion européen définitivement, il faut savoir que la compagnie devra résoudre un grave problème : trouver des sources suffisantes de financement pour mener à bien son projet.

Si l'on en croit des informations d'origine américaine, Eastern pourrait demander aux

Européens de l'aider à revendre — en contrepartie de l'achat d'Airbus — dix de ses vingt-neuf avions de ligne tri-réacteurs L-1011 Tristar de Lockheed, dont elle n'a plus l'usage. Une telle opération n'est pas rare. Les industriels américains pratiquent cette politique commerciale qui revient, en échange de l'achat d'avions neufs, à tenter, pour satisfaire le client, de remplacer sur le marché de l'occasion ses appareils anciens, démodés et, parfois, coûteux.

La compagnie aérienne, dans cette éventualité, trouve là une source complémentaire de financement et le moyen d'apurer sa propre gestion.

À Airbus-Industrie, on ne dément pas que la compagnie Eastern ait également ce problème particulier à résoudre. Pour autant, on exclut que les Européens puissent reprendre à leur charge les Tristar pour, ensuite, chercher à les replacer sur le marché dit de seconde main, mais on se dit prêt, le cas échéant, à aider la compagnie américaine à prospecter la clientèle.

La valeur de deux avions

Deux autres compagnies aériennes aux États-Unis, Allegheny Airlines et Pacific Southwest Airlines, qui sont en discussions avec Airbus-Industrie, avancent, à des nuances près, les mêmes exigences.

Les exigences des clients ne

peuvent aboutir, pour les fournisseurs, à une situation qui

reviendrait à retourner à la

compagnie aérienne — par le

biais de la reprise des Tristar

— l'équivalent de tout ou partie

de l'achat des Airbus. Ce serait

une opération « blanche », voire

un marché de dupes.

D'autant que, déjà, toute vente

d'Airbus profite à l'industrie

aéronautique américaine, du fait

que trois cent quarante sociétés

nord-américaines (des fabricants

de moteurs et des entre-

prises d'équipements électro-

niques) participent à la production

de ce qu'il est convenu d'appeler

un avion européen. Cette parti-

cipation industrielle des États-

Unis à l'Airbus est même

devenue un argument de publi-

cité et de vente auprès des

compagnies.

C'est ainsi que la construction

américaine reçoit, pour chaque

Airbus vendu, la valeur de 33 %

du prix d'achat de l'avion (25 %

pour la France, 25 % pour la

République fédérale d'Allemagne

et 17 % pour le reste des

associés). Cette part attribuée à

l'industrie aéronautique améri-

caine représente l'équivalent du

prix d'un Boeing-737 ou d'un

Douglas DC-9. C'est-à-dire que

le partage entre les Européens

et les États-Unis, de la vente

d'un Airbus revient à offrir à

des sociétés nord-américaines

des avantages comparables à

ceux qu'elles auraient retirés de

la commande d'un avion moyen-

courrier 100 % made in U.S.A.

Une fois vendu, l'Airbus

continue d'enrichir ces mêmes

industriels américains. A raison

et les États-Unis de la vente

(17 % seulement pour l'ensemble

de l'Europe), la construction

aéronautique américaine est im-

pliquée dans l'opération Airbus :

elle fabrique les composants de

l'avion qui s'assemblent le plus vite

et qui doivent être changés le

plus fréquemment durant la car-

rière commerciale de l'appareil.

Là encore, de la vente des

pièces détachées nécessaires à

l'Airbus, les sociétés américaines

héritent de la valeur — sur plu-

sieurs années — du prix d'achat

d'un Boeing-727.

Ainsi donc, toute vente d'un

Airbus revient, indirectement,

à passer commande aux États-

Unis de la contrepartie de deux

autres avions moyen-courriers.

De cette constatation, il ne

faudrait pas conclure, pour au-

tant, à l'abandon de toute

volonté de placer l'Airbus à

l'étranger, à commencer par la

clientèle nord-américaine. Au

contraire. Car l'Airbus corres-

pond à un marché réel à l'expor-

tation. Mais, les accents nationa-

listes, par lesquels de nombreux

responsables en France accom-

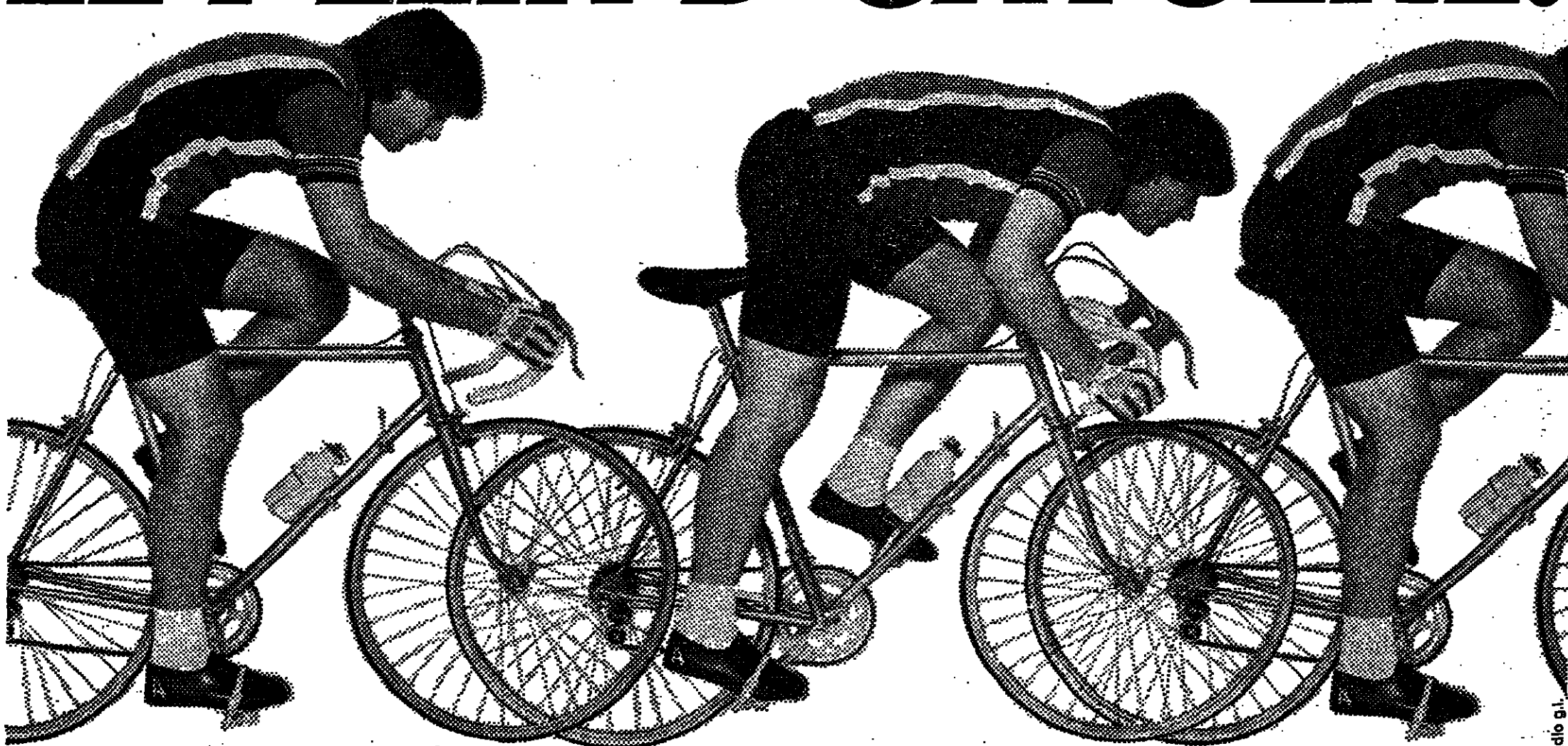
pagent la signature de chaque

contrat, ne sont plus guère de

mise en vérité.

JACQUES ISNARD.

LE PLEIN D'OXYGÈNE.



FESTIVAL DE LA BICYCLETTE

Vous avez jusqu'au 4 mars pour venir voir le grand rassemblement des vélos. Vélos sélectionnés dans les meilleures marques nationales : Gitane, Lejeune, Mercier, Peugeot. Vélos de tous les types : pliant, dame, mixte, tourisme, cyclotourisme, tandem, demi-course, course à pneus ou à boyaux, à cadre allégé ou à tubes Reynolds. Le choix est vaste, avec de nouveaux modèles, de nouveaux coloris, et tout l'équipement, du maillot jaune aux sacoches. Venez voir les vélos. Et faites le plein en roulant.

Galerias Lafayette

مكتبة من الأصل

emploi régional

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

ASSISTANTS DE DIRECTION GÉNÉRALE

emploi international

UN INGENIEUR
DE TRAVAUX

UN CONDUCTEUR
DE TRAVAUX

UN CHEF DE PERSONNEL

emploi international

Le Monde présente cette rubrique
dans ses pages d'annonces classées
mardi et mercredi.

Cette classification permet aux
sociétés nationales ou internationales
de faire publier pour leur siège ou leurs
établissements situés hors de France
leurs appels d'offres d'emplois.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.G.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	43,10
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,82

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne T.G.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,48
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

18 antennes régionales, un effectif de plus de 2000 personnes, un développement soutenu nous permettant d'occuper aujourd'hui une place prépondérante sur le marché de la maison individuelle.

Nous recherchons pour notre siège de Cambrai :

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

Matérialisation d'une façon plus traditionnelle du langage de l'entreprise vis-à-vis des banques - constitution de dossiers financiers importants. Profil : forte personnalité, formation supérieure, solide expérience bancaire et de gestion de trésorerie - talent d'innovateur - sens des initiatives. réf. 15/MA

ASSISTANTS DE DIRECTION GENERALE

INSPECTIONS FONCIERE ET COMMERCIALE
Vérification des procédures en matière d'assistance, conseils - Informations au siège - proposition de solutions - Profil : 30 ans minimum - formation juridique supérieure ou école de commerce - spécialiste des problèmes fonciers ou commerciaux - expérience de la promotion dans l'un des 2 domaines. réf. 15/MB

GESTION FINANCIERE

Suivi pour le compte du Directeur Général de la vie de chaque société sur le plan financier et juridique. Profil : 30 ans minimum - formation supérieure HEC, ESSEC, Sup de Co, MBA, ISA... - dominante très marquée pour les problèmes financiers - objectivité - rigueur - expérience de quelques années en gestion financière ou gestion générale d'une entreprise. réf. 15/MC

GESTION COMPTABLE

Etablissement trimestriel de la situation comptable des principales sociétés du groupe et états consolidés. Profil : DECIS complet - expérience de quelques années dans la comptabilité d'une grande entreprise. réf. 15/MD

RESPONSABLE SERVICE ETUDES DE MARCHES

Définition des cibles - étude des couples produit/marchés. Profil : 30 ans minimum - HEC, ESSEC, Sup de Co - 5 ans d'expérience - formation Marketing/Statistiques souhaitées. réf. 15/ME

INFORMATIQUES

CHEF DE PROJET
Mise en œuvre du plan informatique suivant l'organisation existante - conception d'un système de gestion. Profil : formation supérieure, qualités prouvées d'organisation - expérience d'au moins 3 ans de la fonction. réf. 15/MF

ANALYSTE
Analyse détaillée de la solution proposée par le chef de projet - découpage en unités de traitement, définition des organigrammes de fichiers et bases de données. Profil : formation type IUT - expérience d'au moins 3 ans. réf. 15/MG

ORGANISATEUR
Participation aux études visant à moderniser les procédures, assouplir les circuits, actualiser la documentation et définir les moyens permettant d'atteindre les objectifs dans les meilleures conditions. Profil : formation supérieure - bonnes connaissances en informatique ou organisation. réf. 15/MH

Adresser C.V. en précisant la référence du poste choisi au GROUPE MAISON FAMILIALE - Boite Postale 18 59403 CAMBRAI.



Important Groupe de Sociétés de Services à caractère social cherche la

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

du centre de gestion de ses Délégations Régionales de STRASBOURG et de ROUEN

Ce cadre, d'un très bon niveau de connaissances, assurera sous le contrôle et l'autorité du Directeur Régional, la responsabilité de la production administrative.

Justifiant obligatoirement d'une expérience administrative, en entreprise de préférence, il devra être :

- un gestionnaire, familiarisé avec la gestion des masses ;
- un organisateur dominant les problèmes et ayant également le sens permanent du contrôle ;
- un animateur et un meneur d'hommes.

Adresser lettre de candidature manuscrite C.V. prêt et photo (retournée), sous le numéro 4767, PARFRANCE, 4, rue Robert-Schuman, 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS ROUTIERS

recherche pour sa région NORMANDIE (ROUEN)

ADJOINT ADMINISTRATIF

dépendant du Directeur Régional, celui-ci assurera toute l'Administration de la région (Comptabilité, Personnel, Recouvrement de créances...) en liaison avec le Siège Social.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation comptable ayant le sens du contact et de l'autorité et ayant acquis une expérience de quelques années dans des fonctions similaires. Adresser CV, photo, rémunération souhaitée sous référence 4761 à L.T.P.

31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris qui tr.

Important Organisme de Services à caractère social

cherche pour LYON

UN DIRECTEUR REGIONAL ADJOINT

qui devra à terme être à même de devenir DIRECTEUR REGIONAL

Le candidat de formation supérieure (BESSEC, SUP de Co, ou LICENCE) âgé de 35 ans minimum, connaissant bien la région Lyonnaise et pouvant justifier d'une expérience réussie de responsable,

- alliera un sens commercial développé, une pratique des contacts à tout niveau ;
- aura le goût des problèmes humains ;
- et le souci de la production administrative.

Adresser lettre de candidature manuscrite C.V. préparations et photo (retournée) sous n° 4767, PARFRANCE, 4, rue Robert-Schuman, 75008 PARIS, qui transmettra.

LA CHAMBRE DE COMMERCE d'une Ville Industrielle de MIDI-PYRENNES

recherche

UN ASSISTANT TECHNIQUE à l'INDUSTRIE

Diplômé Grande Ecole de Commerce + compétences en Gestion (BESSEC - I.C.C.). Se présenter auprès des CHEFS D'ENTREPRISE - P.M.I. :

- les informer sur l'ensemble des problèmes d'ENTREPRISE ;
- intervenir et les assister au niveau des problèmes d'ORGANISATION et de POLITIQUES COMMERCIALES ;
- assurer le contact et de confiance, le CANDIDAT doit justifier de 3-4 ans d'expérience minimum.

Nombreux déplacements locaux. Nous vous remercions d'adresser vos C.V. détaillés avec photo et prêt, mais sans réf. M. OCI à : Mme LAURENCE LEPY, Conseil en Recrutement, 22, rue St-Martin, 31000 Toulouse, qui répondra.

Pour tous renseignements écrire, se présenter à l'Hotel-de-Ville, 11, boulevard Jean-Paul, porte 126, ou téléph. au 224-42, poste 226.

Ville de SASSENAGE (Hérault, 3 km de Grenoble) : 18 ans au moins et 30 ans au plus au 1er janvier 1978, avec recat dans certains cas. Date limite du dépôt des candidatures : Vendredi 10 mars 1978.

Pour tous renseignements écrire, se présenter à l'Hotel-de-Ville, 11, boulevard Jean-Paul, porte 126, ou téléph. au 224-42, poste 226.

Ville de SASSENAGE (Hérault, 3 km de Grenoble) : 18 ans au moins et 30 ans au plus au 1er janvier 1978, avec recat dans certains cas. Date limite du dépôt des candidatures : Vendredi 10 mars 1978.

Pour tous renseignements écrire, se présenter à l'Hotel-de-Ville, 11, boulevard Jean-Paul, porte 126, ou téléph. au 224-42, poste 226.

Ville de SASSENAGE (Hérault, 3 km de Grenoble) : 18 ans au moins et 30 ans au plus au 1er janvier 1978, avec recat dans certains cas. Date limite du dépôt des candidatures : Vendredi 10 mars 1978.

Pour tous renseignements écrire, se présenter à l'Hotel-de-Ville, 11, boulevard Jean-Paul, porte 126, ou téléph. au 224-42, poste 226.

Ville de SASSENAGE (Hérault, 3 km de Grenoble) : 18 ans au moins et 30 ans au plus au 1er janvier 1978, avec recat dans certains cas. Date limite du dépôt des candidatures : Vendredi 10 mars 1978.

Pour tous renseignements écrire, se présenter à l'Hotel-de-Ville, 11, boulevard Jean-Paul, porte 126, ou téléph. au 224-42, poste 226.

Ville de SASSENAGE (Hérault, 3 km de Grenoble) : 18 ans au moins et 30 ans au plus au 1er janvier 1978, avec recat dans certains cas. Date limite du dépôt des candidatures : Vendredi 10 mars 1978.

Pour tous renseignements écrire, se présenter à l'Hotel-de-Ville, 11, boulevard Jean-Paul, porte 126, ou téléph. au 224-42, poste 226.

Ville de SASSENAGE (Hérault, 3 km de Grenoble) : 18 ans au moins et 30 ans au plus au 1er janvier 1978, avec recat dans certains cas. Date limite du dépôt des candidatures : Vendredi 10 mars 1978.

Pour tous renseignements écrire, se présenter à l'Hotel-de-Ville, 11, boulevard Jean-Paul, porte 126, ou téléph. au 224-42, poste 226.

Ville de SASSENAGE (Hérault, 3 km de Grenoble) : 18 ans au moins et 30 ans au plus au 1er janvier 1978, avec recat dans certains cas. Date limite du dépôt des candidatures : Vendredi 10 mars 1978.

Pour tous renseignements écrire, se présenter à l'Hotel-de-Ville, 11, boulevard Jean-Paul, porte 126, ou téléph. au 224-42, poste 226.

offres d'emploi

SOCIETE D'INGENIERIE et de COMMERCIALISATION DE SYSTEMES INFORMATIQUES

recherche

CHEF DE PROJET

Disponible rapidement : 4/5 ans d'expérience de mise en place de systèmes de gestion à base de mini-ordinateurs, de préférence P.D.P. 11 de : D.E.C. (C.T.S. 300, C.T.S. 500).

INGENIEUR SYSTEME

2/3 ans d'expérience Système. Connaissances appréciables série 50 de C.I.I. - H.B. (G.C.S.).

ANALYSTES PROGRAMMEURS CONFIRMES

Formation I.U.T. ou équivalent, 2/3 ans d'expérience minimum d'Analyses-Programmation des applications de gestion. Connaissances appréciables : Matériel D.E.C. : CTS 300, CTS 500 (DIBOL, BASIC+) - Matériel INTERDATA OS/16 (CAL, BASIC).

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions à : INSTITUT DE PROGRAMMATIQUE (I.P.C.) 113 rue Aristide Briand 91400 ORSAY (M° R.E.R. Sceaux - Station Lozère)

GRUPE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL

recherche

pour la France un

DIRECTEUR MEDICAL de haut niveau

Le candidat doit :

- être spécialiste de médecine interne ;
- être d'un niveau équivalent à celui de chef de clinique ;
- justifier d'une expérience de recherche biologique ou clinique acquise au sein d'équipes de niveau international ;
- être intéressé par le développement de nouvelles thérapeutiques et de nouveaux médicaments ;
- parler et écrire couramment l'anglais ;
- être âgé de 35 ans et plus.

Il devra :

- animer et diriger une équipe de plusieurs médecins ;
- travailler en liaison à la fois avec les Equipes de Recherche Clinique du Groupe et les Equipes d'Information Médicale.

Rémunération élevée Formation complémentaire assurée. Adresser curriculum vitae détaillé à n° 8300 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75002 PARIS-6, qui transmettra.

MOYENNE ENTREPRISE PAPETERIE PERFORMANTE

recherche, pour sa Direction Commerciale à Paris

responsable de l'administration du commercial

100.000

Il assure les relations avec :

- les clients pour les questions administratives - commerciales ;
- l'usine pour l'exécution et le suivi des commandes en qualité - délais - quantités.

Ce poste de confiance intéresse un cadre de formation supérieure, âgé de 40 ans minimum. Il connaît bien la papeterie impression écrite et justifie d'une expérience directe de l'administration des ventes France (garanties SFAFC) et étranger (COFFACE).

Adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 771 M à notre Conseil

centor

13 bis, rue Henri Monnier - 75009 PARIS.

LA DIVISION ENERGIE D'UNE IMPORTANTE SOCIETE DE TELECOMMUNICATIONS

recherche :

Ingenieur Electronicien

ayant expériences de la conversion statique de l'énergie : alimentations à découpage, convertisseurs continue-continu. Réf. 15 2.

Ingenieur Electronicien

ayant expérience de l'électronique de puissance : redresseurs, chargeurs, onduleurs. Réf. 15 3.

Ingenieur

ayant formation électronique, de puissance et expérience des matériels de production et de transformation de l'énergie électrique : cellules 42/277, groupes électrogènes, redresseurs chargeurs, onduleurs. Ce poste implique des déplacements ainsi bien en métropole qu'à l'étranger et nécessite la maîtrise de la langue anglaise. Réf. 1 1.

Adresser C.V. et prétentions, sous le numéro 49.592, CONTESSA P. 20, av. Opéra, 75004 Paris, Cedex 01, qui transmettra votre candidature.

GEN

UN INGENIEUR DE TRAVAUX

UN CONDUCTEUR DE TRAVAUX

ayant solide expérience pratique d'exécution TOUS CORPS D'ETAT Bâtiment et Génie Civil pour assurer direction effective d'un chantier de moyenne importance.

Durée : 1 an et demi. Anglaise Obligatoire (langue arabe souhaitée). Départ : Juillet - Août 1978.

Env. C.V. sous le n° 13.490 M à GEM PUBLICITE, 142, rue Montmartre, 75002 PARIS, qui transmettra.

Important Entreprise de Travaux Publics recherche pour

TEHERAN (IRAN)

UN CHEF DE PERSONNEL

Il aura la responsabilité de coordonner la gestion d'un effectif de plus de 2000 personnes, dont 2 à 300 expatriés. Il aura en charge le recrutement du personnel local sur un grand chantier. Il sera appelé à négocier avec les Administrations et organismes locaux. La connaissance de la langue anglaise est indispensable. La rémunération, élevée, sera fonction du niveau du candidat.

Adresser CV, photo et salaire actuel à réf. 4758 CD à LTP 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris qui transmettra.

En Australie, Canada, Afrique du Sud, Afrique Noire, Asie, Moyen-Orient, Amérique Latine, Europe, des EMPLOIS vous attendent. Demandez le mensuel spécial MONDEEMPLOIS (M 80), 16, rue Claude, 75007 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS sur-mesure étranger par répertoire hebdomadaire. Ecr. Quatre-Mars Mutations, 47, r. Richer, Paris-9.

Offres d'emplois Cadres, ingénieurs, Techniciens pour l'Amérique Latine (Venezuela, Argentine, Brésil, Colombie, etc.) dans revue spécialisée Document, A.E. (E 2) B.P. 42, 09 PARIS.

ETTE

GRUPE MULTINATIONALE recherche pour sa Filiale belge

DIRECTEUR INFORMATIQUE

Expérience de la direction d'une équipe informatique. Connaissances informatiques. Rôle aux procédures R.J.E. et à l'exploitation sur ODS/V5 à part. Terminal Laura. Rémun. non inférieure à 18.000 F P. Ecr. : I.D.C. M. r. de Cuvry, 75014 Paris.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES : 296-15-01

emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces (lundi, mardi et mercredi).

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

LE CREDIT AGRICOLE DU SUD-EST

recherche pour son siège social à LYON (3°).

UN INGENIEUR

Conduite de projets sur gros systèmes IBM. Connaissance DL 1 DES souhaitée. 3 ans d'expérience.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions au : C.E.C.A.M. DU SUD-EST 3, P. 1156 Lyon 02 69283 Lyon Cedex 1.

LEADER MONDIAL DU LEVAGE

Nous représentons un groupe de 3000 personnes

Notre Directeur Juridique recherche

un cadre juridique

pour le seconder dans sa mission

- étude des problèmes juridiques et fiscaux des différentes Sociétés du Groupe ;
- mise au point des contrats inter-filiaires et Société Mère ;
- gestion du patrimoine immobilier ;
- gestion du portefeuille assurance ;
- suivi des conflits juridiques.

Les candidats âgés de 30 ans environ auront une formation de droit privé (niveau licence), une expérience d'au moins 5 ans dans le service juridique d'une entreprise à données internationales ou dans le cadre d'un cabinet d'avocats d'affaires.

Ecrire C.V. et prétentions à No. 49060 - CONTESSA Publicité - 20, Avenue Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

responsable personnel

Une Société Industrielle, 180 km de Paris, leader sur son marché, crée le poste de Responsable de Gestion de Personnel.

Missions : renforcer la structure actuelle de la Direction du Personnel dans les domaines : recrutement, gestion du plan de qualification, conception et animation d'actions de formation.

Profil : 30 ans minimum, expérience de 3 ans dans l'un de ces trois domaines.

Les personnes intéressées sont invitées à écrire sous référence P82 à

CORBIN S.A. CONSEILS EN ORGANISATION 57, rue du Temple, 75004 Paris qui leur enverra la définition de ce poste.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENGAGEES	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Compagnie Générale d'Informatique

recherche pour faire face à son développement

Analystes-Programmeurs
débutants ou confirmés
dégage des obligations militaires

Les candidats embauchés recevront une formation aux techniques de la C.G.I. (CORIG, PAC).

La rémunération sera fonction du niveau d'études et de l'expérience éventuellement acquise.

Envoyer C.V. détaillé + photo à Madame JAMET - C.G.I., 84, rue de Grenelle - 75007 Paris

THOMSON-CSF
recherche
DES INGÉNIEURS
GRANDES ÉCOLES
DEBUTANTS OU CONFIRMÉS

pour développement de grands programmes scientifiques dans les domaines suivants :

— simulation logique ;

— hyperfréquences ;

— analyse numérique.

Adresser C.V. et prétentions au Service du Personnel, 173, Boulevard Haussmann, - 75008 PARIS.

gestion et animation du personnel

Il recherche

deux consultants

• UN (E) GENERALISTE de la FONCTION PERSONNEL (R44, A)

• UN (E) SPECIALISTE du DROIT du TRAVAIL (R44, B)

De formation supérieure, ils (elles) ont acquis au moins cinq ans d'expérience de la fonction personnelle en entreprise.

Ecrire avec C.V. et rémunération actuelle sous référence 781 M à

centor DEPARTEMENT EMPLOI
13 bis, rue Henri-Monnier - 75009 PARIS

IMPORTANT CABINET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

CHEFS DE MISSION
NIVEAU EXPERTISE COMPTABLE

COLLABORATEURS

— expérience minimum 1 an.

— langues étrangères souhaitées.

Env. lettre de candidature man. photo et C.V. sous le n° 1096, à Publicité Mestres, 113, rue de Beaulieu, - 75012 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION D'EQUIPEMENTS
en expansion constante
CA. 160.000.000F - 200 personnes -
Filière d'un puissant groupe
implanté mondialement, recherche son

CONTROLEUR DE GESTION
qui aura rang de Directeur

Rattaché au P.D.G. et doté de larges responsabilités le candidat retenu devra :

- définir et faire appliquer une politique de Gestion compatible avec le dynamisme commercial de l'entreprise ;

- gérer la trésorerie et assurer le financement optimal des activités ;

- Patron du Service «Comptabilité» il devra posséder une formation comptable supérieure ;

- L'Anglais est indispensable.

Le poste ne sera offert qu'à un «Professionnel» dynamique et efficace.

Le poste est basé en Banlieue Parisienne.

Adresser C.V., photo et prétentions à M. BAYARD, S.G.P., B.P. 88, 75840 PARIS Cedex 17, qui traitera confidentiellement toutes les candidatures.

IBM FRANCE
Groupe de Grande Diffusion
recherche pour ses Services de Maintenance

JEUNES TECHNICIENS
en électronique, électrotechnique, automatisme, mécanique

Ils assureront, après une formation rémunérée d'une durée de six mois, l'entretien et le dépannage de nos matériels en clientèle.

Titulaires d'un BAC ou niveau

Machines à écrire électriques, copieurs, machines à dicter et machines de traitement de textes.

Titulaires d'un BTS ou DUT

Matériels d'entrée de données, unités de télétraitement, ordinateurs de gestion.

Les candidats devront être dégageés des obligations militaires.

Les postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.

Adresser curriculum vitae avec photo à M. R. CORBIN

Compagnie IBM France - Berkeley Building

19/29, rue du Capitaine-Guymer

92081 COURBEVOIE.

IBM

Jeune diplômé d'un I.U.T. informatique.

Vous ne trouvez pas d'emploi proche de chez vous. et vous accepteriez de venir dans la région parisienne.

Vous estimez indispensable de compléter votre formation par des applications pratiques.

Vous recherchez une Entreprise dont la taille soit suffisante pour présenter un modèle complet de gestion supporté par des moyens informatiques évolués et vous ouvrir des perspectives de carrière intéressantes.

Nous vous offrons de débiter dans notre département organisation informatique.

Le candidat retenu débiter dans une équipe projet où il trouvera les possibilités souhaitées de complément de formation.

Ecrire avec C.V., et désir de rémunération à :

GROUPE DROUOT

Service du Recrutement
Place Victorien Sardou
78161 MARLY LE ROI.

Assurances

Institut de Formation recherche
PROFESSEURS
ANGLAIS et ALLEMAND
expérimentés. Temps partiel.
(langue maternelle anglaise ou allemande nécessaire).
Carrière de travail pleine et non-ressortissant de la C.E.E.
Env. C.V. et photo (ne pas indiquer l'IFERP Berkeley Building, 19 à 29 rue du Capitaine-Guymer, 92081 Paris La Défense, Cedex 17).

HOTCHKISS-BRANDT

SOCIÉTÉ

Groupe THOMSON

recherche pour son

Service MAINTENANCE

AGENTS TECHNIQUES

— Formation F.3. BTS/DUT

— électromécanique.

— Débutants.

Env. lettre manuscrite, précisant

préférence, C.V. et photo à l'attention

de M. GILLET, 60, rue de la

S.P. 111 - 92000 SAINT-DENIS

ou téléphoner au 263-38-40

2433-21, M. GILLET

Constructeur Européen de T.V. rech. pour sa filiale Française

département 53

UN TECHNICIEN

spécialiste couleur avec sens

commercial approfondi, 30 ans

min., sérieuses référ., exigées.

Tél. pour R.V. 48-50-4.

Société de Documentation rech.
A.T.P. et
INGEN. REDACTEURS
Spécialistes en électronique pour
révision notes techniques.
Tél. pr. RV : 664-72-71 ou écrire :
S.E.D., 6, rue du Dr-Gosselin,
94200 CACHAN

National Semiconductor
2^e Fabricant mondial circuits
intégrés recherche
pour son expansion :
a) **INGÉNIEURS**
TECHNO-COMMERCE
AT 3 B - ATP INC.
désirent changer orientation et
intéressés par contacts humains,
Vente, Services.
b) **INGEN. d'APPLICATION**
ATP INC.
exercant dans département
Etudes avancées.
c) **AGENTS TECHNIQUES**
DE CONTRÔLE
AT 1 - ATP 2
d) **AIDES-COMPTABLES**
DEBUTANTES
C.A.P. bonne écriture manuelle.
Env. C.V. et photo sous pli
confidentiel à Direction du
Personnel - 20, rue de la Redoute,
92000 FONTENAY-AUX-ROSES

SAGEM PARIS 14^e
recherche
1) **ANALYSTES-PROGRAMMEURS**
2) **PROGRAMMEURS**
CONFIRMÉS
COBOL, ANS - D.L.T. - CICS
Adresser C.V., photo, prétention à
M. CAMUS - 6, av. d'Iéna
75013 PARIS CEDEX 16

IMPORTANT SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE RÉGION TRAPPES
RECHERCHE POUR SON SERVICE DÉVELOPPEMENT

UN INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ

Il sera responsable de la conception de sous-ensembles électroniques, pour des matériels de communication de messages et de télécommunications.

Le poste conviendrait à un ingénieur électronicien de formation, ayant au moins 5 ans d'expérience dans le domaine numérique.

Une connaissance en télégraphie serait appréciée.

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Il participera à l'étude et au développement des circuits électroniques de base. Ce poste conviendrait à un ingénieur de formation grande école et ayant 1 à 3 ans d'expérience dans le domaine numérique.

Une connaissance en télégraphie serait appréciée.

Envoyer CURRICULUM VITAE DÉTAILLÉ ET PRÉTENTIONS (AVEC PHOTO), à CONTESSÉ PUBLIQUÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra à la 48122 ou TELEPHONER AU 946-96-20 (poste 48-53).

une des premières sociétés de conseil et services en informatique

désire intégrer dans son agence « Grande Diffusion »

JEUNES INGÉNIEURS COMMERCIAUX

• Leur mission :

Elle consiste à commercialiser les activités de traitement informatique de SLIGOS (30% d'expansion par an) auprès des entreprises et des cabinets d'Experts Comptables au moyen de toute une gamme de programmes généralisés (facturation, stocks, comptabilité, paie, etc...) en Service Bureau et en Télégestion (domaine dans lequel SLIGOS est leader)

• Leur profil :

Leur formation est de type Ecole Commerciale. DECS ou BTS comptable. Ils sont ambitieux et ils ont le goût des relations humaines, conditions indispensables dans l'activité de service de notre Société. Une première expérience professionnelle sera appréciée.

• Leur rémunération :

De niveau élevé, elle est essentiellement composée d'une partie fixe (pour 3/4) et d'une partie prime (pour 1/4). La prime est calculée pour une part sur les commandes individuelles et pour l'autre part sur le résultat de l'équipe.

• Leur formation :

Elle sera assurée dans le cadre du prochain cycle de formation SLIGOS qui commencera début Avril. Cette formation portera sur le plan technique (les produits, le Service Bureau, la Télégestion) et sur le plan commercial (relations humaines, techniques de vente, expression orale...)

Postes à pourvoir à Paris, Lyon et Clermont Ferrand.

Adresser lettre de candidature CV, photo et prétentions à SLIGOS

Direction Commerciale 91, rue Jean Jaurès 92087 PUTEAUX.

FORMATION PERMANENTE CONSEIL

Organisme parisiens insérés dans les domaines bancaire et industriel recherche

PSYCHO-SOCIOLOGUE

pour travail à plein temps, au sein d'une équipe d'une dizaine d'intervenants

Expérience d'animation et de conseil, indispensable en management et gestion des ressources humaines.

Env. C.V., photo, prétentions à

no 7 325 M. REGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur, PARIS-2

IMPORTANT SOCIÉTÉ RECH. pour son département

INFORMATIQUE de GESTION

JEUNE TITULAIRE

MAÎTRISE INFORMATIQUE ou équivalent.

Ecr. av. C.V. et prêt. à réf. 5.700, à SPERAN, 12, rue Jean-Jaurès, 75007 PUTEAUX.

GGT
COMPAGNIE GÉNÉRALE
CONSTRUCTIONS TÉLÉPHONIQUES
recherche
INGÉNIEURS
débutants ou ayant quelques années d'expérience pour participer à l'analyse et à la programmation de logiciels téléphoniques en temps réel.
Ecrire avec C.V. sous référence No 05, Compagnie GÉNÉRALE DE CONSTRUCTIONS TÉLÉPHONIQUES, Service du Personnel, 251, rue de Vaugirard 75740 Paris Cedex 15.

Entreprise de Taille Humaine (250 personnes) recherche son
DIRECTEUR GÉNÉRAL
qui sera responsable devant le conseil d'administration des résultats de l'entreprise et de son développement.
EXPERIENCE SOUSHAITE :
Direction d'une usine pendant au moins 10 ans direction commerciale.
Domaine d'activité :
Travail des métaux ou Mécanique.
Lieu de travail : Région Parisienne.
Age souhaité : 45 ans minimum.
Adresser C.V., photo, prétentions s/n° 1479 P.M.P. 69, rue de Provence, 75009 PARIS, qui transmettra. Discretion totale assurée.

Institut National des Industries et Arts Graphiques recherche, dans le cadre de son développement,
techniciens
• Impression offset feuilles et rotatives (réf. 780 A)
• Photocomposition - montage (réf. 780 B)
— niveau BT, BTS, ayant 5 ans d'expérience en entreprise
— ou 15 ans d'expérience professionnelle
à qui confier des responsabilités de :
- FORMATION
- CREATION DE STAGES NOUVEAUX
Ecrire avec CV détaillé et rémunération actuelle, sous réf. choisie à notre Conseil.
centor DEPARTEMENT EMPLOI
13bis rue Henri Monnier
75009 PARIS

chef de produits
(TRÈS OPERATIONNEL)
Nous sommes un laboratoire pharmaceutique de produits conseils au taux d'expansion supérieur à 20% par an et au CA de 50 millions ; nous créons la fonction de chef de produits.
- Il fera des études et déterminera la stratégie de développement des produits, développera les campagnes de publicité, de promotion.
- Il sortira sur le terrain et testera les argumentaires.
- Il supervisera le secrétariat commercial central.
Dépendant du Directeur Général il s'intégrera dans une équipe jeune et nouvelle qui est chargée de développer l'entreprise.
Il devra avoir pratiqué la vente puis avoir une expérience réussie de l'emploi des techniques de marketing dans le domaine des produits pharmaceutiques, ou éventuellement de produits de grande consommation. Développement de carrière intéressant.
Envoyer CV, photo et prétentions (en toute discrétion) au
CANIDE
GESTION ANIMATION DEVELOPPEMENT
19, rue de Montmorency
PARIS 3ème
chargé du recrutement

QUARTIER MONCEAU
STE DE GESTION (EFFECTIF 250 personnes) recherche
CHEF du PERSONNEL (H. ou F.)
Formation universitaire et 5 ans minimum d'expérience dans la fonction.
Adresser lettre manuscrite avec C.V. très complet, photo et indiquer prétentions sous réf. 311 à CAMPBELL, B.P. 57, 75024 PARIS Cedex 17 q. trans.

offres d'emploi
Produits Chimiques
région Parisienne
INGÉNIEUR
BAC + 2 - Formation équivalente
pour la mise en place de nos unités de production chimique et pétrochimique.

importante société de distribution
d'équipement nationale
recherche
un responsable de région
15 ans d'expérience
pour la mise en place de nos unités de production chimique et pétrochimique.

FACTOFRANCE HELLER
recherche
UN COLLABORATEUR
pour la mise en place de nos unités de production chimique et pétrochimique.

importante Société Industrielle
de Comptabilité
recherche
PROGRAMMEURS DE GESTION
Formation I.U.T. ou AFPA
Sérieux, rigoureux, COBOL pour mainframe
Sérieux - 312 145 005 - VS

Centre de formation de COMPTABLES
PROGRAMMEUR
Formation I.U.T. ou AFPA
Sérieux, rigoureux, COBOL pour mainframe
Sérieux - 312 145 005 - VS

ÉTABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN
pour la mise en place de nos unités de production chimique et pétrochimique.
INGÉNIEUR INFORMATIQUE
CONFIRMÉ
pour la mise en place de nos unités de production chimique et pétrochimique.

مكذبا من الأصل

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

Société Produits Chimiques
région Parisienne
recherche
INGÉNIEUR
ENSA ou Formation équivalente
Ayant l'expérience de la vente pour relations commerciales avec les industries alimentaires ou cosmétiques.
Ad. C.V. photo et prétentions sous le n° 49.512 à :
CONTESSA Pub. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris
Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION D'IMPLANTATION NATIONALE
(1 milliard de francs de C.A.)
recherche
un responsable de région
(16 départements - 15 agences - 150 personnes).
Dans le cadre des directives définies par la Branche, il sera chargé de rentabiliser l'organisation existante tout en promouvant des activités nouvelles.
Le candidat que nous recherchons est un entraîneur d'hommes, il a le sens et le goût du commercial mais c'est aussi un GESTIONNAIRE. Il est de formation SUP DE CO et a 5 à 7 ans d'expérience de la distribution.
La rémunération fonction de l'expérience du candidat ne sera pas inférieure à 90.000 F.
Envoyer C.V., photo, prétentions à No 49466
CONTESSA Publicité - 20, Avenue de l'Opéra
75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

FACTOFRANCE HELLER
Important Etablissement Financier
au sein d'un groupe d'implantation internationale
recherche
pour la mise en route d'un système transatlantique en temps réel
UN COLLABORATEUR
dont le rôle serait de maintenir un lien opérationnel permanent avec le centre de traitement des U.S.A.
Le poste pourrait convenir à une personne d'environ 35 ans :
- parlant parfaitement l'anglais ;
- ayant de bonnes connaissances comptables ;
- utilisant couramment l'informatique et ses divers outils ;
- libre rapidement.
Prévoir curriculum vitae et prétentions à :
FACTOFRANCE HELLER, M. SMODE,
Tour Malin-Montparnasse
33, av. du Maine, 75008 Paris Cedex 15.

Importante Société Industrielle et Commerciale
recherche
Pour son siège social Quartier ETOILE
PROGRAMMEURS DE GESTION
Formation I.U.T. ou AFPA
Maîtrisant le langage COBOL pour travailler sur matériel IBM - 370/145 DQS - VS
Pour ses bureaux de COLOMBES
PROGRAMMEUR
Débutant, formation I.U.T.
Connaissant le langage FORTRAN pour travailler sur matériel INTER-DATA et CONTROL-DATA dans le cadre d'applications à caractère scientifique.
Développement de logiciels graphiques interactifs
Bonnes connaissances mathématiques et physiques souhaitées.
Envoyer C.V. photo et prétentions sous réf 4754
LTP 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

SOCIÉTÉ IMPORTANTE SECTEUR DE POINTE
Banlieue Sud
recherche pour ses services centraux
COMPTABLES
Libérés des obligations militaires.
Titulaires du B.P. - BAC G 2 - BTS ou ayant de l'expérience professionnelle.
Certains des postes vacants supposent une expatriation au Niger dans un délai d'un an.
Envoyer C.V. + photo à No 49.362,
CONTESSA Publicité 20, av. Opéra,
75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

ETABLISSEMENT FINANCIER NATIONAL
rech. pour la mise en place de ses outils de gestion comptabilité générale, analytique et budgétaire :
INGÉNIEUR INFORMATIEN CONFIRMÉ
- formation Ingénieur ;
- 3 ans d'expérience de la conception et réalisation de projets informatiques.
Lieu de travail : Paris.
Fin 78, décentralisation proche banlieue Ouest.
Envoyer curr. vitae, photo et prétentions à n° 3668,
COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transmettra.

CALMA
Groupe international d'origine américaine, spécialisé dans le domaine des systèmes graphiques géométriques.
recherche
pour son centre européen basé en France :
- Jne INGEN. INFORMATIC. 75.000 F/an + Billings anglaise. Formation Grande Ecole ou équivalente.
- Opérateur-Dessinateur. 55.000 F/an + Billings anglaise. Niveau D.U.T. Electronique ou Mécanique. Connaissances programmation appréciées.
Pour ces deux postes, la formation s'effectuera aux Etats-Unis. Le lieu de travail est incertain, mais de courts déplacements en Europe sont à prévoir.
Adresser C.V. à CALMA, 9-11, rue Benoît-Malon, 92150 Suresnes.

DELAS-WEIR
GROUPE ALSTHOM-ATLANTIQUE
recherche
ingénieur d'affaires
- Diplôme AM, ENSI, IDN ou équivalent
- Expérience : ans minimum, thermique, mécanique des fluides, ingénierie
- Pratique courante de l'anglais
- Gestion contrats, coordination des études avec clients et fournisseurs
- Poste impliquant responsabilités et initiatives.
Bureaux proximité PORTE CHAMPERRET.
Pour recevoir informations complémentaires, envoyer C.V. manuscrite, DELAS-WEIR, 12-14, rue d'Alsace, 92532 LEVALLOIS-PERRET.
Discrétion assurée.

SWISSAIR
recherche
pour renforcer son équipe à l'aéroport d'Orly-Ouest
AGENTS COMMERCIAUX
pour services passagers, opération et fret.
- Age 20 ans minimum, dévoués C.M.
- Maîtrise anglaise, allemand souhaitée ;
- Connaissances dactylographie ;
- Horaires irréguliers.
Poste évolutif pour candidats de bon niveau.
Envoyer curriculum vitae + photo à SWISSAIR, 94547 ORLY AERODROME CEDEX.

TRANSAC
CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE MATERIEL INFORMATIQUE
recherche pour BRUYÈRES-LE-CHÂTEL (proche Arpajon)
A.T.P. ou INGÉNIEUR
ayant quelques années d'expérience dans la conception et la réalisation d'appareils de tests pour circuits électroniques et pour modules électromécaniques.
Anglais technique indispensable formation sur les matériels assurée.
Envoyer C.V. et prét. sous la réf. 78-681-1 R à :
Mme BONNIER TRANSAC S.A., Centre Pierre-Henry, - 61800 Bruyères-le-Châtel.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE RECHERCHES ET REALISATION IMPORTANTS ENSEMBLES INDUSTRIELS
recherche pour son Siège de PARIS (très proche banlieue Sud)
EMPLOYÉ (ÉE)
Pour service contrôle factures et mandatement particulièrement au courant des révisions de prix et des assistés des taxes.
Ad. curriculum vitae et prét. sous la réf. 7.725 à :
P. LICHOU S.A. - B.P. 230
75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

110.000 FRANCS PAR AN ORGANISME DE FORMATION A BUT NON LUCRATIF (PARIS)
recherche
DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL
- Dépendant directement du Conseil d'Administration.
- Dirigant l'organisme en étroite collaboration avec lui.
- Ayant une formation supérieure et ayant assumé des responsabilités similaires pendant 5 ans au moins.
Adresser curr. vitae à CONSEILS FORMATION, sous la réf. GP 2 K, 53, rue du Château-d'Azou, 75010 PARIS. (Il sera répondu à toutes les candidatures. Discrétion absolue assurée.)

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE
recherche
3 ANALYSTES-PROGRAMMEURS
dont :
- 2 confirmés : Assembleur C.I.C.S.V.S. souhaité ;
- un débutant : 2 à 3 années études supérieures.
Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à :
N° T 333 M, REGIS-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IBM EUROPE
recrute
COMPTABLE DES COMPTABLES ou EQUIVALENT
Anglais courant indispensable.
Ecrire avec C.V. IBM EUROPE, Service Recrutement, 8/10, cité du Rêve, 75008 PARIS.

IMPTE SOCIÉTÉ BANQUE
Nous construisons GROUS MATERIEL EQUIPEMENT ELECTRIQUE, recherche
JUNES INGENIEURS
(ENSI ou équivalent) pour SERVICES COMMERCIAUX anglais courant, seconde langue appréciée.
Adresser C.V. détaillé 50 342, CONTESSA PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-16.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
près Paris de Versailles
recherche
AUDIT
Pour comptabilité analytique. Préparer le budget d'un département industriel. Titulaire D.U.T. Gestion Comptable ou équivalent. Débutant ou avec quelques années d'expérience.
- Avantages sociaux : - 13e mois.
- Self Service.
Ecr. en adressant C.V. détaillé avec photo et références au n° 49.012 CONTESSA PUB. 20, avenue Opéra, Paris-16.
VILLE DE BOBIGNY rech. pour restaurant personnel communal (150 à 200 couverts).
CHEF CUISINIER
ayant CAP, expérience collective, maîtrise de la cuisine avec C.V. à M. LE MAIRE.

PROGRAMMEURS D'ANALYSES
COBOL, Connaissances CICS et DLI. Lieu de travail : Chelles. P. LICHOU S.A. B.P. 230, 75003 PARIS cédex 02, qui transmettra.

STE PARIS CENTRE
recherche
pour animer et développer un service de techniques économiques et financières sur les entreprises
COLLABORATEUR
Ayant une formation orientée vers les techniques de recherches documentaires.
- Position cadre
- Salaire 50 000 à 60 000 F selon expérience.
Ecrire sous le n° 78.214 à :
JRP 39, rue de Farcy, - P. qui transmettra.

URGENT CHERCHE
CHEF PUPITRE
ayant C.I.C.S.V.S. et expérience de 40.000 F. Tél. pour rendez-vous : S.A.P. - 28-23-78

A.T. 3 ELECTRICIEN
pour étude et développement de matériel d'échographie par ultrasons. Solide expérience en circuits logiques et analogiques.
Adresser lettre manuscrite au n° 49.012 CONTESSA PUB. 20, avenue Opéra, Paris-16.

TROPHY RADIOLOGIE
187, rue de la Harpe, 75005 VINCENTES

VILLE DE MEUDON (Hauts-de-Seine)
Un cadre administratif homme, s'adressant aux sports. Niveau études supérieures, connaissances allemandes souhaitées.
Ecrire à M. le Maire de Meudon, 4, avenue du Corbellier, 92190 MEUDON.

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR
qui assurera l'analyse organique et la programmation de logiciels de gestion.
Envoyer C.V. et prétentions, à SOCIÉTÉ INFAS, 4, rue de Général-Jacquet, 92120 Montfermeil.

Importante Société d'Expertise Comptable
recherche
pour son Siège de PARIS (très proche banlieue Sud)
EXPERT COMPTABLE STAGIAIRE
Formation :
- H.E.C., E.S.C., I.E.P.,
- D.E.S., D.E.C.,
- Libres, obligations militaires
- 1 année d'expérience confirmée dans une firme d'AUDIT ou d'entreprise.
Envoyer C.V. et photo, à :
S.E.F.E.C. 72, rue Marceau, 75007 Paris
ou s'adresser à l'intermédiaire demandé et le délai de disponibilité.

ORGANISME DE FORMATION DE RECRUTEMENT ECONOMIQUE DE TRANSPORT MARITIME
JUNES DIPLOMÉS (ES)
(Ile, ou maîtrise Sc. Soc. Sci.) pour s'occuper à petite échelle de la formation et de l'orientation des stagiaires et de la gestion des stages et sessions.
C.V. + photo, et prét. à :
I.E.T.M., 8, P. 20 - 91110 Arville

PERSONNES DE CARACTÈRE
capables après un STAGE d'entraînement en quelques mois de 4 000 à 6 000 F MENSUELS.
Nous leur offrons :
- Une formation complète ;
- Une activité variée ;
- Un plan de carrière précis.
Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »
Ecr. n° 3697 Publicité Réunies 112, bd Voltaire, 75001 Paris

Importante Société de Développement
recherche pour son Siège de PARIS (très proche banlieue Sud)
RADIO-TELEPHONE
- Formation :
- H.E.C., E.S.C., I.E.P.,
- D.E.S., D.E.C.,
- Libres, obligations militaires
- 1 année d'expérience confirmée dans une firme d'AUDIT ou d'entreprise.
Envoyer C.V. et photo, à :
S.E.F.E.C. 72, rue Marceau, 75007 Paris
ou s'adresser à l'intermédiaire demandé et le délai de disponibilité.

UN TECHNICIEN
ayant CAP, expérience collective, maîtrise de la cuisine avec C.V. à M. LE MAIRE.

Importante Société de Développement
recherche pour son Siège de PARIS (très proche banlieue Sud)
RADIO-TELEPHONE
- Formation :
- H.E.C., E.S.C., I.E.P.,
- D.E.S., D.E.C.,
- Libres, obligations militaires
- 1 année d'expérience confirmée dans une firme d'AUDIT ou d'entreprise.
Envoyer C.V. et photo, à :
S.E.F.E.C. 72, rue Marceau, 75007 Paris
ou s'adresser à l'intermédiaire demandé et le délai de disponibilité.

Importante Société de Développement
recherche pour son Siège de PARIS (très proche banlieue Sud)
RADIO-TELEPHONE
- Formation :
- H.E.C., E.S.C., I.E.P.,
- D.E.S., D.E.C.,
- Libres, obligations militaires
- 1 année d'expérience confirmée dans une firme d'AUDIT ou d'entreprise.
Envoyer C.V. et photo, à :
S.E.F.E.C. 72, rue Marceau, 75007 Paris
ou s'adresser à l'intermédiaire demandé et le délai de disponibilité.

secrétaires

THOMSON-CSF
DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS
SECRÉTAIRE COMMERCIALE
de Niveau IV
LA FONCTION NECESSITE :
- Une personnalité dynamique, ayant fait ses preuves sur le plan professionnel (expérience minimum 5 ans).
- Un excellent niveau général.
- Le sens des relations commerciales.
Poste à pourvoir rapidement.
41 heures X 5 jours. Restaurant d'entreprise.
Lieu de travail : GENNEVILLIERS.
Ecrire pour R.V. avec C.V., photo et prétentions à :
J.-P. GALLAIS, 16, rue du Plessis-Bianca, 92021 GENNEVILLIERS.
Il sera répondu à toutes les candidatures.

représent. offre
ÉDITIONS JACQUES GLENIAT
recherche
EXCLUSIFS ET MULTICATIVES
PARIS ET PROVINCE.
Envoyer C.V. et photo : à :
Lieu de travail : Neuilly-sur-Seine.
Adresser C.V. et photo à :
M. JACQUES GLENIAT, 2000 Grande Rue de la République, Paris (17), qui transmettra.

SI VOUS ÊTES DYNAMIQUE
désirez de vous constituer un portefeuille de clients, nous mettons sur le marché des contrats nouveaux pour les services publics. Prospection facile. Écrire n° 7.196, HAVAS, 51002 TOULOUSE CEDEX.

STÉNODACTYLO
pour service Publicité Grands Quotidiens
Se présenter REGIS-PRESSE Service du Personnel, 85 bis, rue Réaumur, - 75002 PARIS.

propositions diverses
CADRES BLOQUÉS, DÉÇUS OU INQUIETS...
Si vous avez entre 30 et 55 ans (les années les plus importantes de votre carrière), le moment est venu d'opérer un changement.
Vous vous devez à vous-même de tirer le meilleur de vos années à venir.
Pour savoir comment prendre cet important virage, venez donc rencontrer l'un d'entre nous. Nous sommes une équipe internationale de Consultants de Cadres et nous vous proposons un entretien personnel et confidentiel, sans aucun frais ni engagement.
Téléphones ou écrivez à :
FREDERICK CHUSID & Co. FRANCE
Conseils Internationaux en évaluation de Cadres et en avancement de Carrières.
6, rue de Berri, 75008 PARIS - 235-31-80.
WIP 547-LONDRES - 35-37 Fitzroy Street W1P 9E-6L.
LANGUE ANGLAISE INDISPENSABLE (Nous ne recrutons pas.)

demandes d'emploi demandes d'emploi

Calibat. 23 ans, déposé obligat. milit.
Licence Philo, Licence Lettres Modernes, possédant voiture. Connaissances anglaise et espagnole cherche 1er emploi.
Branches : Presse, Édition, Audiovisuel, Publicité, Relations Publiques.
Préférences réduites si travail intéressant ou formateur, occasionnel voyages séjours étrangers.
Ecrire : ASCO - W - 10, rue de Constantinople 75008 PARIS ou tél. : 663-62-92

CADRE TECHNIQUE et COMMERCIAL
39 ans. Expérience électro-technique (engineering et électronique) et électronique (Sud transport-export). Directeur adjoint dans cette dernière société. Très bonne notion d'Anglais (voyage USA et UK). Excellentes références professionnelles.
Recherche poste à responsabilité dans P.M.E. Paris ou banlieue Est.
Ecrire sous le n° 02.233 M à : REGIS-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, - PARIS (2°).

SECRÉTAIRE DE REDACTION
30 ans dans quotidien, cherche poste dans revue ou périodique.
Ecr. n° 2.296, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75002 Paris-2.
CADRE 35 ans
direct. adm. et financier. DECS, CPAI, ch. poste initial et responsable. P.M.E. Paris, banl. Est. Ecr. M. ROGUELLA, 4 chemin des Mertes, 92001 COUVIGNON T. 38-61-45.
EXPERT COMPTABLE STAGIAIRE
cherche STAGES.
Ecr. n° 1 02.176 M, Régis-P., 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.
Fin 40 ans, BEPC ch. emploi de bureau ou standard. Tél. 78-64-54 pour rendez-vous.

Secr. publ. franc. angl. ital. + arabe
parlé, cherche place. Ecr. n° 2.296, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75002 Paris-2.
J.H. 28 ans, dynamique, recherche emploi haut niveau, dans vente immobilière, excellentes connaissances du crédit.
Tél. 78-64-54 pour rendez-vous.
Demande place stable
MECANICIENNE QUALIFIÉE
Jug. - Robe - Blier
Tél. 78-64-54

EL D.E.C.S. comptab. ch. empl.
travaux parties, exp. cabinet. G. LAMON, 100 Levallois, 75002 PARIS. Tél. 77-61-94.

Notre immobilier se trouve en page 26

L'immobilier

appartements vente

appartements vente

appartements vente

appartements occupés

locaux commerciaux

Paris Rive droite

AV. REPUBLIQUE - 3 P. entr., cuis., wc, 80 m², ch. centr., 285.000 F. LODEL 353-13-39

TROCADÉRO

Imm. neuve, très grand standing, 2 p., 70 m² sur jardin, 140.000 F. LODEL 353-13-39

13. PLACE DES VOSGES

IMMEUBLE RESTAURÉ, APPTS DE 100 M² à 230 M². Sur place tous les jours, sauf dimanche, de 14 h à 18 h. ou 22-71-45 et 72-92-51

POUR PLACEMENT

MARAI
bel imm., refait apt 3 pièces, OCC., charmes, sol, ch. centr., JOUBERT et LODEL 353-13-39

9^e - IMMEUBLE DIRECTOIRE

Imm. de 180 m², 4 p., 100.000 F. LODEL 353-13-39

11^e - RUE DE LA TOUR

Part. vend. 4 pièces, ch. centr., 145.000 F. LODEL 353-13-39

LOCAL PLACEMENT

STUDIOS TT CONFORT, DANS TOUT PARIS, A partir de 100.000 F. Gros crédits possibles.

PALEIS-ROYAL

bel immeuble pierre de 1^{er} ordre, 100 m², 4 p., 150.000 F. LODEL 353-13-39

MOULIN

2 p., 3 ch., 2 b., 100.000 F. LODEL 353-13-39

MARAI

Beau sol., 4 ch., 2 b., 100.000 F. LODEL 353-13-39

ANIMAUX

Elevage amateur, chèvres, vaches, 100.000 F. LODEL 353-13-39

Antiquités

LUSTRE MONTGOLFIERE
CRISTAL, 1800, 100.000 F. LODEL 353-13-39

Artisans

LIBRE PENTRE
appartements, bureaux, cages d'escalier, Remise importante. LODEL 353-13-39

Bijoux

ACHAT TRES CHER BIJOUX
100.000 F. LODEL 353-13-39

Joux

DEBARAS 2000
TEL : 326-81-33

Déménagement

DELTA TISSUS
tous les tissus d'ameublement, Pose, ténure, rideaux, etc. 51 bis, r. Ste-Anne, 75001 Paris.

3^e près BEAUBOURG

90 M² COMMERCE, A RENOVER - TEL. 266-07-06

TERMES

AV. MONTAIGNE
DIRECT PROPRIETAIRE, 200.000 F. LODEL 353-13-39

FOCH

BON PLACEMENT 3 p., ch., 100.000 F. LODEL 353-13-39

Paris Rive gauche

LUXEMBOURG
PTAIRES VOIENT dans imm. en rénovation 2 pièces tout confort, 100.000 F. LODEL 353-13-39

BEAUBOURG

Immeuble entièrement rénové, 2 pièces, 100.000 F. LODEL 353-13-39

AVENUE DES TERMES

3 p., 100.000 F. LODEL 353-13-39

LAMARCK

Dans immeuble rénové, 2 pièces, 100.000 F. LODEL 353-13-39

MARAI

Beau sol., 4 ch., 2 b., 100.000 F. LODEL 353-13-39

ANIMAUX

Elevage amateur, chèvres, vaches, 100.000 F. LODEL 353-13-39

Antiquités

LUSTRE MONTGOLFIERE
CRISTAL, 1800, 100.000 F. LODEL 353-13-39

Artisans

LIBRE PENTRE
appartements, bureaux, cages d'escalier, Remise importante. LODEL 353-13-39

Bijoux

ACHAT TRES CHER BIJOUX
100.000 F. LODEL 353-13-39

Joux

DEBARAS 2000
TEL : 326-81-33

Déménagement

DELTA TISSUS
tous les tissus d'ameublement, Pose, ténure, rideaux, etc. 51 bis, r. Ste-Anne, 75001 Paris.

vacances

TOURISME
100.000 F. LODEL 353-13-39

Loisirs

TOURISME
100.000 F. LODEL 353-13-39

15^e rue de l'Université

STUDIO 35 m² à balcon, Prestations luxueuses, tél., park. GEPIC, 353-49-94, ou sur place 2^e jour et demi.

32 rue ROBERT-LINDET

Recent rénové 3 pièces, tout confort, parking, tél., sol., verdure, URGENT, sur place tous les jours, 12 h à 19 h. Téléphone, 353-42-43.

OBSERVATOIRE (Paris)

3 p., 2 ch., 100.000 F. LODEL 353-13-39

GLACIERE

Imm. récent, 3-4 p., 100.000 F. LODEL 353-13-39

REGION PARISIENNE

VERSAILLES-ST-LOUIS, 6-7 p., 100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

EN LOCATION-VENTE

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

15^e rue de l'Université

STUDIO 35 m² à balcon, Prestations luxueuses, tél., park. GEPIC, 353-49-94, ou sur place 2^e jour et demi.

32 rue ROBERT-LINDET

Recent rénové 3 pièces, tout confort, parking, tél., sol., verdure, URGENT, sur place tous les jours, 12 h à 19 h. Téléphone, 353-42-43.

OBSERVATOIRE (Paris)

3 p., 2 ch., 100.000 F. LODEL 353-13-39

GLACIERE

Imm. récent, 3-4 p., 100.000 F. LODEL 353-13-39

REGION PARISIENNE

VERSAILLES-ST-LOUIS, 6-7 p., 100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

EN LOCATION-VENTE

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

15^e rue de l'Université

STUDIO 35 m² à balcon, Prestations luxueuses, tél., park. GEPIC, 353-49-94, ou sur place 2^e jour et demi.

32 rue ROBERT-LINDET

Recent rénové 3 pièces, tout confort, parking, tél., sol., verdure, URGENT, sur place tous les jours, 12 h à 19 h. Téléphone, 353-42-43.

OBSERVATOIRE (Paris)

3 p., 2 ch., 100.000 F. LODEL 353-13-39

GLACIERE

Imm. récent, 3-4 p., 100.000 F. LODEL 353-13-39

REGION PARISIENNE

VERSAILLES-ST-LOUIS, 6-7 p., 100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

EN LOCATION-VENTE

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

15^e rue de l'Université

STUDIO 35 m² à balcon, Prestations luxueuses, tél., park. GEPIC, 353-49-94, ou sur place 2^e jour et demi.

32 rue ROBERT-LINDET

Recent rénové 3 pièces, tout confort, parking, tél., sol., verdure, URGENT, sur place tous les jours, 12 h à 19 h. Téléphone, 353-42-43.

OBSERVATOIRE (Paris)

3 p., 2 ch., 100.000 F. LODEL 353-13-39

GLACIERE

Imm. récent, 3-4 p., 100.000 F. LODEL 353-13-39

REGION PARISIENNE

VERSAILLES-ST-LOUIS, 6-7 p., 100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

EN LOCATION-VENTE

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

locations non meublées

PARIS
100.000 F. LODEL 353-13-39

15^e rue de l'Université

STUDIO 35 m² à balcon, Prestations luxueuses, tél., park. GEPIC, 353-49-94, ou sur place 2^e jour et demi.

32 rue ROBERT-LINDET

Recent rénové 3 pièces, tout confort, parking, tél., sol., verdure, URGENT, sur place tous les jours, 12 h à 19 h. Téléphone, 353-42-43.

OBSERVATOIRE (Paris)

3 p., 2 ch., 100.000 F. LODEL 353-13-39

GLACIERE

Imm. récent, 3-4 p., 100.000 F. LODEL 353-13-39

REGION PARISIENNE

VERSAILLES-ST-

Le Monde

régions

Ile-de-France

Budget difficile, maladie, chômage...

Où trouver l'argent du loyer ?

Les mises en chantier de logements neufs en région parisienne ont diminué de 18 % en 1977 : 65 000 contre 79 000 en 1976.

La « Cellule économique pour les matériaux », la construction et les travaux publics, dans sa dernière note de conjoncture, explique que les secteurs les plus touchés sont le secteur libre, particulièrement à Paris. Les constructions de logements collectifs ont diminué de 24 % tandis que les mises en chantier de maisons individuelles sont restées aussi nombreuses que l'année précédente (20 000 environ).

Au-delà de ces données quantitatives se pose la question plus concrète de l'exercice réel du « droit au logement ». Il pose en particulier le problème de savoir si les H.L.M. répondent bien aux besoins des habitants les plus modestes de la région parisienne. Pourquoi alors certaines familles cessent-elles de payer leur loyer ? Les récentes mesures prises en faveur des ménages modestes (aide personnalisée au logement notamment) permettent-elles de résoudre les difficultés des habitants de l'Ile-de-France les plus démunies ?

Un enquêteur de l'Ile-de-France a enquêté sur ce thème, mais elle reste insuffisante pour les locataires les plus démunies. Ils sont plusieurs dizaines de milliers, en effet, dont les revenus ne dépassent pas 2 000 F par mois. Pour ces familles, trop d'incertitudes demeurent, puis-que les loyers, même réduits, sont encore trop chers pour eux.

Demière question : le rôle des sociétés H.L.M. est-il d'assumer à n'importe quel prix une « vocation d'accueil des plus démunies » ? Leurs contraintes de gestion leur permettent-elles d'accepter le risque d'impayés ? Les participants du colloque ont demandé qu'un accompagnement social (services d'information, animation) soit mis en place et que la « surcoût » entraîné par ces mesures soit pris en charge par la collectivité.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Bretagne

LE REMEMBREMENT DANS LE FINISTÈRE

Les Guillon s'adressent à la justice

M. et Mme Guillon, cultivateurs à Ploëvez-du-Paon (Finistère), qui depuis octobre 1977 ont fait plusieurs grèves de la faim pour protester contre le remembrement de leur exploitation, ont décidé de porter l'affaire devant le tribunal administratif. Ils renouent donc aux manifestations spectaculaires pour adopter les procédures légales.

● Tarifs routiers de marchandises : + 5,12 %. — Le ministre de l'économie et des finances vient d'autoriser une hausse des tarifs routiers de marchandises de 5,12 % à compter du 1^{er} mars, et de 2,53 % à partir du 1^{er} juin. La majoration de ces tarifs avait été de 6,4 % en 1977. Les tarifs ferroviaires de marchandises ont été relevés de 6 % en moyenne le 1^{er} février dernier.

Dans une déclaration rendue publique le 8 février, ils indiquent qu'ils procèdent ainsi pour montrer leur « volonté de conciliation ». Cependant, ils font observer que les recours devant les tribunaux administratifs ne sont pas suspensifs et que même lorsque les juges donnent raison aux agriculteurs, ces derniers doivent attendre dix ans pour obtenir satisfaction.

C'est pourquoi, déclarent les Guillon, nous demandons au préfet et au directeur départemental de l'agriculture d'arrêter toute opération connue au remembrement en attendant la décision du tribunal. Si aucune réponse ne nous était donnée, ajoutent les cultivateurs, cela équivalait pour l'administration à ignorer notre volonté de conciliation et surtout l'intérêt et la valeur des décisions du tribunal administratif.

FAITS ET PROJETS

ILE-DE-FRANCE

● La cité des archives à Fontainebleau. — La première unité de la cité des archives contemporaines de Fontainebleau a été inaugurée, mardi 14 février.

La cité de Fontainebleau est un « dépôt intermédiaire » des archives nationales. Elle doit conserver les documents français présentant un intérêt quotidien pour les administrations, mais qui doivent demeurer disponibles jusqu'au moment où intervient leur élimination partielle ou leur conservation définitive comme archives historiques.

La cité des archives contemporaines compte dix unités semblables, construites aux trois quarts en souterrain dans la forêt de Fontainebleau.

● SEMIBAN : compromis signé. — Le protocole d'accord établi entre l'Etat, les banques et les communes concernées par les difficultés financières de la Société d'économie mixte de la banlieue nord (SEMIBAN) a été signé au tribunal de commerce.

Ce compromis prévoit une participation de 170 millions de francs de la part des banques, 42,7 millions de francs de la part de l'Etat, et 31 millions de la part des communes qui bénéficieront de prêts au taux actuariel de 11,20 %. Le déficit de la société sera ainsi couvert, mais la SEMIBAN sera dissoute après réalisation de ses actifs.

POITOU-CHARENTES

● Les plages de l'île de Ré. — Le conseil municipal de Rivendou-Plage, dans l'île de Ré (Charente-Maritime), a démissionné pour protester contre l'augmentation du tarif du bac qui relie l'île au continent. Les élus municipaux

estiment que cette mesure risque d'entraîner l'asphyxie de l'île, notamment en détournant les touristes.

RHONE-ALPES

● A Malcelle : la gauche et le nucléaire. — Des représentants du P.C.F., du P.S. et du P.S.U. ont participé, le 12 février, à une table ronde organisée par l'Association anti-Super-Phénix de la région de Malcelle dans l'Aisère. Le parti communiste a réaffirmé son refus du moratoire, mais estime que les conditions de réalisation de Super-Phénix doivent être reconstruites, notamment par la nationalisation immédiate de tous les maillons de l'industrie nucléaire. Le parti socialiste a rappelé qu'il s'était prononcé « pour l'arrêt immédiat, mais provisoire, des travaux à Malcelle ». Le P.S.U. est pour l'abandon total du nucléaire et engendrer une société autoritaire et centralisée incompatible avec l'autogestion.

CORSE

● Le Club Méditerranée à Sant'Ambrósio. — Malgré l'attentat commis le 2 février dernier contre le « village » de Sant'Ambrósio, près de Calvi, qui a causé d'importants dégâts aux installations techniques, le Club Méditerranée, « néanmoins décidé d'ouvrir ce village de cinq cent vingt lits, comme prévu, le 25 mai prochain. Les villages de Cargèse, près d'Ajaccio, et de Santa-Folga, près de Porto-Vecchio, ouvriront le 8 mai.

L'été dernier, le village de Cargèse était resté fermé. La décision de l'ouvrir se prendra après le plastage commis au mois d'avril, contre ce village.

SPORTS

VOILE

Une goélette de Jean Berret pour les Glénans

Un peu partout, en France et en Europe, des passionnés de la voile doivent leurs premières expériences à leurs premiers voiliers au Centre nautique des Glénans (C.N.G.). Celui-ci a su à la fois élaborer une méthode d'enseignement et choisir de bons bateaux, dont certains ont atteint une diffusion exceptionnelle.

Volé un quart de siècle, Jean-Jacques Herbolot créait le Vaurien et le Corsaire, qui allaient être suivis de bien d'autres voiliers pratiques et endurants. Depuis lors, le C.N.G. est presque toujours resté fidèle au bois, et surtout au contreplaqué, dont beaucoup ont aujourd'hui tendance à sous-estimer l'intérêt.

En dehors de J.-J. Herbolot, les Glénans s'adressent quelquefois à d'autres architectes en bois. Naguère, le C.N.G. avait pris contact avec André Mauriac pour la création d'un bateau d'une douzaine de mètres, mais ce projet n'a pas abouti. Plus récemment, le centre s'est adressé à Jean Berret. Le jeune architecte rochelais a dessiné pour le C.N.G. une goélette de 9 m. 80 en bois moulé dont le premier exemplaire va sortir du chantier Hervé à La Rochelle. Une seconde unité sera ensuite construite. Ce bateau à quille, de tirant d'eau limité à 1 m. 30 et pesant 3 tonnes, est pourvu d'un grand cockpit qui peut accueillir de neuf à douze équipiers.

En plus de cette création vouée à l'enseignement de la voile, Jean Berret, très en vue depuis la saison dernière, a dessiné de nombreux voiliers de compétition destinés à la course en temps réel. Son Junior, gagnant de la dernière Mini Ton Cup, va être fabriqué en petite série par le chantier venetien Brémont, tandis que trois bateaux sont construits sur de nouveaux plans en vue de la prochaine édition de cette épreuve, qui sera disputée à L'Avon. Le Cap Baba, vainqueur de la Micro Cup, est produit par AACAP, à Colombes. Un nouveau quartier tonner en bois moulé est en construction au chantier de Pierre Berret, à La Rochelle. Deux autres quartiers en aluminium dérivés d'Esophage-Boogie vont voir le jour en Espagne.

Deux autres projets sont en cours : l'un à Palmpol, en construction amateur, l'autre chez Hervé ; il s'agit d'un dériveur.

La Half Ton Cup suscite actuellement un intérêt particulier : elle sera disputée l'été prochain en Angleterre, à Poole, et elle rassemble des voiliers relativement accessibles : 9 mètres de long environ, contre 11 mètres pour un « tonner ». Une douzaine de coques, dont deux à dérive, sont actuellement en construction en bois moulé ou en plastique, sur plan de Jean Berret, chez Pierre Berret, dont une destinée à un sportif britannique (ce qui est assez rare pour être souligné) ; deux chez Hervé, cinq chez Arécan, en Méditerranée, une chez Jean Berret, à La Rochelle, une chez Pierre Berret, une en Espagne.

Or, la concurrence s'annonce très forte en Grande-Bretagne, où quatre-vingt candidats ont annoncé leur intention d'engager un bateau dans les éliminatoires anglaises de la Coupe. Sur ce total, on compte en particulier dix plans de Stephen Jones, neuf de Ron Holland, cinq de Doug Peterson et trois de Bruce Farr, dont les créations ont affiché une supériorité écrasante aux antipodes, en face d'une opposition réduite. A Poole, la confrontation s'annonce plus serrée et instructive.

YVES ANDRÉ.

LES QUINZE ANS DE LA DATAR

Une société de liberté est soucieuse de développer et de décentraliser les responsabilités

déclare M. Giscard d'Estaing

« En ces temps où la critique systématique et partisane masque la vérité, il convient de dire haut et fort que le bilan de la politique d'aménagement du territoire est largement positif », a déclaré mardi 14 février, M. Valéry Giscard d'Estaing, à l'occasion du quinzième anniversaire de la DATAR.

Après avoir souligné la « volonté » des gouvernements successifs depuis 1963 de « construire, développer et moderniser la France », et noté que la boulimie parisienne avait été freinée, le président de la République a affirmé :

« Défendre, aider et développer les régions les plus déshéritées est un impératif de justice comme l'est la défense, l'aide et l'augmentation des revenus des catégories les plus démunies de notre société ».

Il a conclu en annonçant « qu'il réunit à la fin de l'année 1978, une conférence nationale de l'aménagement du territoire ouverte à tous ceux qui, dans leur région, dans leur commune, dans leur entreprise, souhaitent faire des propositions concrètes et constructives pour la mise en œuvre de cette politique ».

M. MICHEL GIRAUD (R.P.R.) : la responsabilité politique des élus régionaux n'est pas suffisamment soulignée.

M. Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France (R.P.R.), nous a déclaré, après le discours du président de la République :

« Le chef de l'Etat a reconnu le rôle économique que doivent jouer les régions. Elles sont, en effet, en première ligne en cas de crise locale de l'emploi et il est normal que les compétences et les moyens leur soient donnés pour prévenir des fermetures d'entreprises et surtout pour favoriser le développement des activités. Tout le problème est de savoir comment ces compétences seront mises en œuvre et quels moyens leur seront donnés.

« Le président a souligné que la loi de 1972 sur les régions serait complètement appliquée, ce qui, pour les élus régionaux, qui ont l'expérience des réticences et des freinages de l'administration, marque un progrès.

« Je ne peux toutefois que regretter que la responsabilité politique des élus régionaux ne soit pas suffisamment soulignée, qu'ils ont vocation à être, en liaison avec les responsables socio-professionnels, des relais de décision et d'information entre les collectivités locales et l'Etat ».

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé - Aucune limite d'âge - Début des cours à votre convenance - Demandez le nouveau guide gratuit numéro 88

ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION

Ecole privée fondée en 1870 soumise au contrôle pédagogique de l'Etat

75000 PARIS - CROIX DE LA RUE DES PETITES-CHAMPS

Etudes gratuites pour les bacheliers de la formation continue (loi 16-7-71)



vous montre comment apprendre, chez vous, à parler anglais en 3 mois

Linguaphone : une nouvelle méthode audio-visuelle active, basée sur le dialogue.

Grâce aux disques ou aux cassettes, des Anglais vont venir chez vous, pour vous apprendre leur langue en vous parlant et en vous faisant parler.

Ces dialogues, très faciles au début vous familiariseront progressivement avec les structures, le vocabulaire et l'accent. En participant, vous-même, en direct, à ces conversations, vous vous habituerez à penser en anglais.

Et dans quelques mois, vous commencerez, déjà, à parler couramment.

Sur le même principe 28 langues à votre disposition : allemand, anglais, espagnol, italien, japonais, russe...

BON GRATUIT Sans aucun engagement de ma part, je demande à bénéficier d'une information personnelle sur la méthode Linguaphone et à recevoir une cassette (ou un disque) de démonstration (le choix d'une cassette ou d'un disque).

Nom : _____ Prénom : _____ Age : _____

Profession : _____ Tél. : _____

No. : _____ Rue : _____ Localité : _____

Code Postal : _____

Quelle langue voulez-vous étudier ? _____

Linguaphone 12, rue Lincoln 75008 Paris

(pour la Belgique : rue du Midi, 54-1000 Bruxelles)

(pour la Suisse, C.P. 215 Bd Helvétique, 17 - 1211 Genève 3)

Samaritaine Capucines

Samaritaine de Luxe

27 BOULEVARD DES CAPUCINES - PARIS - TEL. 261.57.25

mercredi 15 jeudi 16
vendredi 17 samedi 18 février

Vente spéciale

pour hommes rez-de-chaussée et jeunes gens 2^e étage

Chemises, Cravates, Echarpes, Robes de chambre, Bonneterie, Vestons, Pantalons, Pardessus, Imperméables, Mouchoirs, Gants, etc.

EST FACILE

DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTO

Notices à votre disposition chez les dépositaires

UN DOCUMENT DE...
syndicats C.G.T. et C.F.D.T.
mécanismes de la politique...

مكتبة الأصل

économie

EMPLOI

POINT DE VUE

AFFAIRES

Des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. démontent les mécanismes de la politique gouvernementale

Offensives tous azimuts sur le front de l'emploi, ce début de semaine, avant la publication, d'un document de quarante-six pages, intitulé « Le bluf sur l'emploi », le mardi 14 février (« Le Monde » du 15 février). Mardi, M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., a présenté, au cours d'un déjeuner de presse, « l'initiative nationale C.F.D.T. interprofessionnelle », qui doit avoir lieu le 21 février à Paris, avec pour thème principal : « Halte au massacre de nos industries. »

Cette journée d'animation du 21 février se réunira, en de multiples points de la capitale, des délégations venues de toutes les régions de France où des entreprises sont fermées, occupées ou menacées. Ce circuit « Paris-Image », selon l'expression de M. Krasucki, doit rassembler plusieurs milliers de délégués, convergera ensuite, à 15 heures, vers la « maison des métaux », rue J.-P. Timband (21^e). De son côté, M. Robert Deloroy, nouveau président de l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.), dressé, mardi, au cours d'une conférence de

presse, le bilan de l'effort entrepris par les assemblées consulaires dans le cadre du « pacte national pour l'emploi ».

« Au total, a indiqué M. Deloroy, au 1^{er} janvier 1978, sur 241 100 signataires et apprentis ayant accepté de mettre à profit les opportunités offertes par la loi du 5 juillet 1977, 27 750, soit 11,5 %, ont bénéficié de l'action des C.C.I., ce qui équivaut à 13 600 000 heures stagiaires de formation. »

Pour ce qui concerne les 180 378 embauches exonérées, a poursuivi le président de l'A.P.C.C.I., il est permis de penser que l'action des C.C.I. auprès de la majeure partie des 180 000 employeurs qui sont leurs ressortissants, a joué un rôle déterminant (...). On constate, en effet, que 58,7 %, soit plus de la moitié de l'effort d'embauche ou de stage, a été accompli par les entreprises de moins de 50 salariés. »

Enfin, des responsables C.G.T. et C.F.D.T. ont commenté, ce mardi devant la presse, le document syndical intitulé : « Chômage : la manipulation des chiffres au bluf sur l'emploi ».

syndical ne donne pas, du vote, d'exemples chiffrés aussi récents.

Dans une seconde partie intitulée « Le bluf sur l'emploi », le texte de la C.G.T. et de la C.F.D.T. analyse longuement les mesures et les effets du « pacte national pour l'emploi », qui vise essentiellement à « faire disparaître temporairement du nombre des demandeurs d'emploi une quantité appréciable d'individus », — notamment par le biais des stages pratiques en entreprises et des stages de formation, — et à « fabriquer » ainsi « des chômeurs déguisés en actifs ».

Quant à l'efficacité même des dispositions continuées dans la loi du 5 juillet 1977, les syndicalistes en doutent. « De juillet à novembre 1977, disent-ils, l'A.N.P.E. a dû traiter 2 267 000 demandes d'emploi (demandes « en stock » fin juin + flux d'entrée des mois suivants). Au cours de cette même période, 1 077 600 demandes ont été satisfaites (soit par placement soit par annulation). Cela donne un taux de

sortie global de 47,75 %. En 1976, pour la même période de l'année, ce taux était de 48,58 %. Le moins qu'on puisse dire c'est que le pacte pour l'emploi n'a guère permis d'accélérer le reclassement professionnel des chômeurs ! »

La comparaison de ce même indicateur selon les tranches d'âge, poursuit-ils, est également significative. Le taux de sortie, de juillet à novembre, a été, pour les moins de vingt-cinq ans, de 54,07 % en 1977 contre 47,55 % en 1976 et, pour les plus de vingt-cinq ans, de 38,07 % en 1977 contre 42,33 % en 1976. Cela fait apparaître clairement que l'amélioration du taux de sortie des jeunes, que l'on observe entre 1976 et 1977, s'est effectuée au détriment du taux de sortie des adultes. »

Enfin, le document syndical s'interroge sur le sort des jeunes au mois d'avril-mai prochains, après la fin des stages en entreprises et de formation.

MICHEL CASTAING.

Encourager l'investissement individuel

par YVAN CHARPENTIER (*)

L'Etat n'a que le travail des hommes qui puisse assurer la richesse d'une nation.

C'est en ayant à l'esprit ce postulat simple que nous avons présenté notre projet fiscal, destiné à favoriser les investissements, et donc l'emploi (« Le Monde » du 28 juillet 1977). M. Deloroy, assisté de MM. Mourre et Chevalier, vient de remettre, sur ce thème, le rapport que lui avait demandé le premier ministre. Ce rapport confirme les thèses que nous avions soutenues et les complètes de plusieurs propositions.

Il s'agit d'encourager l'investissement individuel, d'éviter d'obscurecir le thème essentiel.

Une croissance forte est nécessaire pour assurer la réponse aux attentes d'amélioration de niveau et de condition de vie.

Elle est également nécessaire, d'une part, pour fournir le travail au million de demandeurs d'emploi qui attendent d'être intégrés dans les activités productives ; d'autre part, pour répondre aux exigences de la vie économique contemporaine, marquée par la nécessité d'une large exportation équilibrant nos besoins en produits importés, matières premières et pétrole, dont les prix ont été renchérissés.

Cette croissance implique un double effort de production supplémentaire, mais aussi d'une amélioration de la productivité afin de poursuivre l'abaissement relatif des prix de revient, et donc de maintenir la compétitivité.

Notre projet fiscal, repris par le rapport Deloroy, crée dans la loi une forte incitation pour l'amélioration des fonds propres des entreprises afin de favoriser l'investissement.

Nous n'avons jamais cherché à ce qu'il fût réservé aux cadres des

entreprises, ni davantage aux seuls salariés. Le dispositif doit être ouvert à tous les Français, sans distinction de catégorie sociale.

Mais il est évident que ce sont ceux qui paient l'impôt sur le revenu qui y trouveront le plus largement leur compte. Dans ce domaine, il est vrai que les cadres sont en première ligne.

Il n'est pas inutile de souligner aussi que ce projet tient compte de la nécessité de ne pas relancer l'inflation, comme pourrait le faire un surcroît d'investissement public géré sur un déficit budgétaire.

Des investissements publics supplémentaires dans un budget en équilibre impliqueraient l'accroissement des impôts, donc une épargne forcée, et supprimeraient ce degré de liberté que nous entendons laisser à chaque citoyen : investir et bénéficier d'une réduction non négligeable d'impôt ; ne pas investir et payer un impôt normal.

Le citoyen a donc le choix : ou bien l'assurance de sa responsabilité personnelle en investissant pour créer des emplois, ou confier à l'Etat le soin de réaliser les actions nécessaires pour assurer l'emploi dans les meilleures conditions.

Dans le premier cas, il renforce son patrimoine personnel, son champ de décision, sa solidarité à l'égard d'une ou plusieurs entreprises. Dans l'autre, il devient un actionnaire collectif, ne disposant plus librement pour le futur du patrimoine établi. Il préfère alors s'en remettre à l'Etat, avec la seule possibilité de le contrôler le jour où il dépose un bulletin de vote dans l'urne ; mais cet acte prend souvent l'allure d'un « vote bloqué » car il

est impossible de faire le tri entre les bonnes et les mauvaises décisions qui ont été prises auparavant par les responsables politiques.

Certains n'ont dit que ce projet était un choix de société. C'est sûr, dans la mesure où il est un encouragement au choix individuel dans un système de propriété privée, par opposition à la remise à l'Etat du soin d'entreprendre et de conduire l'économie. Il est aussi un choix entre l'association aux risques de l'entreprise et la sécurité des placements liquides dans les caisses d'épargne ou dans les obligations.

Que l'on ne pense pas cependant que nous ferions un choix entre l'investissement et la consommation pour être, soit l'un, soit l'autre, le maître de l'économie.

A notre sens et aujourd'hui, l'un ne va pas sans l'autre. On peut nous faire confiance, à nous, syndicalistes, pour revendiquer par ailleurs les améliorations de pouvoir d'achat, qui sont un facteur de développement de la consommation. C'est en s'appuyant mutuellement, que consommation et investissement maintiendront dans la croissance l'équilibre entre l'offre des produits et la demande de ceux-ci.

C'est aussi au nom de cette préoccupation du développement des entreprises que nous sommes en droit de revendiquer notre place, avec voix délibérative, dans les conseils d'administration ou de surveillance. Cette voix est parallèle et complémentaire de celle que le rapport Sudreau a ouverte.

Comme le recommande le rapport Deloroy, il convient de ne pas limiter cet accès aux seules grandes entreprises, mais de le rendre possible aussi dans les moyennes et les petites. Dans toutes les entreprises, les cadres doivent pouvoir trouver une voie vers la participation et l'association.

(*) Président de la C.G.C.

Les cadres, l'épargne et le pouvoir

Aider l'épargne à s'associer aux risques de l'entreprise, développer l'actionnariat des salariés, étudier la dévolution du pouvoir dans les P.M.E., favoriser la constitution d'un patrimoine en vue de la retraite : tels étaient les thèmes de réflexion de la mission chargée par le gouvernement, en octobre 77, d'examiner les suggestions concernant les cadres et émanant de diverses organisations patronales, ouvrières et professionnelles, au premier rang desquelles figure la C.G.C.

Cette mission, dirigée par M. Paul Deloroy, président d'E.D.F., entouré de MM. Alain Chevalier, vice-président-directeur général de Moët-Hennessy, et Gilbert Mourre, secrétaire général de la commission des opérations de bourse, a formulé un certain nombre de propositions à caractère à la fois conjoncturel et structurel. En premier lieu, elle a axé ses efforts sur l'orientation de l'épargne « neuve », celle qui provient des économies des ménages vers les placements à « risque », c'est-à-dire les actions. Relevant l'état « catastrophique » des augmentations de capital réalisées par les sociétés et souscrites en bourse par les particuliers, qui n'ont guère dépassé 500 millions de francs en 1977, et l'urgence absolue de remédier aux insuffisances des fonds propres des entreprises, la mission a proposé la mesure suivante : pendant cinq ans, toute personne physique aura le droit de déduire de son revenu imposable, dans une limite de 15 % ramenée à 5 % pour les gros revenus, les sommes investies dans les augmentations de capital des sociétés françaises cotées en bourse. Jusqu'à présent, seuls les revenus des actions sont déductibles dans certaines limites.

Depuis longtemps déjà, néanmoins, M. Pierre Uri, membre du P.S., préconise la détaxation de l'épargne au moment où elle s'investit, et M. Barre, dans le programme de Blois, a repris la même idée. Mais l'originalité de la proposition de la mission c'est de réserver le dégrèvement fiscal aux seuls appels de capitaux des sociétés, ce qui favorise l'investissement et diminue les pertes de recettes évaluées à 200 millions de francs par an sur la base de 1977. En ce qui

concerne l'actionnariat des salariés en général, notamment celui qui résulte de la participation au fruit de l'expansion, instituée en 1967, la mission relève toutefois que si les chefs d'entreprises ne manifestent une « grande passion » à son égard, mais elle n'en propose pas moins une série de mesures de détail propres à améliorer le fonctionnement des régimes d'intéressement.

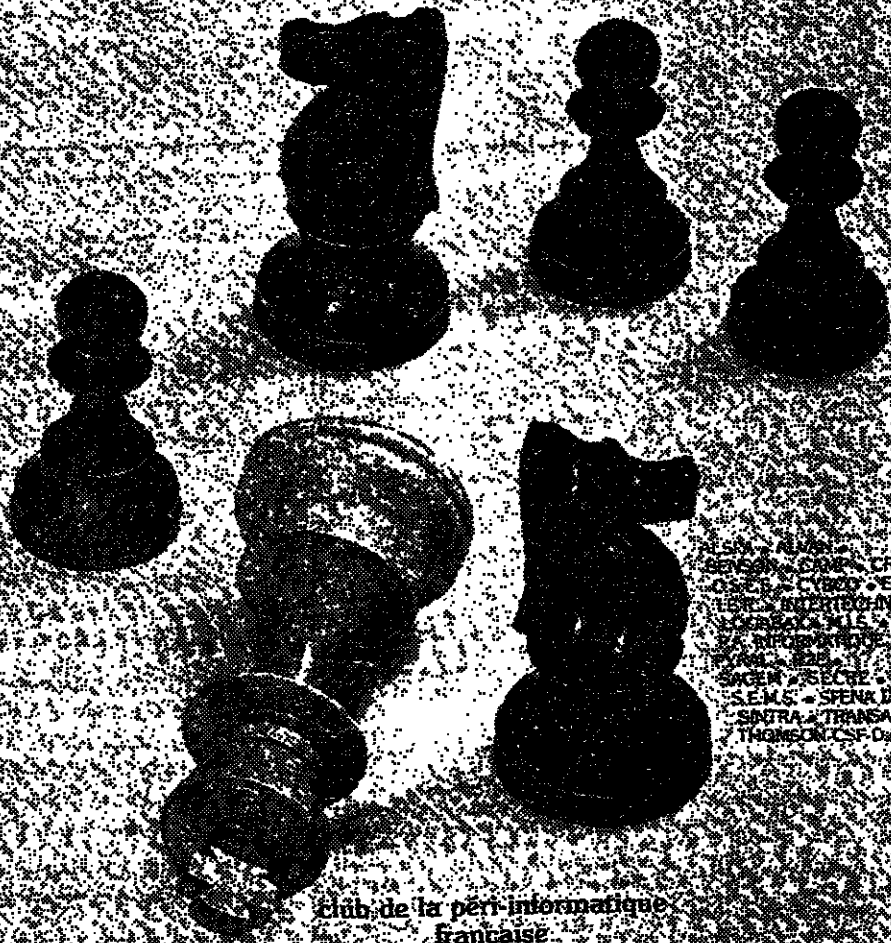
Au-delà de ces propositions qui s'appliquent à l'épargne et revêtent, tout au moins pour la première, un caractère conjoncturel, la mission a développé un thème particulièrement brûlant à l'heure actuelle, celui de la participation au pouvoir et au capital dans les entreprises, essentiellement les P.M.E. Outre la création éventuelle de postes supplémentaires au conseil d'administration réservés aux cadres ou aux autres salariés, elle propose d'aller plus loin en aidant à la dévolution du pouvoir en dehors du cercle des premiers actionnaires. Tout cadre ou autre salarié aura la possibilité, dans son entreprise, de se faire ouvrir un compte de « pré-associé » alimenté par son épargne, rémunéré comme un compte d'associé et susceptible d'être converti en actions de l'entreprise avec le bénéfice de la déduction fiscale en cas d'augmentation de capital déjà envisagée. Un tel système permettrait à un cadre, au bout de dix ou quinze ans, d'avoir une position d'actionnaire assez forte pour pouvoir prendre une part appréciable ou prépondérante dans la direction d'une P.M.E.

La mission a développé enfin un quatrième thème, celui de la retraite, avec plusieurs novations : alimentation d'un compte retraite par des versements des espèces déductibles du revenu imposable à hauteur de 5 000 F, application à l'indemnité de départ du régime fiscal favorable qui régit actuellement l'indemnité de licenciement, décalage des régimes de retraite pour faciliter une plus grande mobilité des cadres à l'intérieur des secteurs public et privé.

Il y a là des ouvertures qui peuvent constituer des thèmes de réflexion, quelle que soit l'orientation politique prise par le pays dans les mois qui viennent.

F. R.

informatique : les pièces légères jouent et gagnent...



Club de la péri-informatique française

des spécialistes qui ne prétendent pas tout savoir mais qui ont les moyens de bien faire et d'innover

6, rue Gaillette 75016 Paris - téléphone 722.72.52

brochure envoyée gratuitement sur demande

Pour la C.F.D.T. : syndicats de administration centrale des ministères du travail et des finances ; syndicats nationaux du travail et l'emploi (services extérieurs et P.T.), du Plan et de l'INSEE ; la C.G.T. : syndicats (général national) des personnels des services sociaux, de l'administration des finances et de l'INSEE.



ÉTRANGER

En vertu d'un accord à long terme Pékin et Tokyo vont beaucoup accroître leurs échanges commerciaux

Usines et technologie japonaises contre pétrole et charbon chinois : telle est pour l'essentiel la teneur du contrat à long terme que devraient signer, ce mercredi 15 février, à Pékin, les représentants du patronat japonais. Discutés depuis près de quatre ans par les gouvernements Tanaka puis Miki, cet accord apparaîtra comme un succès personnel pour M. Fukuda, l'actuel premier ministre japonais.

Un tel accord, par les choix politiques qu'il semble impliquer, risque pourtant d'avoir des répercussions sur les relations entre Moscou et Tokyo.

De notre correspondant

Tokyo. — Les Japonais et les Chinois signent mercredi 15 février à Pékin un accord commercial à long terme. Ils s'engagent à faire passer à 20 milliards de dollars leurs échanges au cours des huit prochaines années. Cet accord sera paraphé par M. Tanaka, président de l'Association d'Amitié Nippon-Chinoise et de Nippon Steel, et accompagné de M. Doko, président du Keidanren (organisme du patronat nippon), à qui Tokyo a confié la capitale chinoise.

Aux termes de l'accord, le Japon exportera pour une valeur de 10 milliards de dollars de produits industriels, en particulier des usines pétrochimiques, de l'équipement pour l'exploitation du charbon et du pétrole, des appareils portables, du matériel de transport et de l'acier. En ce qui concerne les importations, six commandes ont déjà été signées pour une valeur de 2 milliards de dollars, dont celles d'une aciérie d'une capacité annuelle de 8 millions de tonnes qui sera construite près de Changhaï et d'une fabrique de tubes de télévision en couleur. Le Japon devra aussi fournir à la Chine des équipements, qui sont techniquement fonctionnels sur ordinateurs destinés au chemin de fer. L'accord devait être signé plus tôt (le Monde du 12 octobre), mais, une fois son principe acquis, les négociations ont été plus difficiles que prévu dans deux domaines. Le premier concerne l'acier japonais. Les sidérurgistes nippons estiment que la qualité du coke chinois est inférieure à celle du charbon américain et australien utilisé actuellement. Aux termes de l'accord, les Chinois exportent 6,1 millions de tonnes de charbon au cours des cinq prochaines années. À partir de 1982, le volume annuel augmentera régulièrement pour atteindre 4 millions de tonnes en 1985.

Un problème analogue se posait pour le pétrole. Trop riche en paraffine, le pétrole chinois ne peut être utilisé que dans des centrales thermiques. Pour de raffinage, il doit être traité dans des usines spéciales, ce qui multiplie par trois son prix. Les Japonais ont fini par accepter le principe d'en importer 47,2 millions de tonnes au cours des cinq prochaines années. De 7 millions de tonnes en 1977, leurs achats devraient passer à 15 millions de tonnes en 1982. En prévision de l'augmentation des importations de pétrole chinois, le ministère du Commerce international et de l'Industrie va créer un organisme semi-public chargé de construire plusieurs raffineries d'une capacité de 500 000 barils par jour, qui seront en service en 1982.

Les négociations avec Moscou
L'accord consacre une progression régulière des échanges entre la Chine et le Japon. En 1977, ils se sont élevés à 3,4 milliards de dollars (contre 2,7 milliards en 1976, année « record »). L'excédent nippon se chiffrait à 391 millions de dollars, au terme des huit années de l'accord, le commerce entre les deux pays devrait être équilibré.

L'importance du marché chinois pour les Japonais est attestée par la création récente du Comité pour la promotion de l'accord à long terme sino-japonais, qui regroupe cent dix sociétés et émane du Keidanren. Son président, M. Inayama, est appelé à remplacer en mai M. Doko, l'actuel

WEEK-END A LONDRES 470F.
Région parisienne - République - Tour Eiffel - Paris - 75001 Paris - Tél. 355 36 32 ou votre agent de voyage.

Reservations : 225.99.06+

IRAN AIR
Only Sudi

PARIS NEW-YORK.

BOEING 747 SP : Lundi - Vendredi : 12 h 30

En Finlande La dévaluation ne paraît plus aussi certaine

De notre correspondant

Helsinki. — Le gouvernement finlandais n'avait encore pris aucune décision concernant une modification possible du cours du mark à la suite de la dévaluation de la couronne norvégienne. Le marché des changes reste fermé. La date de la décision est reportée à jeudi 16 février, lendemain des élections présidentielles. Jusqu'à ce jour, la dévaluation a été annoncée dans la presse finlandaise comme un fait probable pour ne pas dire certain. Seul le chiffre donnait lieu à un jeu de devinette : 5-8 %.

Les dernières déclarations de M. Sorsa, premier ministre, invitent toutefois à penser que les instances dirigeantes de ce pays, après avoir été tentées, seraient en train d'abandonner l'idée de dévaluation comme seul remède aux maux du pays. M. Sorsa a, entre autres, déclaré lundi que la solution de ne pas modifier le cours du mark était examinée au même titre que les autres possibilités. Selon le premier ministre, une dévaluation ne constitue pas la seule solution offerte pour résoudre la situation créée actuellement. Le premier ministre note que la « logique de la politique économique du gouvernement et les ressources de la Banque de

Finlande rendent possible le maintien du cours du mark ». L'Institut d'émission dont le gouverneur, M. Koivisto (social-démocrate) est favorable à la dévaluation, au contraire du premier ministre (gauche social-démocrate) dispose, grâce à un nouvel accord signé au début de ce mois-ci, à Londres, d'un total de 800 millions de dollars de lignes de crédit dont il pourrait, le cas échéant, faire usage si les spéculations persistaient à un certain temps après la décision de jeudi prochain.

Le bureau politique du parti communiste finlandais a fait savoir le 14 février qu'il oppose à toute dévaluation et que celle-ci équivaudrait à un transfert de revenus au profit de l'industrie exportatrice. M. Aalto, communiste et ministre de l'Énergie, a déclaré qu'une dévaluation entraînerait l'acquisition de la lutte contre l'inflation. Pour M. Sorsa, le message des communistes était clair et on peut estimer que l'abandon de ce cours-ci pèserait d'un grand poids dans la décision de jeudi prochain. Le mouvement ouvrier est, lui aussi, divisé.

PAUL PARANT.

En Suède Malgré les efforts du gouvernement la situation de l'emploi continue à se détériorer

De notre correspondant

Stockholm. — La situation de l'emploi s'est nettement détériorée en Suède au mois de janvier. Selon le rapport mensuel de l'Office central de la statistique, 110 000 personnes, soit 2,8 % de la population active, étaient sans travail, contre 107 000 en décembre (+ 42,8 %) et 95 000 (+ 16,8 %) à pareille époque l'année dernière. Le taux de chômage a ainsi augmenté de quatre points depuis quatre ans. L'Office indique par ailleurs qu'environ 120 000 Suédois vivent actuellement des cours de recyclage professionnel ou sont employés dans différentes formes de travaux protégés. On estime que si le

gouvernement n'avait pas mis en place, en janvier 1977, un vaste dispositif de soutien de l'emploi, le nombre de chômeurs repensés serait supérieur de 30 %. Plus de 30 000 salariés ont en effet conservé leur travail grâce aux subventions accordées par l'État aux entreprises en difficulté, et qui peuvent atteindre 25 couronnes l'heure (environ 28 francs).

Le ministre de l'Emploi, M. Per Ahlmark, estime que cette brusque aggravation de la situation sur le marché du travail, qui ne s'explique pas seulement par des variations saisonnières, est « inquiétante ». Il a annoncé que le gouvernement envisageait de prendre de nouvelles mesures pour enrayer cette évolution.

ALAIN DEBOVE.

ÉNERGIE

LE COUT DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE PALUEL SERA SUPÉRIEUR DE 40 % À CELUI DE FESSEHHEIM

La présentation, le 14 février, de deux nouveaux dossiers de l'énergie, le rapport de la commission consultative pour la production d'électricité d'origine nucléaire 1976-1977 et le rapport sur la recherche-développement en matière d'énergie (1), a été l'occasion pour M. Paul Mentré, député général à l'énergie, d'apporter des précisions.

La commission Peon analyse l'évolution des coûts du nucléaire, qui ont augmenté de 15 % en un an (en francs constants). M. Mentré a admis que la centrale de Paluel 1 coûterait 40 % plus cher que celle de Fessenheim.

En matière de recherche-développement, les engagements financiers s'élevaient en 1976 à 2 670 millions de francs contre 2 351 millions en 1977. Le député général à l'énergie a affirmé qu'une action plus soutenue serait réalisée pour la gazéification du charbon. Il a notamment envisagé une association avec les Belges et les Allemands, qui travaillent actuellement sur la gazéification sur le site. M. Mentré a aussi précisé qu'un ou deux forages seraient effectués cette année en mer d'Iroise.

Réa, revenant sur le bilan énergétique de la France pour 1977, il a indiqué que la consommation (corrigée des variations saisonnières) a été de 178,4 millions de tonnes équivalent pétrole contre 174,5 millions en 1976. Le pétrole ne représente plus que 59 % de cette consommation globale et le taux de dépendance est tombé de 77 % en 1976 à 75 % en 1977.

(1) Le Documentaire Française, 20-31, quai Voltaire, 75340 Paris.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DART INDUSTRIES RESULTATS ESTIMES POUR L'ANNEE 1977 EN HAUSSE AUGMENTATION DE 60 % DU DIVIDENDE TRIMESTRIEL EN ESPEC

Les résultats provisoires de l'exercice 1977 sont en hausse pour la septième année consécutive et font état d'un bénéfice net par action qui s'élève à 4,54 dollars contre 4,14 en 1976.

Le bénéfice net de la société, en 1977, devrait atteindre 109,3 millions de dollars contre 101,6 millions en 1976, et les ventes totales 1,6 milliard contre 1,5 milliard précédemment.

Pareillement, le conseil a annoncé une augmentation de 60 % du dividende trimestriel en espèces, qui sera de 40 cents contre 25 précédemment, et la suppression du dividende annuel traditionnel de 3 % qui était distribué sous forme d'actions gratuites.

Ce dividende trimestriel sera payable à compter du 21 mars 1978 aux actionnaires inscrits sur les registres au 21 février 1978.

La décision de supprimer le dividende traditionnel de 3 % traduit la confiance des dirigeants dans l'expansion et la croissance des bénéfices de la société, qui assurement aux actionnaires des dividendes appropriés.

En 1977, un plan de restructuration a été mis en œuvre auprès de divisions qui n'avaient pas été rentables et dont les ventes, notamment sur les produits cosmétiques, représentaient 67 millions de dollars en 1977. En conséquence, des provisions ont été passées pour un montant de 11,7 millions de dollars, ce qui représente une charge de 51 cents par action enregistrée sur l'exercice 1977.

Dans l'ensemble, l'année s'est terminée conformément aux prévisions qui avaient été données dans le dernier rapport trimestriel.

Les premiers indices pour l'exercice en cours permettent de prévoir que la 1978 sera une nouvelle année de croissance pour la société, avec la poursuite de la progression du groupe Dart Industries (comprenant l'entreprise d'automobiles, par rapport à 1977, de l'activité des groupes « produits chimiques », « produits en plastique », et « équipements en verre »).

Le conseil d'administration, composé de M. William Simon, administrateur de la société, a précédemment nommé au poste de secrétaire au Trésor, M. Simon, ancien directeur de la division internationale de la société, et M. Simon, ancien directeur de la division internationale de la société, et M. Simon, ancien directeur de la division internationale de la société.

À l'heure où il fut nommé au poste de secrétaire au Trésor, M. Simon, ancien directeur de la division internationale de la société, et M. Simon, ancien directeur de la division internationale de la société, et M. Simon, ancien directeur de la division internationale de la société.

Le conseil d'administration de la Compagnie parisienne de réassurance a, le 14 février 1978, approuvé les comptes de l'exercice 1977 faisant apparaître un bénéfice net de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de l'exercice précédent.

Le 23 mars prochain, il sera proposé à l'assemblée générale de porter le dividende global de 6 000 francs à 12 000 francs, ce qui représente une augmentation de 100 % du dividende global de l'exercice 1977.

En raison de la récente augmentation de capital (de 100 millions à 150 millions de francs), la Compagnie parisienne de réassurance a, le 14 février 1978, approuvé les comptes de l'exercice 1977 faisant apparaître un bénéfice net de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de l'exercice précédent.

Par ailleurs, M. Pierre Mendras, directeur de la Banque nationale de Paris, a été nommé au poste d'administrateur en remplacement de M. Louis Assolant, qui avait fait connaître son désir de ne pas demander le renouvellement de son mandat.

Batlin, le conseil a nommé au poste de directeur général M. Raymond Gajoux, jusqu'à présent directeur général adjoint, tout en chargeant plus spécialement M. Jean-Claude Martin, directeur général depuis avril 1974, de développer les relations de la société avec l'étranger.

La direction centrale du groupe Henkel compte deux nouveaux membres : M. Walter Harisch, chimiste sept ans, et le Dr Dieter Schlemmer, quarante-neuf ans.

La direction centrale se compose donc de huit membres : M. Dr. Konrad Henkel (président), M. Walter Harisch (vice-président), le Dr Helmut Schiller, le Dr Bruno Werdelmann, le Dr Hans Otto Wiesemann, M. Jörg Volkmann, M. Walter Harisch, le Dr Dieter Schlemmer.

Rappelons que le président-directeur général de Henkel France est M. Guy Van Wiedinghe.

Le montant des loyers perçus en 1977, non compris les primes à la construction et autres produits, s'est élevé à 23 471 067 F, contre 21 025 600 F en 1976.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1977 s'élevait à 282 328 000 francs contre 283 881 000 francs en 1976, soit une progression de 15,2 %.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1977 s'élevait à 282 328 000 francs contre 283 881 000 francs en 1976, soit une progression de 15,2 %.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1977 s'élevait à 282 328 000 francs contre 283 881 000 francs en 1976, soit une progression de 15,2 %.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1977 s'élevait à 282 328 000 francs contre 283 881 000 francs en 1976, soit une progression de 15,2 %.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1977 s'élevait à 282 328 000 francs contre 283 881 000 francs en 1976, soit une progression de 15,2 %.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1977 s'élevait à 282 328 000 francs contre 283 881 000 francs en 1976, soit une progression de 15,2 %.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1977 s'élevait à 282 328 000 francs contre 283 881 000 francs en 1976, soit une progression de 15,2 %.

LES MARCHÉS

PARIS 14 FÉVRIER

Calme et soutien

Le marché a été calme et soutenu. Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

Les cours ont progressé légèrement.

• • •

